

« Initiatives » : Les paysans de l'avenir



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14691 - 8 F.

MERCREDI 22 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURE

Ultime bastion du communisme afghan

Kaboul prête à se rendre aux islamistes

Un enjeu international

Le régime néo-communiste est mort partout en Afghanistan. Il agonise à Kaboul. Un gouvernement islamiste lui succèdera, dont la forme dépendra des événements des prochains jours. La lutte pour le pouvoir dans cet Etat d'Asie centrale est suivie avec angoisse, mais aussi espoir, par quinze millions d'Afghans épuisés par la guerre.

Mais les péripéties afghanes sont également suivies avec préoccupation par les chanceleries. Par-delà les pays de la région, la communauté internationale est intéressée, ne serait-ce que parce que les Nations unies sont très engagées dans un effort de paix qui, à ce jour, est à peu près paralysé. Les grandes puissances, à tout le moins, ne peuvent pas se détourner si aisément d'un pays qui a été le champ de leur affrontement pendant les années 80.

Le Pakistan, l'Iran, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine, pays frontaliers de l'Afghanistan, peinent tous à contenir les répercussions chez eux du conflit. Une province considérée comme stratégique par Islamabad, et longtemps revendiquée par Kaboul, celle de la Frontière du nord-ouest - où se sont réfugiés trois millions d'Afghans - est peuplée de Pathans, frères ethniques des Pashtouns.

Une guerre civile chez le voisin afghan accroît le nombre des personnes déplacées au Pakistan. Elle soumettrait en outre un pays où les Pathans sont très influents à une vive pression pour aider des compatriotes dont la suprématie est menacée par l'émergence de minorités originaires du nord de l'Afghanistan. On comprend, dès lors, que M. Nawaz Sharif, le premier ministre pakistanais, ait consacré une nuit entière à tenter de mettre les factions islamistes sur le chemin de l'union.

L'Iran aussi se préoccupe des conséquences de la situation pour lui-même. Ce pays dont près de la moitié de la population est constituée de minorités est-il si assuré, en effet, d'une éternelle cohésion? Aussi a-t-on choisi, à Téhéran, la concertation étroite avec le Pakistan et un appui sans faille au plan de paix de l'ONU.

Il n'est pas jusqu'à la Chine, frontalière sur quelques kilomètres avec l'Afghanistan, qui ne s'inquiète. Quel exemple pour ses minorités musulmanes du Xinjiang, que l'émancipation de leurs cousins afghans turco-phones? Mais, plus que d'autres, ce sont les Républiques de l'Asie centrale ex-soviétique, majoritairement musulmanes, qui sont menacées de subir le contrecoup des soubresauts de leur voisin méridional. Dans chacun de ces tout jeunes Etats, fragilisés par leur complexité ethnique, les gouvernements - souvent des apparatchiks communistes récemment reconvertis - sont harcelés par des islamistes et des nationalistes dynamiques qui regardent volontiers du côté de leurs frères afghans. Le Tadjikistan, en proie, depuis mars, à des manifestations quotidiennes, est entré le premier dans cet engrenage d'instabilité.

M0147 - 0422 0 - 6.00 F



Négociations commerciales à Washington

MM. Bush et Delors cherchent un compromis sur le GATT

Le président américain, M. George Bush, et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, accompagnés du premier ministre portugais, M. Aníbal Cavaco Silva, devaient se retrouver, mercredi 22 avril à Washington, pour tenter de débloquer les négociations de l'Uruguay Round, entravées il y a six ans. Le différend agricole qui oppose les Etats-Unis et l'Europe empêche la conclusion d'accords commerciaux dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).



Lire page 25 Parole de PHILIPPE LEMAITRE

Le piège Tournier

La justice est-elle comptable de l'Histoire? Et comment guérir la France de son amnésie vichyssoise?

par Edwy Plenel

La marche de la justice ne saurait être dissociée de l'air du temps. Réhabiliter en 1992 Vichy, excuser sa dictature, taire sa violence, amnistier son antisémitisme, c'est évidemment faire le jeu de ses héritiers spirituels qui, depuis que le Front national s'est installé à demeure, pensent tenir enfin leur revanche. « Le passé est le passé : à un moment donné, il faut tirer un trait. » La phrase est de Jean-Marie Le Pen à propos du nazisme et aurait pu servir d'exergue à ce qui restera dans les annales judiciaires comme l'arrêt Tournier du 13 avril 1992. Et l'on pourrait y ajouter cet autre commentaire, du même auteur, en remplaçant le national-socialisme par vichysme : « Le national-socialisme, qui n'a été jusqu'ici que jugé par ses vainqueurs, le sera dans l'Histoire. »

En choisissant de réécrire l'histoire plutôt que d'enoncer le droit, des magistrats ont donc jugé que l'Etat français de Vichy n'était pas complice des crimes contre l'humanité imputables au nazisme, dont le régime de Pétain fut pourtant un collaborateur zélé. Restait à comprendre

par quel mécanisme tortueux cet espace de révisionnisme historique a été déglotté au cœur de l'Etat démocratique français d'aujourd'hui?

Il serait presque rassurant de pouvoir limiter la réponse aux biographies des magistrats auteurs de l'arrêt. Au prix de quelques anecdotes personnalisées, l'honneur collectif de la magistrature serait sauve. Rien de tel : aucun des trois membres de la première chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'est connu pour des engagements extrêmes. Un président qui fit une partie de sa carrière en Afrique, coloniale puis indépendante, un conseiller qui appartint au cabinet d'un garde des sceaux d'avant 1981, des hommes sans doute conservateurs mais à l'image d'un corps professionnel peu porté aux remises en cause... L'essentiel est ailleurs : loin d'être une instance judiciaire secondaire, cette chambre d'accusation est l'une des plus réputées de Paris à laquelle sont souvent confiés les dossiers sensibles.

Lire la suite page 12
ainsi que la chronique de
BERTRAND POIROT-DELPECH

Côte-d'Ivoire : en attendant le président

Seul M. Houphouët-Boigny peut régler la crise. Mais il est absent

ABIDJAN

de notre envoyée spéciale

Depuis deux mois, ils attendent. Le président finira bien par prendre une décision. « Le Vieux », comme ils disent, ne peut laisser les Ivoiriens dans cette situation... « On ne peut pas trouver la solution à nos problèmes en dehors de lui », assure Mgr Paul Dacoury, auxiliaire de l'archevêque d'Abidjan. Mais M. Félix Houphouët-Boigny se laisse désirer. Parti pour un « séjour privé » à Paris le 2 février, en pleine crise, il laisse planer toutes les interrogations quant à la date de son retour.

« Il est en vacances, ça fait des années qu'il n'en a pas pris », plaide son premier ministre, M. Alassane Ouattara, qui lui rend régulièrement visite. Les aller-retour Abidjan-Paris se multiplient. C'est rue Masseran, dans le septième arrondisse-

ment, au domicile parisien du président, que ses proches viennent chercher les consignes afin d'assurer la gestion du quotidien. Pour le reste, c'est à l'essentiel, il faut attendre.

Grâce? Amnistie? Statu quo? Quelle sera la décision du président? En son absence, l'opposition a été démantelée, ses principaux dirigeants condamnés à un, deux ou même trois ans de détention. Or, « tout le monde connaît la générosité du président », dit, entre autres, le premier ministre. Après avoir fait lanterner ses compatriotes - constant, en cela, dans sa stratégie de l'attente - le chef de l'Etat devrait donc, à son retour, faire preuve de mansuétude à l'égard d'une opposition qu'il a lui-même, délibérément ou non, contribué à anéantir.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Lire la suite page 6

De Sarajevo à Sarajevo

I. - Un siècle de nationalismes en Europe

par Jacques Lesourd

La revanche des nations, le retour des nations, la renaissance des nations : ces titres sont à la mode... mais l'Histoire apprend que les revanches, les retours, les renaissances ne sont jamais des résurrections.

Aussi, au moment où, parti de Sarajevo en juillet 1914 avec l'assassinat de l'héritier au trône d'Autriche-Hongrie, le vingtième siècle européen semble y retourner avec les affrontements d'aujourd'hui entre Serbes, Croates et Bosniaques, comment ne pas chercher à prendre une vue d'ensemble du rôle des nationalismes dans l'histoire européenne des quatre-vingts dernières années? Comment ne pas s'interroger sur les formes qu'ils prennent actuellement? Lorsque commence le siècle, quatre empires multi-ethniques exis-

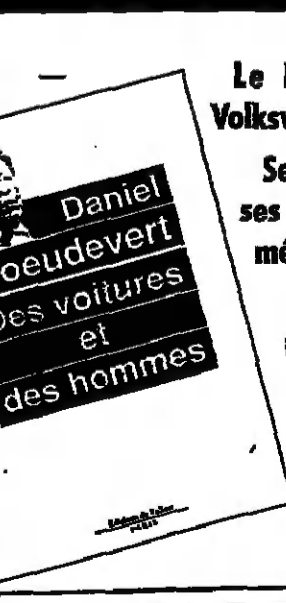
tent en Europe : ils se sont constitués au cours de l'histoire sur la force et la diplomatie : l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois, l'Empire tsariste et, dans une moindre mesure, l'Empire allemand qui comprend une forte minorité polonaise. En vingt ans, ils vont être bouleversés.

L'Empire turc achèvera de perdre, dans les guerres balkaniques, son emprise sur des ethnies chrétiennes en Europe ; la guerre de 1914 lui arrachera ses territoires arabes ; en revanche, il éliminera les Arméniens, en 1915, dans les conditions que l'on connaît, et rejettera d'Asie mineure les populations grecques à la fin de la guerre gréco-turque de 1920.

La Turquie d'Atatürk deviendra une nation presque homogène, à la minorité kurde près.

Lire la suite page 10

GOEUDVERT



Le Français qui dirige Volkswagen.

Ses idées, ses prévisions, ses principes d'action, sa méthode.

Celui que les Allemands ont surnommé « Querdenker », l'homme qui déränge.

Editions de Fallois
PARIS

Ouverture d'Expo'92 à Séville

Annoncée par des sautes d'artillerie, des volées de cloches, des lâchers de colombes et des envois de ballons multicolores, l'ouverture d'Expo'92 a eu lieu lundi 20 avril, en présence du roi d'Espagne, Juan Carlos. Vitrine où les nations sont censées présenter leurs dernières innovations technologiques l'exposition fait également une large place à l'écologie. Mais la machine a besoin de quelques jours de rodage supplémentaire pour tourner à plein rendement.

Lire l'article de MICHEL BOLE-RICHARD page 22 et, dans « Le Monde Sciences-Médecine », les articles de MARC AMBROISE-RENDU et de JEAN-PAUL DUFOUR, page 19

INITIATIVES

Les métiers de l'agriculture

Un nombre d'exploitants agricoles qui régresse à grande vitesse, des revenus malmenés, des menaces qui s'appellent politique agricole commune et « impérialisme » américain ; les métiers de l'agriculture seraient-ils tous condamnés? D'autres horizons s'ouvrent, de la biologie animale à la chimie des plantes ou des engrais, la génétique, la filière bois, l'environnement, la recherche, le négoce, le conseil et, bien sûr, toute la panoplie des métiers liés à la banque.

Pages 1 à XIV

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

DÉBATS

Europe

L'ordre communautaire

par Jacques Barrot

P our la première fois dans notre histoire, nous allons devoir redéfinir les contours juridiques de la souveraineté nationale : le Conseil constitutionnel a demandé à la nation de concilier les règles adoptées par le peuple français en 1958 et celles qui ont été négociées en son nom en 1991 au sommet européen.

Il a fallu mille ans aux Capétiens pour rétablir la souveraineté française contre leurs vassaux, contre leurs voisins. Il aura fallu quarante ans pour que s'impose une nouvelle souveraineté, non pas concurrente mais complémentaire, celle de la Communauté. Nous allons demain vivre dans un système de souveraineté partagée. Le traité de Rome prévoyait déjà l'effet direct des normes communautaires. Nos juges l'ont déjà reconnu à maintes reprises, privilégiant l'application des règlements ou des directives européennes à celles de nos lois, même les plus récentes.

Mais le partage de souveraineté avec Maastricht prend une autre dimension. Le nouveau traité prévoit à terme « la mise en communauté » de trois des prérogatives essentielles de la souveraineté : les droits régaliens de battre monnaie et de conclure les frontières et le droit de voter ou d'être élu à l'élection municipale.

Il faut donc bien adapter notre Constitution à la souveraineté partagée.

Comment s'y prendre ? Nous pourrions procéder par microchirurgie, détachant soigneusement dans les attributions de nos pouvoirs législatifs et réglementaires ce qui relève désormais de l'ordre communautaire. Ce serait explicitement limiter notre souveraineté en excluant des pans entiers de son domaine. Ce serait réduire expressément les pouvoirs législatifs du Parlement en modifiant l'article 34.

Ce pourrait être pour le droit de vote aux élections locales une porte ouverte à un droit de vote élargi aux étrangers.

Une autre voie est possible, qui reconnaît le principe du partage de la souveraineté et l'intègre dans notre norme suprême. Nous avons l'occasion de redéfinir la vraie place de l'Europe dans nos institutions : ni réalité étrangère ni réalité nationale, mais réalité communautaire.

Déficit démocratique

La Communauté européenne édicte des normes d'effets directs et immédiats de valeurs supérieures à celles des lois nationales : en cela elle ne peut plus être comparée à une organisation internationale classique. Elle a d'ailleurs ses juges que nous pouvons dans certains cas saisir directement. Nos propres juges, Cour de cassation en 1975, Conseil constitutionnel en 1988, Conseil d'Etat en 1989, ont reconnu comme les y invitaient les traités la prééminence du droit communautaire. C'est cette pratique déjà établie qu'il faut inscrire dans notre Constitution. Dès lors que notre Constitution reconnaît la spécificité de l'ordre communautaire, elle justifie qu'il soit fait un sort spécial aux Européens en matière de droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, distinct de celui des « autres » étrangers ; et le problème de la conformité à la Constitution des articles sur l'union monétaire ou sur l'entrée des étrangers ne se pose plus.

La France, forte de sa culture, de son histoire et de ses traditions ne s'efface pas derrière l'Europe. Cette révision constitutionnelle doit être l'occasion de réaffirmer les conditions dans lesquelles la souveraineté française s'exerce dans la Communauté.

Le « déficit démocratique », l'eurocratie sont autant de

symptômes d'une première maladie. La « technocratie » européenne est souvent accusée de reproduire à l'excès les défauts et les lourdeurs de tout appareil d'Etat. Fin encore, c'est le pouvoir des cabinets et des lobbies, des fonctionnaires plus que celui des politiques qui s'y exprime. Quelques principes doivent être rappelés afin de corriger cette déviation.

La légitimité de la décision communautaire, c'est celle des gouvernements des Etats membres. Ce sont eux qui choisissent les commissaires, ce sont eux qui se réunissent au sein du conseil des ministres européen, adoptent les directives et les règlements, au terme d'une procédure complexe en concertation avec le Parlement européen.

La légitimité nationale doit venir appuyer cette légitimité communautaire. Or, en France, la légitimité s'exprime au Parlement, élu du suffrage universel, qui soutient ou destitue le gouvernement. Dès lors qu'il y a un « déficit démocratique », il faut renforcer la légitimité dont disposent nos négociateurs à Bruxelles en appuyant sur le contrôle et le soutien du Parlement national. Certains membres de la Communauté disposent de procédures internes qui répondent à cet objectif : il faut prévoir à l'occasion de la révision constitutionnelle la consultation systématique de l'Assemblée du Sénat avant la négociation de la norme européenne.

Par-delà les clivages partisans

L'Europe n'est pas encore une nation, elle est déjà une communauté de destin. Cela justifie une première citoyenneté communautaire pour symboliser cette union européenne vers laquelle nous marchons. C'est une manière de la signifier que d'accepter, dans la vie locale, la participation de ceux qui vivent au milieu de nous à nos pro-

pres choix quotidiens. Cela implique que les Européens de la Communauté puissent dans certaines conditions participer aux élections locales des différents pays de la Communauté. Les élections locales ne sont pas par définition des élections de souveraineté, dès lors que l'on peut les déconnecter des élections nationales, ce sont des élections de proximité, de voisinage. Mais le citoyen européen ne doit s'exprimer sur les affaires locales que lorsqu'il est vraiment partie prenante : c'est pour quoi des conditions strictes de résidence effective, d'intégration dans la vie locale doivent être posées.

Le débat qui s'ouvre, s'il n'est pas pollué par des considérations partisans, peut trouver une heureuse conclusion. Encore faut-il que ceux qui vont proposer des projets de révision – et le président de la République notamment – n'oublient pas que Maastricht est l'aboutissement de quarante années d'efforts convergents vers l'union, une course de fond, de relais et non un sprint final : le dernier venu ne doit pas chercher à être le seul à l'arrivée sur le podium pour engranger les lauriers d'une victoire que tant d'autres avant lui ont contribué à remporter.

Quant aux Français, ils doivent à travers leurs représentants au Parlement réaffirmer leur attachement à la construction de la Communauté ; ils doivent le faire par-delà les clivages partisans ; ils doivent préserver un modèle d'organisation qui nous est envié par tant de régions du monde où les affrontements quotidiens ne permettent pas d'oublier le risque toujours présent de la guerre.

Jacques Barrot est député de la Haute-Loire, président du groupe UDC à l'Assemblée nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Maastricht, oui mais...

L'EUROPE EN DANGER

de Laurent Cohen-Tanugi, Fayard, 250 p., 98 F.

Un livre courageux. A quelques encablures de la ratification des accords de Maastricht, Laurent Cohen-Tanugi s'interroge. Son mérite est de remettre les choses à plat, d'aider à oublier les litanies convenues des zélés et des opposants. Il veut être sûr que l'on ne s'échappe pas la proie pour l'ombre. Qu'une si grande affaire n'ait pas suscité plus de débats avant même l'accord des Douze sidère notre auteur. Il a raison.

La Communauté est menacée par cinq périls endogènes, estime-t-il : le brouillage de ses finalités, l'émergence d'une hostilité multiforme au marché unique et à l'Europe du droit, le procès de son « déficit démocratique », la montée du nationalisme des Etats membres, les pressions pour son élargissement à bref délai. Cela fait beaucoup.

La CEE a fonctionné jusqu'ici selon la méthode de l'engrenage et la logique de l'inversibilité, l'aventure se poursuivant « par des réalisations concrètes, ordonnées d'abord à la solidarité de fait », selon la célèbre formule de Monnet et Schuman. Ce temps est révolu ! Nous sommes maintenant face à une étape décisive qui requiert un choix politique d'importance. Un compromis global résultant des intérêts nationaux bien compris peut-il faire naître une grande puissance monétaire, politique, voire militaire ?

Il faut bien voir, note Laurent Cohen-Tanugi, que vont coexister demain, dans la Communauté, deux Européismes politiques : celui de Maastricht, de la coopération intergouvernementale, largement en dehors du cadre communautaire, et celui qui est issu du traité de Rome. Si la première en vient à diluer la dynamique fédérative, « M. Mitterrand aura – ultime paradoxe de sa présidence – ce que de Gaulle avait vainement tenté » avec le plan Fouchet. Dans le cas contraire, les Etats-Unis d'Europe sont au bout du chemin.

On méconnaît trop ce fait singulier : l'intégration juridique

a précédé l'intégration politique. Quant au fameux « déficit démocratique », il faut y regarder de plus près. Il n'affecte pas que la construction européenne. Pour ne parler que de la France, nos élus ne sont-ils pas privés pratiquement de l'initiative des lois ? Surtout, la CEE n'a jamais eu vocation pour devenir un Etat-nation. Du coup, comment faire du Parlement européen un véritable législateur ?

Un autre écueil apparaît dans le néo-nationalisme anticomunautaire, de nature différente selon les Etats. En Allemagne, ses fermentations sont la monnaie et l'immigration. En Grande-Bretagne, ce sont les transferts de souveraineté. En France, on arrive à un curieux mélange d'agitateurs, de communistes, de léninistes, d'émules de Michel Debré qui disolent la supranationalité... et de Jacques Calvet. D'où la promotion à Bruxelles du fameux « principe de subsidiarité » : la Communauté n'intervient que lorsque les Etats membres ne peuvent atteindre les objectifs entrant dans sa compétence. Excellente philosophie générale. Mais qui délimitera les zones d'application ? La Cour de justice ? « Belles batailles juridiques en perspective entre la Communauté et les chasseurs de palombes ou les organisateurs de corridas. »

Dernier « paquet d'orties » : l'élargissement. L'adhésion, note l'auteur, n'est que la formule la plus schématisée d'une palette de modes d'intégration de plus en plus variés et flexibles... (En fait, il va falloir apprendre à dissocier deux concepts qui, jusqu'ici, ne faisaient qu'un : la construction européenne, d'une part, dont le sens va s'élargir pour désigner l'intégration du continent, et, de l'autre, l'approfondissement de l'union, qui poursuivra son cours parallèle.) C'est la sagesse. La comme ailleurs, la réflexion de Laurent Cohen-Tanugi permet d'aider à cadrer un débat qui ne pourra longtemps encore s'apparenter à l'arbitraire.

PIERRE DROUIN

Notre patrie

par Patrick Devedjian

Nous aimons la France, comme on aime sa famille. Elle est le cadre de notre vie quotidienne, et non identifié, nous est chère. Mais, de même que l'amour familial conduit à des solidarités plus vastes, l'Europe unie paraît aujourd'hui le cadre naturel de notre avenir, car elle a dans le monde une communauté de destin. L'unité de l'Europe est la réponse aux menaces qui défient chacune des nations qui la composent.

Déterminées par la géographie, les trois Europe occidentale, centrale et orientale – ont par étapes vocation à se retrouver. L'approfondissement et l'élargissement ne peuvent repousser la paralyse et la dilution que s'ils sont menés ensemble.

Ce qu'on appelle aujourd'hui la civilisation, c'est l'âme de l'Europe issue du passé gréco-romain, de la culture judéo-chrétienne et de l'esprit scientifique. Notre devoir est de maintenir dans un monde bouleversé la source de valeurs qui ont permis le progrès de l'humanité et portent encore de nombreuses promesses.

Devant un tel enjeu, la rationalité de ceux qui demandent la préservation d'une souveraineté sans perspective et déjà bien évanescence reste au-delà du débat sur le sexe des anges tandis que le canon turc tonne sur la muraille de Constantinople.

L'ordre odieux de Yalta s'est effondré et il n'y a plus de place pour une diplomatie dont tout le génie était de jouer sur la division qu'il avait instaurée.

Regretter l'Allemagne ?

On ne regrette pas la souveraineté monétaire qui ne se manifeste que par le temps nécessaire pour s'aligner sur les positions de la Bundesbank et qui fait du franc une monnaie fragile se nourrissant de chômage. Ceux qui craignent tant l'Allemagne devraient comprendre que son intégration à la construction européenne est la meilleure garantie contre l'esprit de domination. Les anti-Européens sont curieusement les mêmes qui refusaient l'intervention en Irak en dénonçant la faiblesse de la France et de l'Europe.

On ne regrette pas que le socialisme français soit encore mieux contenu par un système

européen qui, de 1981 à 1983, a empêché la France de commettre les erreurs irréparables qu'annonçaient ses dirigeants. Ceux qui craignent un triomphe socialiste devraient remarquer que, sur les deux pays signataires de l'accord de Maastricht du 7 février 1992, deux seulement sont socialistes (la France et l'Espagne).

On ne regrette pas que le million de ressortissants européens qui vivent en France puissent voter aux élections locales. C'est parce qu'ils le pourront grâce à un droit spécifique que les non-Européens ne devront même plus l'espérer. Chacun sait qu'il s'agit là d'une fausse querelle, puisque l'article 7 du projet de directive prévue en application du sommet de Fontainebleau dispose que les fonctions de maire, de maire adjoint et d'électeurs sénatoriaux peuvent être réservées aux nationaux.

Il est vrai qu'il est indispensable de démocratiser davantage les institutions et de clarifier les responsabilités entre les Etats et les organes de la Communauté. Mais nous ne devons jamais oublier que la Commission n'agit que sous l'autorité des ministres des Etats. C'est donc nos gouvernements qui sont d'abord responsables et non les fonctionnaires de Bruxelles, boucs émissaires commodes.

Par ailleurs, rien ne nous empêche d'organiser en France un meilleur suivi de la réglementation européenne. Sans même changer la Constitution, nous pourrions avoir à l'Assemblée nationale une des six commissions permanentes consacrées à l'Europe. Il faut et il suffit de fusionner la commission des affaires étrangères et celle de la défense (comme au Sénat) pour que l'une des commissions soit disponible à cette fin. Cela serait plus utile que bien des gémissements. La France, qui a tant fondé d'Européens dans le creuset de son identité, qui a conduit tant de peuples dans l'histoire, que la géographie a placée à un carrefour du continent, a vocation à se réaliser dans la construction européenne.

L'Europe existe : c'est le pays des cathédrales. Une autre est en train de s'élever : apportons-y notre pierre en ratifiant les accords de Maastricht.

Patrick Devedjian est député RPR des Hauts-de-Seine.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.809F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-30-30-10
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Déclaré de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lescaume, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
11, rue M.-Grosjean
94852 IVRY CEDEX
1992

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 97-437
ISSN : 0393-3037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-30-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs annuelles-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-progrès en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno-François, directeur de la rédaction
Jacques Gulu, directeur de la gestion
Manuel Luchart, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombeau, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Farcenel,
Philippe Harroman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-30-30-10

LE MONDE
diplomatique

Avril 1992

**La longue marche
des écologistes**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

كتاب من القصص

ÉTRANGER

AFGHANISTAN : alors que les négociations se poursuivent au Pakistan

Kaboul attend l'arrivée des islamistes

De toutes les villes d'Afghanistan, seule la capitale, désormais, demeure entre les mains de l'ancien régime. Kaboul attend l'arrivée imminente des fondamentalistes. La forme que peut prendre leur entrée est au centre de toutes les préoccupations. Le chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar a lancé un ultimatum au gouvernement et aux forces armées de Kaboul, exigeant qu'ils se rendent d'ici au 26 avril, faute de quoi ses troupes prendront la ville.

Kandahar, la grande cité méridionale et capitale du pays pashtoun, est administrée depuis dimanche 19 avril par un conseil composé de dix-huit rebelles islamistes (représentant sept partis), de trois militaires et de civils se reconnaissant encore dans le gouvernement de Kaboul, indiquent les agences de presse.

Après des déclarations contradictoires, le parti Watan (ex-communiste) a, par ailleurs, reconnu lundi que des négociations sont en cours avec des chefs moudjahidins pour remettre à une nouvelle administration la troisième ville du pays, Jalalabad, située sur la route du Pakistan. La quasi-totalité des capitales de province est désormais passée aux mains de pouvoirs mixtes. Les campagnes, elles, sont aux moudjahidins depuis le début des années 80.

C'est donc plus que jamais le des-

tin de Kaboul qui fait l'objet des tractations. Alors que se multiplient, autour de la capitale, les scènes de fraternisation entre soldats et moudjahidins du commandant tadjik Ahmed Chah Massoud, qui reçoit de plus en plus de monde à son quartier général de Charikar, le chef de la formation fondamentaliste Hezb-e-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, a lancé un ultimatum aux gouvernements.

Il leur a donné jusqu'au 26 avril pour se rendre sans conditions, après quoi il lancera ses troupes à l'assaut de la capitale. Les moudjahidins du Hezb ont tiré sur Kaboul des obus bourrés de tracts, appelant la population à laisser des drapeaux verts pour indiquer son soutien aux islamistes. Les effectifs de ces derniers sont chaque jour renforcés par l'arrivée, à partir de Peshawar, la ville pakistanaise où ils avaient trouvé refuge durant la guerre, de milliers de jeunes gens.

De fébriles négociations

A Kaboul, les rumeurs sont allées bon train toute la journée de lundi, après que la BBC ait annoncé le départ de l'ex-président Najibullah. De fait, l'humanité s'est désormais faite, au sein du régime, sur la nécessité de laisser partir le chef de l'Etat déchu. On ignore la part qu'a prise, dans l'élaboration de ce consensus, M. Benon Sevan, qui avait donné des assurances à M. Najibullah pour lui arracher une promesse de départ.

Dans la soirée de lundi, l'ex-chef du Watan était toujours dans la capitale. Cependant, les négociations se poursuivent fébrilement au Pakistan pour mettre au point un gouvernement agité par l'ensemble des partis islamistes. Une formule proposée par le premier ministre d'Islamabad, M. Nawaz Sharif, a été approuvée par la majorité des formations, mais ni par le Hezb ni le front chiite Wahdat : un conseil aurait deux représentants, un civil et un de ses commandants.

Le commandant Massoud s'est aussitôt désigné comme délégué militaire de son parti, le Jamiat. Il a pourtant assuré qu'il ne prétendait à aucun monopole de pouvoir pour son Conseil de la djihad islamique, créé le 17 avril entre ses partisans, des représentants de milices ethniques et religieuses, et des militaires de l'ancien régime.

Le chef tadjik a confirmé que si les partis de Peshawar ne parvenaient pas à une entente très rapide, il créerait, en accord avec la shura (conseil) des commandants, une instance de gouvernement où seraient représentés, outre des dirigeants moudjahidins, des ulemas (dignitaires religieux) et des chefs tribaux (« barbes grises »). Il a par ailleurs donné des assurances que les représentants de la royauté déchu en 1973 ne seraient pas inquiétés, et que les dignitaires du régime communiste n'avaient à craindre ni pour leur vie ni pour la sécurité de leur famille.

J.-P. C.

« Afghans d'abord »

Dans un pays où les clivages ethniques ont pris le pas sur les rivalités politiques, chacun espère encore que le sentiment national l'emportera pour éviter la guerre civile

KABOUL

de notre envoyé spécial

Morose sous la pluie glaciale du printemps afghan, Kaboul laisse entrevoir un espoir d'apaisement. Tout le monde ici prie pour qu'une solution négociée soit encore possible entre frères ennemis, mais beaucoup redoutent que les rivalités ne dégénèrent en un sanglant conflit. « Le régime est fini, les moudjahidins ont gagné, explique un ancien fonctionnaire du roi Zahir Chah, depuis longtemps gagné à la cause de la résistance. Mais, quand ils prendront le pouvoir, les Afghans recommenceront à se tuer-déchirer. »

Au cœur du vieux bazar, une masse mouvante de Kaboulis dessine les visages pluriels de la mosaïque afghane, dont la capitale est de longue date le symbole. « Les alliances qui se forment en province entre l'armée régulière et les moudjahidins n'impliquent pas que les choses se passeront aussi facilement à Kaboul, relève un fonctionnaire. Ici, toutes les populations de l'Afghanistan se côtoient, et il faudra bien que les négociations débouchent sur un consensus pour que s'installe enfin la paix. »

Voilà tout le problème : le « Conseil du djihad islamique », formé le 17 avril par le commandant Ahmed Chah Massoud, composé de ses propres troupes, de miliciens nageurs à la solde de Kaboul et d'unités de l'armée afghane, reste représentatif des seules ethnies du Nord, longtemps vassales de la puissante communauté pashtounne. « Massoud est un traitre, s'insurge Jalil, un étudiant ; dans le passé, j'avais le plus grand respect pour lui, mais il est clair qu'il veut prendre sa revanche sur nous. »

Les clivages ethniques ont donc pris le pas sur les rivalités politiques, ce qui n'empêche pas les Kaboulis de continuer à croire en une solution nationale l'emportant. « Nous sommes Afghans d'abord, et nous avons besoin d'unités, de cadres, de techniciens, bref de gens qui pensent surtout aux intérêts du pays et pas à la politique », remarque un artisan. Dans l'ensemble, les Kaboulis ne savent plus trop qui croire.

■ BANGLADESH : des étudiants dénoncent un massacre de bouddhistes. Des dirigeants étudiants originaires de la minorité bouddhiste vivant dans les collines du sud-est du pays (les Chittagong Hill Tracts) ont affirmé que mille deux cents de leurs coreligionnaires — hommes, femmes et enfants — avaient été massacrés, le 10 avril dernier, par des colonnes musulmanes et des forces de sécurité. La police locale a estimé que ce chiffre était « exagéré ». Les incidents ont eu lieu dans le district de Khagrachhari, proche de la frontière avec l'Inde et la Birmanie, lors d'une expédition punitive pour venger la mort d'un colon. — (AFP)

quatorze ans après le début d'une guerre sanglante qui n'a épargné aucune famille. « Nous ignorons qui est au pouvoir, on entend des noms, on ne sait pas... Dieu veuille nous épargner la bataille de Kaboul », répète à l'envi les habitants de la capitale.

Car si l'aura du Tadjik Massoud est indéniable, dans cette ville pluri-ethnique où les Tadjiks sont nombreux, nombreux sont ceux qui craignent les visées de M. Gulbuddin Hekmatyar, réputé le plus extrémiste des rebelles et dont les ambitions effrayent. Le leader du Hezb-e-Islami ne fait sans doute pas le poids face à l'armée d'Achmed Chah Massoud et à ses nouveaux alliés, mais sa capacité de puissance reste intacte. D'autant qu'il pourrait, au nom de la solidarité ethnique, rassembler autour de lui bien des nationalistes pashtouns qui le craignent pourtant. Encore présents au sein de l'armée, des services secrets ou du parti Watan (ex-communiste), ceux-ci forment le dernier rempart de la « résistance » contre les minorités.

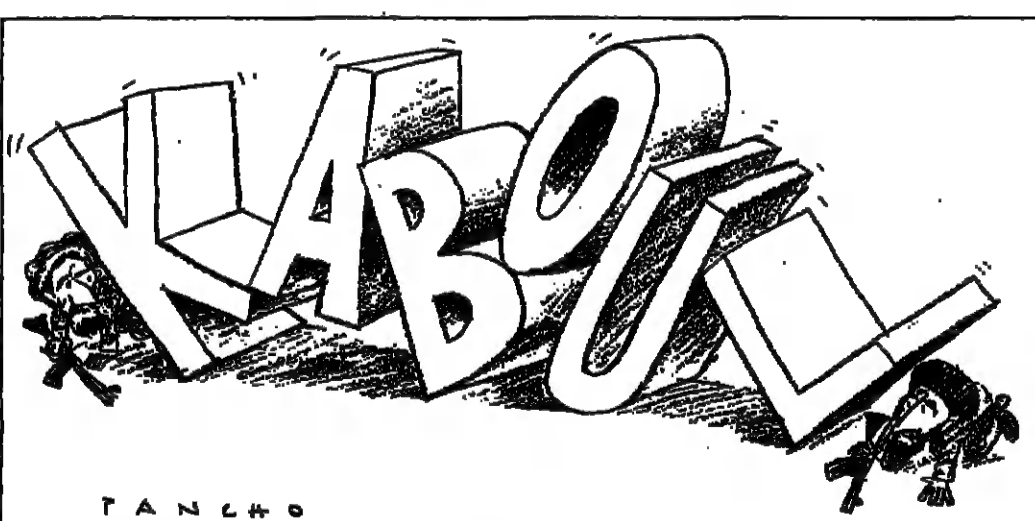
« Tout proches de la paix »

Le danger d'une guerre civile est d'ailleurs apparu, lundi 20 avril, comme le principal motif de préoccupation du négociateur des Nations unies, M. Benon Sevan, lors d'une conférence de presse organisée à l'hôtel Intercontinental de Kaboul. « Les Afghans doivent penser et agir comme des Afghans et mettre de côté leurs ambitions pour préserver l'intégrité nationale », a affirmé, d'une voix blanche, le représentant du secrétaire général, M. Boutros-Ghali, épuisé par des semaines de pourparlers interminables entre chefs moudjahidins et représentants de Kaboul. « Nous sommes tous proches de la paix, la plupart des obstacles ont été écartés », a-t-il assuré, en exhortant les Afghans à « ne pas réduire à néant l'espoir ».

En annonçant, sans donner de détails, qu'il s'apprête « dès demain »

à « voyager en Afghanistan pour rencontrer différents dirigeants de l'opposition », M. Sevan semble avoir renoncé à son idée de former à Kaboul un « conseil pré-transitionnel » de personnalités « impartiales », qui aurait en pour objet de préparer le terrain à un gouvernement intérimaire. « Aujourd'hui, la situation a changé, et c'est aux Afghans de décider s'ils veulent un pouvoir neutre ou un gouvernement moudjahidin. »

Si « la situation a changé », c'est bien en raison de la brutale « sortie » de l'ex-président Najibullah, qui a tenté, jeudi dernier, de s'enfuir du



payé avant d'en être empêché par ses anciens alliés. Ce n'est ici qu'un secret pour personne — le négociateur de l'ONU ne pouvant évidemment l'avouer — que l'ancien « maître de Kaboul » était toujours réfugié lundi soir au siège local des Nations unies. Interrogé sur les informations diffusées peu avant sa conférence de presse par la BBC à propos d'un départ, « dans les heures qui viennent », de M. Najibullah, M. Sevan s'est contenté de répondre : « Il est toujours à Kaboul. Mais quelle importance ? Il ne joue plus aujourd'hui aucun rôle. »

BRUNO PHILIP

M. Gulbuddin Hekmatyar l'homme qui inquiète les musulmans eux-mêmes

« L'homme qui dit toujours non. » Tel est le surnom souvent donné à M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-e-Islami, l'un des partis fondamentalistes afghans les plus extrémistes, et longtemps réputé le plus puissant parmi la pléiade des formations de Peshawar. Redouté aujourd'hui, l'esprit de rébellion qui brûle ce quadragénaire a pourtant longtemps pesé en sa faveur auprès des acteurs internationaux.

Vers le milieu des années 70, il est devenu le favori d'un Pakistan qui voyait en lui un fermement d'affaiblissement d'un pouvoir afghan à la fois irritant pour ses revendications sur la Province de la frontière du Nord-Ouest (« Pashtounistan ») et par trop lié à l'URSS. Au début des années 80, il a impressionné les services spéciaux et certains diplomates américains : cet extrémiste ne mène pas le plus loin que d'autres le « concassage » de l'envahisseur soviétique.

M. Mikhaïl Gorbatchev lui-même s'est laissé convaincre, après le retrait de l'armée rouge, qu'une solution ne serait possible si l'on n'accordait pas la primauté au Hezb. Cette faction, il est vrai, détenait — et détient encore — la majorité des soldats de l'ex-URSS capturés par les moudjahidins durant les dix ans de guerre.

Beaucoup d'Afghans, pourtant, trouvent désormais que l'intransigence de « Gulbuddin » n'est plus adaptée à l'étape ouverte par la chute de M. Najibullah. Car cette véhémence, qu'il assimile à une djihad (guerre sainte), M. Hekmatyar l'exerce désormais non plus à l'encontre des « Chouravis » (Russes) ni même des communistes. Il la tourne contre de « bons musulmans » afghans. Et, même si les congénères pashtouns de « Gulbuddin » voient avec un vif déplaisir croître le poids des minorités ethniques, singulièrement des Tadjiks, au détriment de leur traditionnelle prééminence en Afghanistan, ils ne perçoivent pas nécessairement le chef du Hezb comme leur meilleur champion.

C'est que le modèle politique

mais pas bigote, n'envoient pas sans suspens un modèle obligatoire d'exercice de leur foi. M. Hekmatyar est un fils de paysan aisé, appartenant à une de ces communautés pashtounes vers le nord du pays à la fin du dix-neuvième siècle, afin qu'elles ouvrent à la « pashtounisation » d'un Afghanistan septentrional désormais exposé à l'avancée de la colonisation russe. Né au début des années 50, sa « chance » a été de se retrouver étudiant, à Kaboul, avec cette génération proposée dans la politique par la démocratisation lancée en 1964 par le roi Zahir Chah.

Un vrai talent d'orateur

Extrémiste de tempérament, l'élève ingénieur-avait le choix entre le mouvement de jeunesse de la Société islamiste (Jamiat-e-Islami) et le Parti démocratique du peuple (PDPA, communiste). Najibullah avait choisi le PDPA. Pour Gulbuddin Hekmatyar, ce fut l'islam.

En 1966, tout Kaboul brûlait de la rumeur d'un de ses « exploits » : il avait lancé du vitriol au visage d'une Afghane trop peu vêtue, selon ses critères. D'avoir été emprisonné pour cet acte fera concevoir à ce Pashtoun ghilzi une haine durable de Zahir Chah et de son clan durant : une solution politique de la crise afghane par un retour du roi, chéri par l'ONU, valait ce que M. Hekmatyar s'imaginait le plus. Mais ses audaces, et un vrai talent d'orateur, lui valent une certaine popularité.

En 1970, les jeunes islamistes remportent les élections à l'université de Kaboul ; « Gulbuddin » en est l'un des artisans. A la chute de la royauté en 1973, le Jamiat ne parvient pas à empêcher la prise du pouvoir par le « prince rouge » Mohammed Daoud. En 1975, le leader du mouvement étudiant entre dans l'action clandestine. Il a charge d'entraîner des

ses amis. « Gulbuddin » passe alors à Peshawar, au Pakistan, où il obtient le soutien d'Ali Burtto, puis du général Zia. C'est vers 1977 que M. Hekmatyar quitte le Jamiat pour fonder son propre parti (Hezb). Il entend entraîner avec lui non pas quiconque se déclare musulman, mais ceux qui sont prêts à le suivre dans sa conquête du pouvoir au nom d'un Etat islamique, une démarche inédite en Afghanistan.

Il en découle une propension à s'opposer, y compris par la violence, aux islamistes qui ne se situent pas sur sa ligne : que d'attaques contre ses adversaires lui seront prêtés, y compris l'assassinat de plusieurs officiers du commandant Massoud, qui réagit en pendant plusieurs hezabis. M. Hekmatyar aura aussi pour obsession de ne pas partager son pouvoir, même pas avec ses commandants : une force qui, dans le contexte d'une guerre très décentralisée, sera une faiblesse.

Lorsque des officiers prosoviétiques et le PDPA prennent le pouvoir à Kaboul en 1978, M. Hekmatyar rentre dans son pays où l'insurrection a vite éclaté ; mais, échoué peut-être par l'affaire de 1975, il ne se lance pas aussitôt dans la lutte : le soul de préserver son outil politique sera chez lui une constante. Ce n'est qu'après l'invasion soviétique de décembre 1979 qu'il se jette dans la résistance (1).

La carte pashtounne

A Peshawar, où ce politique concentre son action entre deux expéditions en Afghanistan, son verbe torrentiel impressionne et irrite à la fois ses pairs, les chefs des partis. Cet anépigme de dignitaires parfois âgés et de religieux rarement extrémistes perçoit bien que les temps ne sont plus à la modération. Mais ce jargon manifeste trop le mépris qu'il tient des hommes plus raisonnables.

L'un des premiers à réagir est, en 1979, M. Yunus Khalis. Jugé peut-être qu'un docteur de la loi comme lui n'a pas de leçon à recevoir d'un laïc, il fonde une branche dissidente du Hezb. Le coup sera d'autant plus dur que, jouissant de bonnes connexions dans le monde islamique, « Barbe rouge » (M. Khalis se tient au henné) trouve de l'argent presque aussi facilement que son rival. Il a donc des armes à réparer en abondance, et nombre de commandants le rejoignent d'illors, dont certains, très actifs (M. Abdul Haq, Haqqani...), remporteront des succès plus éclatants que ceux dont M. Hekmatyar peut se prévaloir.

La pire nouvelle est arrivée pour « Gulbuddin » au pire moment : l'annonce officielle, au début de cette année, d'un changement de la politique du Pakistan. Décidé à appuyer désormais le plan de l'ONU, Islamabad lui retire son soutien inconditionnel. D'abord incrédule, M. Hekmatyar doit pourtant se rendre à l'évidence. Ayant lassé beaucoup de monde, d'abord parmi ses compatriotes, que lui reste-t-il comme atouts, hormis ses stocks d'armes américaines ? Un usage apocalyptique de la menace envers ses ennemis et rivaux ; et une utilisation, désormais exorbitée, de la « carte pashtounne » contre son plus dangereux rival : le Tadjik Massoud.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Voir Olivier Roy, *L'Afghanistan, Islam et modernité*, éditions du Seuil.

Sous la direction d'André Corvisier
HISTOIRE MILITAIRE DE LA FRANCE
Tome 2 : De 1715 à 1871. Sous la direction de Jean Delmas



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Outrage richement illustré.
640 pages - 64 planches hors texte - 550 F.
Prix usages 30,00 - 92 - 498 F.

pu

Maastricht, oui mais

La langue morte des philosophes

ASIE

CHINE : à six mois du prochain congrès du PC

Le succès de la nouvelle offensive réformatrice demeure lié à l'état de santé de M. Deng Xiaoping

A deux reprises avant de se rendre au Japon le 6 avril en voyage officiel, le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Jiang Zemin, a démenti que la direction du régime soit désempée sur la question des réformes, et exclu un remaniement à court terme. La campagne lancée par M. Deng Xiaoping pour une reprise des réformes contredit pourtant cette affirmation d'homogénéité politique.

PÉKIN

de notre correspondant

La nouvelle campagne du patriarche chinois en faveur d'une libéralisation économique sous étroite surveillance politique pose deux questions cruciales : primo, que veut-il concrètement pour son pays ? Secundo, « tiendra-t-il » jusqu'au quatorzième congrès du PCC, attendu pour le mois d'octobre ?

La réponse à la première question se trouve dans le Document n° 2 de la direction, qui reprend l'ensemble de ses propos tenus en des circonstances différentes de sa tournée dans le sud de la Chine au début de l'année. Le tout semble avoir été mis en forme par ses proches. Une version édulcorée,

omettant les critiques nominales de M. Deng envers certains dirigeants, circule désormais dans tout le pays. L'idée-force qui en ressort est une sorte de « capitalisme utopique » combinant le laissez-faire en matière économique avec les méthodes marxistes-léninistes sur le plan politique.

Pour M. Deng, il est une certitude fondamentale : « C'est le peuple qui décide si les affaires de la Chine sont conduites correctement. » Pour l'expliquer, il se replie derrière un jargon marxiste : la « révolution chinoise », après avoir « libéré les forces de production », doit les « développer ». La réalité prosaïque qui se cache là-dessous est que la population, « maîtresse du pays » depuis 1949, doit s'enrichir. Peu importe si certains y parviennent avant d'autres, du moment que personne ne s'appauvrit.

Cette préoccupation résume toute l'action de ce « M. Thiers » chinois depuis 1978. « Dans le stade initial de la réforme rurale, il y a eu un marchand de graines de melon de l'Anhui (province du centre, plutôt pauvre NDLR) qui fit fortune. (...) Beaucoup de gens étaient mécontents, certains voulaient agir contre lui. J'ai dit alors qu'on devait le laisser tranquille, fût-ce de quoi on ferait croire aux gens que l'on risquait de changer à nouveau de politique. Les pertes qui en auraient découlé auraient été supérieures aux

avantages. » L'idée est simple : peu importe les moyens, du moment que le résultat est là. M. Deng, dans ce document, le dit et le redit sous de multiples formes, qu'il s'agisse des zones économiques spéciales où l'on pratique un capitalisme invoué, des Bourses de valeurs, du Plan, du taux de croissance de l'économie.

Maintenir la «dictature du prolétariat»

Il reconnaît un point à ses détracteurs : avoir calmé la surchauffe de l'économie. Mais il ne faut pas que le dogme « de la stabilité et de l'harmonie » en vienne à tuer les réformes. Il convient d'oser, et tant pis pour les erreurs, qui peuvent toujours se corriger, ajoute-t-il en substance, résumant sa pensée par une formule : « Ne marchons pas comme une femme aux pieds bandés. »

M. Deng admet avoir manqué d'audace il y a dix ans en excluant Shanghai du décollage semi-capitaliste. « On aurait aujourd'hui une situation bien différente dans l'ouverture du delta du fleuve Yangzi, et même sur tout son cours, voire dans tout le pays. » C'est presque admettre le bien-fondé des thèses de dissidents qui, en 1988-1989, suppliaient le pouvoir d'ouvrir à l'occidentalisation le fleuve vital de la Chine du Sud.

Avec une restriction majeure, toutefois : le domaine politique. Il faut, insiste-t-il, maintenir la « dictature du prolétariat ». Il faudra « bien plus de vingt ans » de vigilance contre le « libéralisme bourgeois », c'est-à-dire les idéaux démocratiques. Le combat doit être mené, toutefois, sans grossir les dangers de l'évolution pacifique, ou subversion à l'instigation de l'étranger, ce qui serait une « erreur de gauche ». Les pouvoirs occidentaux, affirme-t-il, en contradiction avec l'analyse officielle, ne cherchent pas à l'heure actuelle à œuvrer à la chute du régime chinois. Raison de plus, estime-t-il, pour avancer sur le plan économique.

Son idéal de gouvernement, M. Deng ne le cache pas, c'est un pouvoir fort conduisant une classe moyenne tenue en laisse, libre de faire des affaires sans revendiquer de prérogatives politiques. « La province de Canton peut rattraper les quatre petits dragons d'Asie en vingt ans, pas seulement en termes de prospérité économique, mais aussi pour l'ordre social et le comportement public. Nous pouvons les surpasser. (...) Il n'y a que cela qu'on puisse nommer socialisme aux caractéristiques chinoises. Nous pouvons nous inspirer de l'ordre social à Singapour, et faire mieux. » Comment s'y prendre ? S'assurer des générations de successeurs, car « les

vieux comme moi, nous pouvons commettre des erreurs. Quelles que soient nos qualités, nous avons nos défauts, nous pouvons devenir lâches ». Là, M. Deng est visiblement mal à l'aise. Après deux dauphins limogés, MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang, « l'équipe en place fait du bon travail, mais il y a encore pas de mal de problèmes », concède-t-il. La remarque n'est pas flatteuse pour son actuel héritier, M. Jiang Zemin, que M. Deng passe pour avoir critiqué, en même temps que le premier ministre M. Li Peng, durant son déplacement en province.

Fronde

au «Quotidien du peuple»

Au cours de la session parlementaire qui vient de s'achever, M. Deng a reçu le soutien actif d'un de ses pairs, M. Bo Yibo, et celui, plus timide, d'un vieux rival, M. Peng Zhen. M. Deng sait que ses idées rongent l'appareil. La fronde qui refait surface dans la rédaction du Quotidien du peuple, organe central du PCC, en est la meilleure illustration. Son directeur, M. Gao Di, catapulté là en 1989 pour y refaire régner l'orthodoxie après la tournante de Tiananmen, est contesté. Des tracts anonymes dénonçant certains articles « gauchistes » ont été affichés dans les locaux de la rédaction.

M. Gao passe pour vouloir se battre, comme l'a montré l'éditorial de son journal, rien moins que défiant envers M. Deng, au lendemain de la session parlementaire. Cette ténacité, inhabituelle en Chine, prouve que le cabale des orthodoxes mise sur le talon d'Achille du patriarche : ses quatre-vingt-sept ans. C'est la deuxième question que suscite le regain d'agitation réformatrice, lancée par M. Deng dans l'espoir de remporter la partie au quatorzième congrès du parti, qui nommera la direction post-gérontocratique.

Pour la première fois depuis son départ flicé à la retraite fin 1989, on a vu M. Deng se comporter à nouveau en dirigeant à la télévision, le 31 mars, dans un reportage montrant sa tournée dans le Sud. Les images se voulaient rassurantes. En fait, elles ont souligné à quel point sa disparition éventuelle dans les mois menant au congrès remettrait tout en question.

Le film donnait une impression d'improvisation tranchant sur le cérémonial habituel des images officielles. M. Deng était manéqué un peu de quelques secondes d'attente. Les images fixes abondaient, de même que les séquences répétées, voulant créer l'illusion d'un discours prolongé. A aucun moment on n'entendait la voix du vieux dirigeant.

Son aspect physique était variable. Par moments, il paraissait hébété, hésitant. A d'autres, on le voyait marcher fermement, sans aide, sa fille, M^{me} Deng Na, se penchant à son oreille gauche pour lui répéter ce qu'il se disait. Quand il parlait, on voyait un homme encore en pleine possession de ses moyens, jouant de son autorité sur son auditoire. Si la main droite soulignait le propos sans faiblesse, la gauche tremblait nettement. M. Deng semblait, dans l'ensemble, moins affecté par la maladie de Parkinson que Mao Zedong, lors de ses ultimes apparitions télévisées, quelques mois avant sa mort en 1976. Mais, comme alors, au prix de bien des sobriétés dans le montage.

FRANCIS DERON

Construction d'un centre bancaire à Luxembourg-Kirchberg

de 130.000 m² hors-sol et 160.000 m² sous-sol avec parking souterrain de 104.000 m² en 32 mois de calendrier débutant automne 1992.

Appel de candidatures

pour la réalisation en entreprise générale partielle des lots groupés suivants :

I. Gros-œuvre fermé

- 1) Béton et béton armé (70.800 m³)
- 2) Maçonneries (4.700 m³)
- 3) Remblais (excavations déjà accomplies) (78.000 m³)
- 4) Étanchéités et isolations (15.300 m²)
- 5) Toitures plates et toitures jardins (9.800 m²)
- 6) Châssis en aluminium et verrières (10.500 m²)
- 7) Vitrages (10.000 m²)
- 8) Stores antisolaire (6.900 m²)
- 9) Revêtements de façade en granit ou en verre (10.500 m²)
- 10) Installations de nettoyage de façade

Délai de réalisation du gros-œuvre fermé (revêtements de façade et étanchéité compris) : 23 mois de calendrier.

II. Installations techniques

- 1) Chauffage et ventilation à débit variable
- 2) Installation électrique de courant fort
- 3) Installations sanitaires avec traitement d'eau
- 4) Postes de transformation moyenne tension
- 5) Ascenseurs et monte-charges
- 6) Groupes électrogènes au diesel
- 7) Système de cogénération avec moteurs à gaz

Délai de réalisation des installations techniques : 26 mois de calendrier.

III. Agencements intérieurs

IV. Aménagements extérieurs

Les entreprises intéressées aux lots groupés I. et/ou II. devront signifier leur intérêt par simple lettre recommandée expédiée avant le 29 avril 1992 à l'adresse suivante : Banque Générale du Luxembourg S.A., Attn. Coordination Projet Kirchberg, 27, avenue Monterey à L-2951 Luxembourg, qui les invitera à retirer le dossier de candidature. Ce dernier sera à retourner à la même adresse pour le 11 mai 1992 au plus tard.

Les lots III. et IV. feront l'objet d'appels ultérieurs.



BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG

■ CORÉE DU NORD : M. Kim Jong-il est nommé maréchal. - Quelques jours après que son père, le maréchal Kim Il-sung, ait été nommé généralissime, M. Kim Jong-il, « numéro deux » du régime nord-coréen, a reçu le bâton de maréchal, a annoncé, mardi 21 avril, l'agence de presse de Pyongyang. M. Kim Jong-il est également commandant en chef des forces armées. Le général O Jin-u, « numéro trois » du régime et vieux camarade du président, a lui aussi été fait maréchal, tandis que huit autres dirigeants militaires étaient promus vice-maréchaux. (AFP, Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

Les Etats-Unis renforcent leur embargo

Estimant que les Etats-Unis étaient « plus près que jamais de leur objectif de rendre la liberté à Cuba », le président George Bush a annoncé, samedi 18 avril, un renforcement de l'embargo commercial que son pays impose depuis trente ans à La Havane.

Dans un communiqué publié à Kennebunkport (Maine), où il passe le long week-end de Pâques, M. Bush a demandé au département du Trésor d'interdire l'accès, sans permis spécial, aux ports américains de tout navire commerçant avec Cuba. Un responsable américain a expliqué que les Etats-Unis entendaient « battre le fer pendant qu'il est chaud » et agir alors que le régime cubain est « de plus en plus isolé ».

Le Congrès américain doit se prononcer cette semaine sur les moyens de pousser à la démocratisation à Cuba. L'administration Bush soutient une proposition de loi du représentant démocrate du New-Jersey, Robert Torricelli, mais s'oppose à certains de ses aspects, de même qu'à certaines mesures prévues dans un amendement proposé par le sénateur républicain de Floride, Connie Mack. - (AFP, Reuters)

MAROC

L'opposition reproche au pouvoir de vouloir faire avorter les réformes politiques

Quatre partis d'opposition ont sévèrement critiqué, lundi 20 avril, le gouvernement après la condamnation, vendredi, pour « injures et diffamation », de M. Noubir Amaoui, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT), à deux ans de prison ferme. Dans un communiqué commun, ils dénoncent « la dépravation, la corruption, l'abus du pouvoir, l'enrichissement illicite, le

gaspiage des ressources nationales ». Il s'agit là d'une des plus virulentes attaques lancées contre le gouvernement, de M. Azeddine Laraki depuis sa mise en place il y a sept ans.

Les partis signataires du communiqué - l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le Parti de l'istiqal, le Parti du progrès et du socialisme (communiste) et l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP) - présentent ce procès comme une « tentative vaine visant à faire avorter les réformes constitutionnelles et politiques auxquelles s'attend notre peuple ». Hassan II a, en effet, promis de soumettre à référendum une révision de la Constitution et d'organiser, avant la fin de cette année, des élections législatives. - (Reuters)

TCHAD

Mouvements de troupes à N'Djamena

Une certaine tension était perceptible, lundi 20 avril, à N'Djamena, où ont eu lieu des mouvements de troupes, selon divers témoignages. Alors que le gouvernement avait annoncé en février son intention de démanteler la capitale, lundi, les quartiers résidentiels étaient gardés par des militaires, et des véhicules légers transportant des soldats circulaient en ville.

Le président Idriss Debi aurait rappelé à N'Djamena plusieurs centaines de soldats qui lui sont favorables, selon des informations qui n'ont pas été confirmées officiellement. Des sources officielles étrangères, on fait par ailleurs état de divergences entre les dirigeants tchadiens sur l'attitude à adopter au sujet de l'embargo décrété par l'ONU contre la Libye. Ce n'est que samedi que le ministre des affaires étrangères, M. Mahamat Saleh Ahimst, a annoncé officiellement que le Tchad « ne s'opposait pas » à la résolution de l'ONU. Le Tchad appliquera l'embargo « sans réserve », a-t-il affirmé à la presse, en ajoutant qu'il n'y avait plus de liaison aérienne entre les deux pays. - (AFP)

Le colonel Kadha

Exécution des deux derniers prisonniers

PLANTU
LE DOUANIER
SE FAIT LA MALLELe Monde
HORS-SÉRIELA FRANCE
DANS SES RIENS26 enquêtes
le pays d'aujourd'hui
et
le résultat
des élections
du 22 mars156 pages - 48 F
EN VENTE CHEZ V
MARCHAND DE JOUR

شركة من الأشغال

PROCHE-ORIENT

LIBYE : à la recherche d'un « règlement honorable de la crise avec l'ONU »

Le colonel Kadhafi consulte M. Moubarak en Egypte

Le colonel Mouammar Kadhafi devait rencontrer, mardi 21 avril, à Marsa-Matrouh, en Egypte, le président Hosni Moubarak, dans le cadre des « consultations permanentes engagées entre les deux dirigeants », a-t-on

appris de sources officielles. Ces discussions pourraient porter sur de « nouvelles propositions libyennes pour régler honorablement la crise avec l'ONU ». Le gouvernement de Damas, qui avait dénoncé l'embargo aérien

décreté par l'ONU contre Tripoli, a été contraint, lundi, de l'appliquer, l'Egypte, la Grèce et Chypre ayant refusé le passage à l'un des avions de la compagnie nationale syrienne.

La Caire-Tripoli en « Super-jet »

BENGHAZI

de notre envoyé spécial

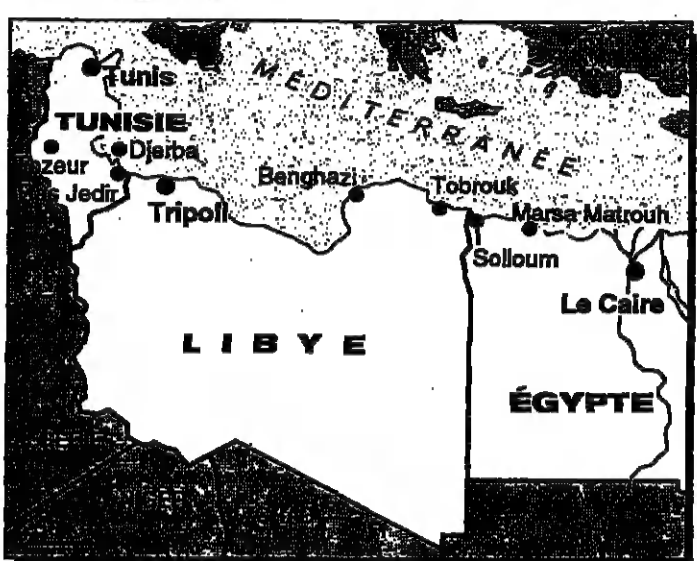
« Pour l'amour du prophète, pourriez-vous me dire où se trouve la place de Libye ? », demande un grand brun en djellaba bleu pétrole délavé. Depuis la levée des barrières douanières entre l'Egypte et la Libye, au mois de juillet 1991, la place Ataba, au Caire, a changé de nom pour des centaines de milliers d'Égyptiens qui se sont rués vers le nouvel Eldorado. Agents de voyage et autobus ont envahi les lieux, chassant boutiquiers et vendeurs à la sauvette.

Mais depuis l'entrée en vigueur, le 15 avril, des sanctions de l'ONU, les affaires stagnent. Les bus attendent des heures pour faire le plein. Au bureau de change, on achète et on revend un minimum de dinars libyens. Les cours sont tombés de près de 10 %, le jour de la mise en place de l'embargo aérien et, depuis lors, ils évoluent en dents de scie. Pourtant, les

Egyptiens continuent de se rendre en Libye. A Almaz, dans la banlieue résidentielle d'Héliopolis, trois compagnies d'Etat se font concurrence. Il en coûte cent cinquante dollars - chaque voyageur a droit à 30 kilos de bagages - pour se rendre à Benghazi en « Super-jet », un bus de grand luxe.

Parti, dimanche 19 avril, à huit heures du Caire, le « Super-jet » atteint, à quatorze heures trente, Marsa Matrouh, à mi-chemin de la frontière. Dans cette petite ville balnéaire, les épiceries se sont multipliées et proposent, à moitié prix, toutes sortes de produits libyens : huile, beurre, lait, œufs, sucre, sodas, lessive, etc. S'y ajoutent diverses marchandises de contrebande : radio-cassettes, lunettes de soleil.

Près de la localité de Sidi Barani, l'autobus s'arrête à un poste de contrôle. Un policier vérifie les passeports des passagers tandis que des militaires passent au peigne fin les bagages des voya-



geurs qui arrivent de Libye. Si un voyageur impatient, il se fait aussitôt rabrouer : « Vous voulez qu'on laisse les portes ouvertes et que rentrent drogue, armes et explosifs ? »

A dix-huit heures trente, le bus arrive au poste-frontière de Solonou. Après un rapide contrôle d'identité, il redémarre et, au bout d'une vingtaine de kilomètres, il traverse Mossoud, la première ville libyenne. Le paysage défile, monotone. Aux portes de Benghazi, l'autobus est arrêté par la sécurité libyenne. Deux jeunes policiers montent à bord, jettent, alentour,

des regards soupçonneux et fouillent les bagages à mains des passagers qui leur semblent les plus nerveux.

Lundi 20 avril, à une heure trente, le « super-jet » touche au but : Benghazi. Ceux qui continuent vers Tripoli passent le reste de la nuit dans un petit hôtel, en face du terminus. Les autres restent vainement un taxi. Un jeune comptable égyptien qui, depuis trois ans, cherche en vain du travail dans la vallée du Nil, marmonne : « Il faut peiner pour gagner son pain ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

En Cisjordanie

Les Israéliens autorisent la réouverture « progressive » de l'université de Bir-Zeit

L'université palestinienne de Bir-Zeit, la dernière encore fermée par les autorités militaires dans les territoires occupés, sera ouverte « progressivement », a annoncé lundi 20 avril le ministre israélien de la Défense.

Dans un premier temps, les cours reprendront dans deux facultés. Puis, si tout se déroule dans le calme, ils reprendront dans le reste de l'université (2 500 étudiants) fermée depuis le déclenchement de l'intifada, en décembre 1987. Selon le porte-parole de l'université, M. Albert Aghazarian, la faculté des sciences et celle des arts et métiers devraient rouvrir dans les prochains jours.

L'université de Bir-Zeit, proche de Ramallah (Cisjordanie) a fourni de nombreux cadres au mouvement national palestinien, notamment M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël - elle fut directrice du département de littérature anglaise. Le chef de la délégation palestinienne, le Dr Haidar Abdel Chafi de Gaza, est lui-même membre du conseil

d'administration de Bir-Zeit et une douzaine de membres de l'université font partie de la délégation.

Bir-Zeit a été considérée par les autorités comme un « foyer d'agitation » nationaliste d'autant plus dangereux que cette université laïque, de haut niveau, dispose de nombreuses sympathies à l'étranger. Cinq autres établissements d'enseignement supérieur - l'université de Bethléem, d'Hébron, d'El-Najah (Nablouse), d'Abou-Dhays (près de Jérusalem), et l'université islamique de Gaza - ont été rouverts progressivement durant l'année 1991.

Par ailleurs, la colonisation des territoires occupés a été relancée en Israël, une semaine avant la reprise des négociations bilatérales de paix à Washington, le 27 avril, avec l'annonce, lundi, de la création d'un nouveau point de peuplement juif dans le nord de la Cisjordanie. Cette colonie a été créée par le mouvement annexionniste religieux Goush Emounim (Bloc de la foi) à la mémoire de Menahem Begin, le fondateur historique du Likoud, décédé le 8 mars. - (AFP)

SYRIE

Libération des deux derniers juifs emprisonnés

La radio israélienne a annoncé, lundi 20 avril, que les autorités syriennes avaient libéré les deux derniers membres de la communauté juive syrienne emprisonnés à Damas. Les frères Elie et Salim Soued avaient été arrêtés en 1988 à Damas, et condamnés à six ans et demi de prison à leur retour d'un séjour en Europe, au cours duquel ils avaient téléphoné à leur famille à Damas en racontant qu'ils s'étaient rendus en Israël. La Syrie et Israël sont en état de belligérance, et tout citoyen syrien, quelle que soit sa confession, est passible de prison s'il se rend dans ce pays « ennemi ».

Selon la radio israélienne, les autorités syriennes ont finalement accédé aux demandes d'un groupe de pression canadien en libérant les deux hommes. La télévision israé-

lienne a estimé que « le président syrien Hafez al-Assad a ainsi voulu attirer les bonnes grâces des Etats-Unis ».

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait évoqué avec les autorités syriennes, lors de sa visite à Damas en février dernier, le cas des frères Soued.

Israël et les communautés juives de la diaspora ont campagne depuis de nombreuses années afin que les quelque quatre mille cinq cents membres de la communauté juive syrienne puissent bénéficier du droit à l'émigration. Damas, de son côté, affirme que les juifs syriens sont tout à fait libres de leurs mouvements.

A Damas, aucune annonce n'a été faite lundi soir sur la libération des frères Soued. - (AFP)

Le Monde EDITIONS
PLANTU
LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE
EN VENTE EN LIBRAIRIE

YEMEN : l'ambassadeur saoudien pris en otage puis libéré. - Les forces de sécurité yéménites ont, pénétré, lundi 20 avril, dans l'ambassade d'Arabie saoudite à Sanaa et libéré l'ambassadeur, qui y avait été pris en otage 18 heures plus tôt. Le ravisseur, qui a été arrêté, réclamait un million de dollars en échange de la liberté du diplomate. Il avait fait irruption dimanche dans le bureau de l'ambassadeur, M. Ali el Koufakdi, en sortant d'une mallette une grenade et deux pistolets. - (Reuters)

Le Monde
HORS-SÉRIE
LA FRANCE DANS SES RÉGIONS
26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars
156 pages - 45 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Paris-Toronto et rien entre les deux.

Vols non-stop Paris Toronto

Pour Air Canada, la meilleure façon de gagner du temps, c'est de ne pas en perdre. C'est par exemple notre vol direct Paris-Toronto qui vous ouvre les portes de tout le réseau nord américain. A raison de 10 vols par semaine en pleine saison, vous êtes sûr avec Air Canada de trouver le vol qui vous convient le mieux.

Enfin Air Canada met à votre disposition son service « chauffeur » à Toronto pour vous faire gagner encore plus de temps. Pour plus d'informations, appelez notre service de réservations au 43.20.12.00 ou votre agence de voyages.

*Ce service est gratuit pour nos passagers voyageant en première-classe ou en classe affaires.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

AirCanada

Des prix à vous faire partir !
AJACCIO CALVI
1 000 F* A/R
* Prix à partir de 1000 F d'impôt
et d'autres destinations européennes
VO Debord, on vous conseille...
Tél. : 40 53 07 11
131, bd Pereire, 75017 PARIS

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire :
en attendant le président

Suite de la première page

M. Houphouët-Boigny n'était certes pas là le 18 février lorsque la marche organisée par le principal parti d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI), s'est terminée dans la violence. Ce n'est certes pas lui qui a ordonné l'arrestation de près de cent cinquante personnes le jour même. Mais n'est-ce pas son intransigence, au moment où la preuve a été faite de la responsabilité de l'armée dans les événements de Yopougon, qui a conduit au durcissement de l'opposition, puis au dérapage ?

Dans la nuit du 17 au 18 mai 1991, des militaires s'étaient livrés à une violente expédition punitive à la cité universitaire de Yopougon, dans la banlieue d'Abidjan. En janvier, une commission d'enquête rendait

ses conclusions - deux lycéennes et une étudiante violées, la plupart des étudiants soumis à un traitement barbare, etc. - et recommandait « l'instauration » des « sanctions ». Requête rejetée : pas question pour M. Houphouët-Boigny de sanctionner le chef d'état-major, le général Robert Guéi. « Vous croyez que je vais m'offrir le luxe de la division de mon armée, s'exclamait-il, c'est le pays qui en pâtira ! »

Ménager l'armée, c'était faire sortir l'opposition de ses gonds. Dans la presse, foisonnante depuis la reconnaissance du multipartisme, le ton est monté. Les « élites » du FPI voulaient en découdre et, le 18 février, la manifestation de l'opposition a abouti à des « casses », des incendies... Le Plateau (le quartier des affaires) s'est embrasé.

« Noyautage ! » crie l'opposition : des jeunes payés par l'ancien parti unique, le Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire (PDCI), se seraient infiltrés parmi les manifestants « pacifiques » du FPI. Version tempérée par plusieurs journalistes étrangers qui, sans pour autant réfuter l'hypothèse de la provocation, ont vu s'élever, de l'avant du cortège, des dizaines de jeunes armés de gourdin et de barres de fer.

Des épreuves
terribles

Le jour même, donc, près de cent cinquante personnes sont arrêtées. D'autres l'avaient été avant, certaines le seront après. Cinquante-deux détenus viennent de bénéficier d'un non-lieu. Les autres n'ont pas encore été jugés. Les leaders, eux, l'ont été : trois ans de prison pour les chefs de file de la contestation étudiante, deux ans pour les principaux dirigeants politiques (notamment M. Laurent Gbagbo, le chef du FPI, dont on se demande s'il pourra à nouveau être l'échelle) de M. Houphouët-Boigny, en 1995, lors de la présidentielle, puisque son casier judiciaire n'est

plus vierge... et pour M. René Dégny Ségny, le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (dont la présence à cette marche politique continue de soulever des interrogations). Bien que le lien entre les « marcheurs » et les « casseurs » n'ait jamais été établi, la « justice » a tranché en inculquant les manifestants en tant que « coauteurs » de la « casse », jugeant qu'ils avaient incité à la violence.

Depuis ces procès, la société ivoirienne s'est figée. « La crise a séché les Ivoiriens ; l'opposition est très amère... ces gens ont subi des épreuves terribles. » Paroles surprenantes dans la bouche d'un responsable du PDCI, l'ex-parti unique qui n'a jamais admis la fin de son monopole. Le constat est de M. Djéni Kobina, le chef de file des « rénovateurs », un courant minoritaire qui a timidement essayé de lancer le débat d'idées au sein du parti. Une histoire ancienne... Aujourd'hui, le PDCI est aux mains des « durs », et ce débat est entré. « L'espace politique est encombré par les faucons, qui multiplient les entretiens vengeurs, les appels enflammés et même inquisiteurs », affirme M. Kobina.

Dans leurs diatribes, les « faucons » vont loin. Fin mai, *Fraternité-Matin*, le quotidien du pouvoir, publiait un long réquisitoire contre l'archevêque d'Abidjan, le cardinal Bernard Yago, et contre Mgr Dapoury, accusés entre autres de « manipulation religieuse à des fins politiques innovées », ou encore d'incitation des « populations à la haine, à l'intolérance, à la violence (...) ». L'auteur de ces pages diffamantes, M. Balla Keita, représentant de la Côte-d'Ivoire à l'UNESCO, compte parmi les proches de M. Houphouët-Boigny. Ses propos ont choqué la population, mais la direction du PDCI, elle, ne s'en est pas chagrinée, faisant mine de s'épanouir dans son raidissement et célébrant, le 9 avril, pour la première fois de son existence, l'anniversaire de la création du parti.

La succession :
sujet tabou

Ces attaques, Mgr Yago n'en a cure. Et rien ne l'oblige à abandonner son franc-parler. Il est accompagné d'appels au calme. Pour lui, M. Houphouët-Boigny « est en train de faire des erreurs irréparables ». « Les militaires battent les enfants, raconte-t-il. Ce sont des Ivoiriens, et surtout des jeunes, qu'on est en train de traquer, d'humilier... »

L'impunité dont les militaires ont bénéficié après l'affaire de Yopougon leur a effectivement donné des ailes. Pour preuve, la scène à laquelle un journaliste de la BBC a assisté devant le lycée classique d'Abidjan, le 5 mars, un jour de zélin : torse nu, le dos flagellé, trois élèves rampaient sous les coups de ceinture des para-commandos de la gendarmerie, avant d'être jetés dans une flaque d'eau croupissante, puis embarqués dans un camion. Le lendemain de la diffusion de son reportage, le journaliste était convoqué par les autorités et instantanément contraint à pratiquer l'autocensure.

Cette crispation du pouvoir cache un grand gémissement, que le président seul habilité à trancher, n'a coupé qu'à moitié : sa succession. Son « dauphin constitutionnel », M. Konan Bédié, lui devrait lui succéder - jusqu'à la fin du mandat entamé - en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, ne fait pas l'unanimité. Au PDCI, le sujet est tabou, mais d'anciens oisifs regretteront un certain « manque de carrure ». Quant à l'opposition, elle promet de « contester sa légitimité, puisque ce ne sera pas le peuple qui l'aura choisie ». Bref, la question n'est pas vraiment réglée. Qu'importe... « Ce n'est pas un sujet d'actualité, comme dit le premier ministre, le président est en grande forme. » Les biographes officiels situent son année de naissance à 1905. Les biographes sérieux hésitent entre 1898 et 1900.

MARIE-PIERRE SUBTIL

MAURITANIE

Le nouveau
gouvernement
ne compte plus
qu'un seul militaire

Le nouveau gouvernement, dont la composition a été rendue publique dimanche 19 avril, compte un ministre issu des rangs de l'opposition, M. Mohamed Ould Amar, qui prend en charge le portefeuille de l'équipement, et un ministre basiste (nationaliste arabe), qui s'est vu confier le poste de secrétaire d'Etat à l'alphabétisation. Ces deux nominations donnent à cette équipe dans laquelle ne figure plus qu'un seul militaire, le colonel Ahmed Ould Minni, à la défense, une légère coloration d'ouverture et de pluralisme réclamée par les bailleurs de fonds étrangers.

On constate, d'autre part, le retour au gouvernement, que préside M. Sidi Mohamed Ould Boubacar, de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Hassi Ould Didi, auquel est attribué le portefeuille de l'intérieur, et l'entrée d'une femme, M^{me} Marieme Mint Ahmed Aïcha, qui se voit confier le poste de secrétaire d'Etat à la condition féminine. La communauté négro-africaine, l'une des principales victimes des manquements aux droits de l'homme dénoncés, ces dernières années, par les organisations humanitaires internationales, est représentée par trois ministres, aux postes-clés des finances, de la justice, et de la santé. - (AFP)

SOUDAN

Reprise des vols
« humanitaires »
vers les zones tenues
par des rebelles
dissidents

Le Soudan a levé l'interdiction des vols humanitaires dans le Sud contrôlé par les dissidents de l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan) du colonel Garang.

M. Thomas Ekvall, représentant des Nations unies, a indiqué que le gouvernement avait autorisé la reprise des vols pour seulement trois villes du Sud, Nasir, Wat et Akobo, contrôlées par un groupe dissident de l'APLS qui s'est constitué en août dernier, et qui est accusé par le colonel Garang de permettre aux forces gouvernementales de traverser librement leur territoire.

M. Justin Arop, porte-parole de l'APLS à Nairobi, s'est félicité de la décision gouvernementale d'autoriser la reprise des vols vers les trois villes mais a affirmé que celles-ci « étaient sous contrôle gouvernemental puisque le gouvernement et la faction dissidente Lam Akol et Rieck Mashaar sont une seule et même chose, et les deux se battent contre nous ». Il a ajouté que les besoins alimentaires étaient bien plus grands dans la zone contrôlée par le colonel Garang, « parce qu'il y a là-bas des combats et de nombreuses populations ». - (AFP)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : vingt-neuf morts durant le week-end passé. - Vingt-neuf personnes ont été tuées en Afrique du Sud, durant le week-end passé, a annoncé la police, lundi 20 avril, à Johannesburg. L'incident le plus sanglant s'est produit à Sharpeville, où une famille entière, sympathisante du Congrès national africain (ANC) a été massacrée. Le mouvement nationaliste a demandé une réévaluation d'urgence avec le ministre de la loi et de l'ordre, à la suite de témoignages affirmant que la police était impliquée dans ce massacre. - (AFP)

HAITI : les évêques lancent un appel pour que cesse la répression. - Dans son message pascal, la Conférence épiscopale d'Haïti (CEP) a demandé, lundi 20 avril, à « ceux qui, au sein de l'armée, se livrent à la répression, de cesser de le faire ». Les évêques ont souligné que, « d'une manière générale, l'armée a le droit d'imposer et que le pouvoir exécutif s'abstienne d'envahir la justice, le Parlement et la presse ». Plusieurs personnes, dont un prêtre, ont été interpellées par des policiers, dimanche à Port-au-Prince, pour avoir eu une attitude favorable au président renversé, le général Bertrand Aristide. - (AFP)

MALAWI : expulsion d'un évêque irlandais. - Un évêque catholique irlandais, Mgr John Roche, qui dirigeait le diocèse de Mzuzu, dans le nord du Malawi, a été expulsé du pays samedi 18 avril, après avoir signé une lettre pastorale critiquant le régime du président à vie Kamuzu Banda. La diffusion, le 8 mars, de cette lettre qu'il avait signée avec sept autres prélats, avait provoqué l'arrestation, pendant plusieurs heures, de ses auteurs (le Monde du 23 mars). - (AFP)

RWANDA : soixante-dix rebelles tués dans des affrontements avec l'armée. - De source officielle, on a indiqué, samedi 18 avril, que soixante-dix rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) avaient été tués par l'armée, la veille, dans les communes de Butaro et Kibeho, dans le nord-ouest du pays. Trois militaires de l'armée régulière et trois civils ont également trouvé la mort au cours de ces affrontements provoqués, selon la même source, par une attaque des rebelles. - (AFP)

TAIWAN : heurts entre police et manifestants à Taipei. - Des heurts ont opposé, lundi 20 avril, à Taipei la police militaire à une dizaine de milliers d'opposants qui réclamaient l'organisation de l'élection présidentielle au suffrage universel. Une soixantaine de parlementaires d'opposition, qui demandaient à rencontrer le président Lee Teng-hui, se sont heurtés à un barrage de police. Il y a eu plusieurs blessés. - (Reuters)

TURQUIE : quatre personnes tuées à Istanbul. - Un policier et un ouvrier ont été assassinés par balles, lundi 20 avril à Istanbul. Deux de leurs agresseurs ont été tués par la police. - (Corresp)

ZAÏRE : Mgr Mosengwa élu président du bureau de la Conférence nationale. - Le président de la conférence épiscopale du Zaïre, Mgr Laurent Mosengwa, évêque de Kisangani, a été élu, lundi 20 avril, à la tête du bureau de la Conférence nationale zaïroise, dont il occupait déjà la présidence provisoire depuis décembre. L'opposant Joseph Ilco, dirigeant du Parti démocratique et social chrétien, reste premier vice-président. - (AFP)

Paris-Abidjan : relations particulières

Réaliste, le premier ministre ivoirien, M. Alassane Ouattara, reconnaît que l'arrestation de centaines de personnes, et la condamnation des dirigeants de l'opposition, ne sont pas du meilleur effet. « Ce n'est pas bon pour nous, ni pour notre image à l'étranger, concède-t-il. Beaucoup de nos amis nous ont dit qu'il n'était pas bon que cette situation perdure. »

- Dont la France ?
- Non, la France ne s'est pas vraiment mêlée de cette affaire.

La discrétion de Paris, après les événements du 18 février et les procès qui ont suivi, n'ont pas surpris outre mesure à Abidjan. Même l'opposition n'attendait guère plus que ce qui a été rendu public en France : des communistes du Parti socialiste et du président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli. « Nous

savons ce que le président Houphouët-Boigny représente pour les Français », soupire le rédacteur en chef d'un journal d'opposition.

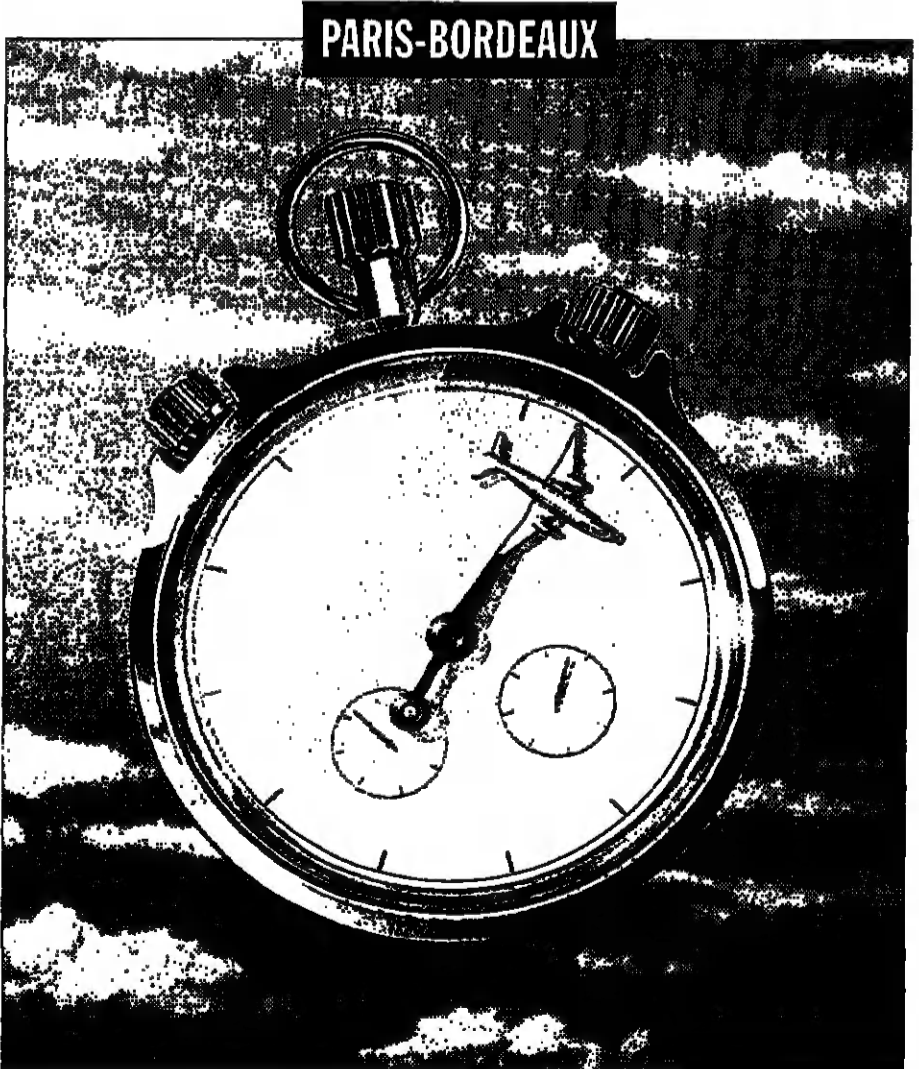
- C'est-à-dire ?
- Ah ! Beaucoup d'intérêts. En ce moment on prie. Et les groupes d'intérêts ont peur de l'inconnu. »

Le principal parti d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI), dont le secrétaire général, M. Laurent Gbagbo, est en prison, n'est pas, lui, un « inconnu » pour tout le monde. Grâce à la bataille du PS, « parti frère », il est aux portes de l'Internationale socialiste. D'où l'embarras des socialistes devant le silence de l'Élysée. M^{me} François Mitterrand et Félix Houphouët-Boigny se sont rencontrés par deux fois à Paris et, moins d'un semaine après sa nomination au ministère

de la coopération et du développement, M. Marcel Debarge a rendu visite au président ivoirien, en visite. Rien n'a filtré de ces entretiens.

A Abidjan, l'absence de représentant français au procès de Gbagbo n'est pas passée inaperçue. Du Brésil au Danemark en passant par les États-Unis, sept chancelleries avaient envoyé un observateur. « On n'avait rien à faire à ce procès », estime M. Michel Dupuch, ambassadeur de France dans la capitale ivoirienne depuis 1979. Une longévité que n'aura pas connue le premier secrétaire de l'ambassade, M. Alain Mauroy. Ce proche du PS est parti début mars, contre son gré, après un séjour de neuf mois. A la demande, selon le rumeur, du président ivoirien.

M.-P. S.

POURQUOI FAIRE EN 3 HEURES CE
QUE L'ON PEUT FAIRE EN 1 HEURE.

Si Air Inter vous propose d'aller à Bordeaux en 1 heure, c'est pour vous permettre d'y rester 3 heures et de revenir dans la demi-journée. Et comme il y a 13 vols par jour, vous aurez le choix de vos horaires. Air Inter vous propose encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec par exemple, la nouvelle Carte Evason pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3618 AIRINTER.

AIR INTER
L'AVION FACILE

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE
SUPÉRIEURE

Centre de préparation
aux HEC et à Sciences Politiques
créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers à C. D.

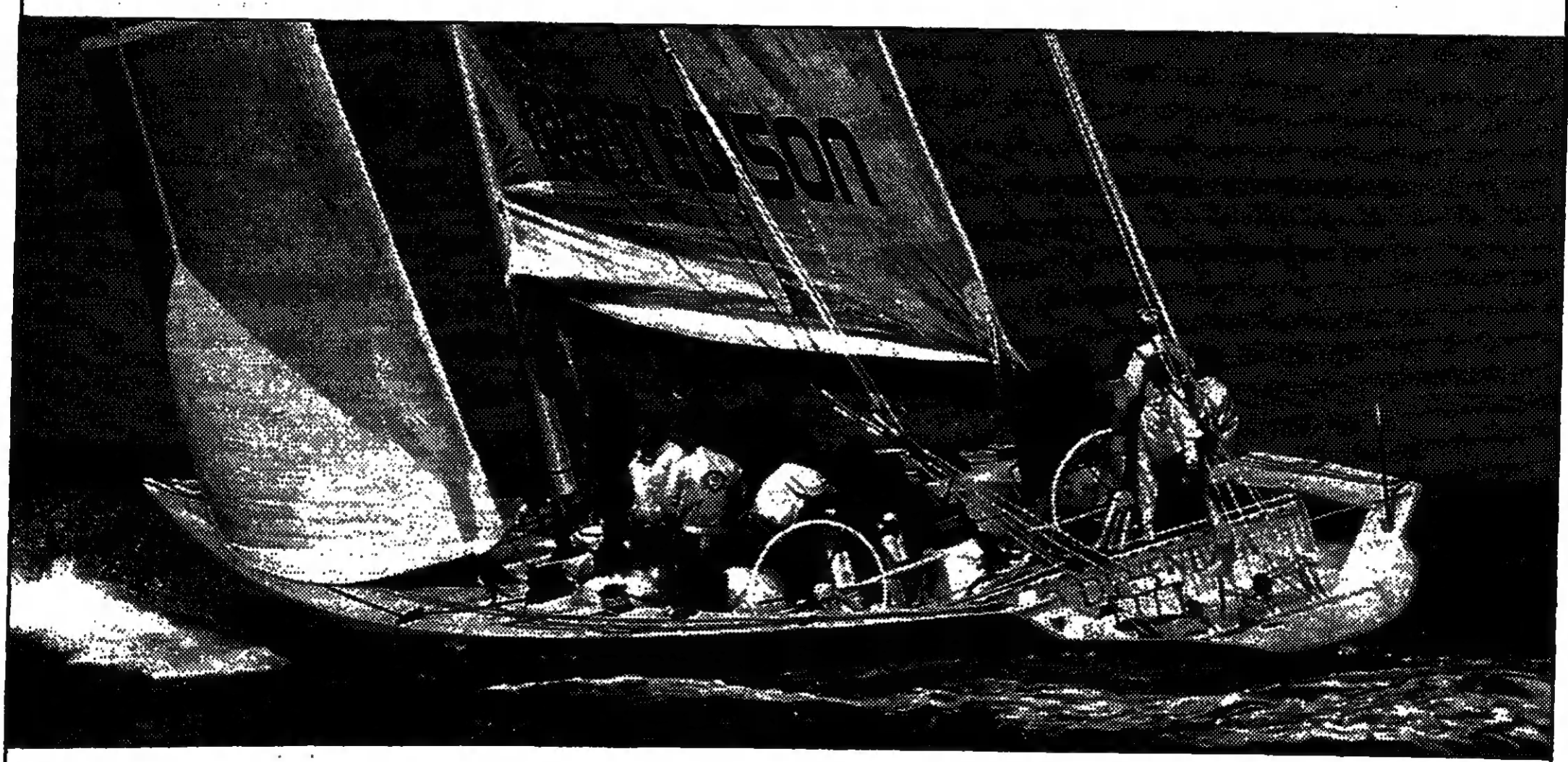
Classes pilotes HEC

- Conditions d'admission
- Vole générale
- Bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Vole économique
- Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPPO ELSICA - PCS
48, rue de la Fédération 75016 Paris
tél. 01 45 66 09 98
enseignement supérieur privé

مكتبة النخيل

AMERICA'S CUP. La TECHNOLOGIE ITALIENNE à PLEINES VOILES.



*Du jamais vu!
Pour la première fois
dans l'histoire de
l'America's Cup, un
bateau italien
s'est qualifié pour la
finale des
challengers. Ce succès
est celui d'un
grand équipage et
d'une technologie*

*triomphante: celle de
Montedison,
holding industrielle du
Groupe Ferruzzi,
qui a construit en un
temps record non
pas un mais cinq*

*voiliers, tous
engagés dans la
compétition. C'est
justement avec le Moro
di Venezia 5 que
Montedison a remporté
cette étape.*

*importante. Une
victoire rendue
possible parce que
Montedison s'est
engagé à fond, qu'il a
employé les
meilleurs de ses*

*chercheurs et de
ses techniciens et qu'il
a réalisé les
coques, les quilles, les
mâts et les voiles.
Maintenant,
Montedison tout
entier dit à l'équipage
"Allez-y! Nous
sommes tous avec
vous!"*

MONTEDISON
LEADER MONDIAL DES MATERIAUX AVANCES.

PRESIDENTIAL LIFE INSURANCE COMPANY
- contre - Demanderet,
MICHAEL R. MILKEN, LES PARTICULIERS ÉNUMÉRÉS A LA PIÈCE « A »
CI-APRÈS, ET LES SOCIÉTÉS DE PERSONNES, LES SOCIÉTÉS ANONYMES,
LES FIDUCIARIES ET LES AUTRES PERSONNES
MORALES ÉNUMÉRÉS A LA PIÈCE « B » CI-APRÈS.
Différent.

92 Ch. 1151 (MP)
RECOURS COLLECTIF
AVIS SOMMAIRE DU RECOURS
COLLECTIF EN INSTANCE,
DU RÈGLEMENT PROPOSÉ
ET DE L'AUDITION SUR LE RÈGLEMENT

Avis est donné par les présentes aux termes de la Règle 25 des Règles fédérales de procédure civile et de l'ordonnance de l'Honorable Milton Pollack, juge principal du Tribunal fédéral de première instance des États-Unis pour le district sud de New York (le «tribunal fédéral de première instance»), rendue dans la cause soumise (le «recours par la classe mondiale») le 11 mars 1992, de recourir par la classe soumise (la «classe mondiale»), de façon à appuyer le recours par la classe soumise (le «recours par la classe mondiale») par l'intermédiaire du Tribunal fédéral de première instance d'une clause au fine de règlement, et d'une audition (l'«audition sur le règlement») afin de déconstruire si le règlement collectif doit être approuvé comme étant juste, raisonnable et adéquat. Si vous êtes membre de la classe mondiale et ne vous en excusez pas, vous êtes en droit de comparaître et de participer à l'audition sur le règlement qui se tiendra devant le tribunal fédéral de première instance, United States Courthouse, Foley Square, 40 Centre Street, New York, New York 10007-1501, salle 1305, à 11 heures, le 14 mars 1992.

LE TRIBUNAL FEDERAL DE PREMIERE INSTANCE N'A PAS JUGE AU FOND LES CREANCES QU'A FAIT VALOIR LA DEMANDERESSE NI LES DEFENSES DES DEPENDREUX PARTICIPANT AU REGLEMENT. CET AVEU N'ETAIT QUE PAS QU'IL Y A OU QU'IL N'Y AURAIT UNE DETERMINATION DE LA LOI, OU QU'IL AURAIT PU Y AVOIR UN REGLEMENT, UN PAYSMENT, UN QUELCONQUE, EN ABSENCE DE REGLEMENT.

Le règlement collectif est présenté au tribunal fédéral de première instance pour approbation à l'audition sur le règlement décrit précédemment. A l'audition sur le règlement, le tribunal décide d'approuver ou non ce règlement collectif et la stipulation de règlement collectif. L'audition sur le règlement peut être ajournée de temps à autre par le tribunal fédéral de première instance sans autre avis. La décision de ce tribunal s'écrit sous le nom de la classe mondiale qui doit participer au règlement collectif.

A l'audition sur le règlement, l'avocat de la demanderesse dans le recours par la classe mondiale peut demander au tribunal un octroi d'honoraires raisonnables d'avocat et de frais administratifs, payables uniquement à même le fonds de règlement du recours par la classe mondiale ainsi que tous intérêts qui s'y sont accumulés, le cas échéant, sans recours contre l'un quelconque des défendeurs participant au règlement.

Tout membre de la classe moudiane est en droit de comparaître à l'audition sur le règlement en personne, ou par avocat si cette comparution est déposée et signifiée de la manière prévue ci-après, et de se faire entendre dans la mesure permise par le tribunal ou opposition au caractère juste, raisonnable et adéquat du règlement collectif proposé. Cependant, sauf si un motif valable est établi, aucune personne ne pourra se faire entendre en opposition au règlement collectif proposé ou à tout jugement ou ordonnance prononcé sur ce règlement, et aucun procès-verbal dressé sur cette proposition sera accepté ou peut en compte par le tribunal. En outre, si, lors de l'audition, cette personne (a) n'a pas déposé une déclaration écrite affirmant qu'elle s'oppose à l'adoption de tous les documents de consultation à l'audition sur le règlement ainsi qu'une déclaration indiquant le fondement de cette opposition occasionnée par ces documents justificatifs; et (b) n'a ni signifié des copies de tous ses avis, déclarations et documents justificatifs, accompagnés de copies de tous autres papiers ou instruments que ledit procès-verbal déposé auprès du tribunal d'échelle de recourir lorsque, en réponse au par la note A :

David Berger, Esq. Berger & Montague, P.C. 1622 Locust Street Philadelphia, Pennsylvania 19103	Arthur L. Lissau, Esq. Paul, Weiss, Ricksid, Winters & Garrison 1285 Avenue of Americas New York, New York 10019-6864	Theodore N. Miller, Esq. Sidley & Austin One First National Plaza Chicago, Illinois 60603
Stanley Newman, Esq. Wolf Popper Ross Wolf & Jones 845 Third Avenue New York, New York 10022	Donald R. Murdock, Esq. Desmarco Lohman Newman & Irvine 30 Rockefeller Plaza New York, New York 10112	

[illegible]

Afin de participer à la distribution du fonds de règlement du recours par la classe mondiale, dont l'hypothèse est approuvée de manière définitive, les membres de la classe mondiale sont tenus de déposer une preuve de créance dûment signée auprès de l'administrateur des créances, au plus tard le 7 juillet 1992. On peut se procurer la formule de preuve de créance en écrivant à l'administrateur des créances à l'adresse suivante :

P.O. Box 1218
Philadelphia, Pennsylvania 19105

Pour un énoncé plus détaillé de toutes les questions concernant le règlement collectif, renvoyé est fait aux adresses, à la stipulation du règlement collectif, à l'accord de règlement et aux documents connexes produits relativement au règlement mondial Milliken, ses continuances proposées par le tribunal fédéral de première instance mais qu'à tous les autres documents déposés à cet égard, lesquels peuvent être examinés au greffe du tribunal. Office of the Clerk of the United States District Court, Southern District of New York, Foley Square, 40 Centre Street.

ON PEUT SE PROCURER UN RESUME PLUS DETAILLE DU REGLEMENT COLLECTIF, DU RECOURS PAR LA CLASSE

N'ADRESSER AUCUNE QUESTION AU TRIBUNAL FEDERAL DE PREMIERE INSTANCE NI AU GREFFIER DE CE TRIBUNAL.

Sir l'ordre du Tribunal fédéral de première instance
Gruyère, Tribunal fédéral de

[illegible][illegible]

Year	Percent
1950	7.5
1960	8.5
1970	8.2
1980	9.5

que) la Mairie de la ville, 1 bis, rue | sam.

1. The first step in the process of identifying a problem is to define the problem. This involves identifying the symptoms of the problem and determining the scope of the problem. Once the problem has been defined, the next step is to identify the causes of the problem. This involves identifying the factors that are contributing to the problem and determining the underlying causes of the problem. Once the causes of the problem have been identified, the next step is to develop a plan to address the problem. This involves identifying the actions that need to be taken to address the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan. Once a plan has been developed, the next step is to implement the plan. This involves carrying out the actions that have been identified in the plan and monitoring the progress of the implementation. Finally, the last step in the process is to evaluate the results of the implementation. This involves assessing the effectiveness of the actions that have been taken and determining whether the problem has been resolved.

وَكَيْفَ إِذَا دُخِلَ الْجَنَّةُ فِي الْحَمْدِ

0720 222

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

Grogne générale contre la classe politique

La campagne des primaires a confirmé un climat de grogne général à l'encontre de la classe politique. Personne n'y échappe, pas plus les républicains que les démocrates, la Maison Blanche que le Congrès, le candidat George Bush que son concurrent démocrate, M. Bill Clinton. Signe de ce désenchantement à l'égard de l'establishment et des candidats déclarés : l'entrée en scène du Texan Ross Perot, milliardaire populiste sans expérience des affaires publiques, en passe de récolter assez d'appuis pour entrer dans la course présidentielle. Il est prêt à dépenser 100 millions de dollars pour promouvoir un programme, vaguement libéral, puisant à la fois chez les républicains et chez les démocrates.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Américains ne sont pas contents de leurs dirigeants. Le phénomène n'est pas forcément exceptionnel, mais aurait pris cette année des proportions sans précédent. Les sondages indiquent que 75 % des Américains ne sont « pas satisfaits » des candidats Bush et Clinton ; un nombre croissant d'électeurs s'estime « plus en plus étrangers » à la vie politique nationale ; plus de 50 % jugent que les responsables politiques sont « coupés des réalités » et « n'ont aucune vision claire de l'avenir ».

« Quand M. Bush peut être importuné par un commentateur de télévision (M. Patrick Buchanan) et quand 50 % des électeurs démocrates disent avoir des doutes sur l'honnêteté de M. Clinton, c'est qu'aucun des grands partis politiques ne fait plus son métier », observe un commentateur du Wall Street Journal. « Financièrement peu à l'aise et inquiet pour le futur, les Américains se retournent contre leur classe politique », réchâit

un autre dans le Washington Post. A droite, le malaise est exploité par M. Buchanan, à gauche par l'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, tous deux catholiques d'origine irlandaise, jouant sur la carte populiste et sur le vieux thème de l'insurrection contre le système » chez aux Américains qui, fidèles aux principes jacksoniens, éprouveraient le besoin, « de temps à autre, d'une petite rébellion » de « secouer l'arbre de la liberté », disait Jefferson.

Certains attribuent la grogne de l'électorat et le discrédit de la classe

politique aux effets pervers de la division du « gouvernement » : depuis longtemps, la Maison Blanche est républicaine et le Congrès démocrate. Chaque parti protégerait ce statu quo qui garantit, à chacun, la maîtrise d'une des grandes branches de ce qu'on appelle ici « le gouvernement fédéral » (présidence et Congrès). Les « gros calibres » du Parti démocrate, d'abord soucieux de préserver leur pouvoir au Congrès, ne seraient plus tentés d'affronter l'épreuve des primaires pour partir à la conquête de la Maison Blanche.

Dans un ouvrage au titre révélateur, *Pourquoi les Américains haïssent la politique* (1), le politologue et journaliste E. J. Dionne décrit un des effets pervers du « gouvernement divisé » : pour l'électeur, il n'y a plus d'opposition. Les deux grands partis sont jugés co-responsables, à part presque égale, de la situation du pays. Dans l'esprit du citoyen, la majorité démocrate au Congrès fait intégralement partie du « gouvernement » et, en tant que telle, est associée à certains des plus gros scandales de la vie publique de ces dernières

années, comme la faillite des caisses d'épargne. La ligne de partage entre majorité, responsable de l'état du pays, et opposition, porteuse d'une alternative, est brouillée, avec pour résultat un discrédit général de la classe politique, tous partis confondus.

Il n'y a pas que MM. Brown et Buchanan pour exploiter ce coup de vent anti-politiciens (ou anti-washingtoniens). Le démocrate Paul Tsongas, en principe retiré de la course tout en ne l'étant pas puisqu'il ne décourage aucunement ses partisans de

présenter une liste Tsongas à New York, joue aussi sur ce climat. Entrepreneur et millionnaire texan, M. Ross Perot, veut exploiter le même filon : il s'efforce de recueillir les signatures devant lui permettre de se présenter comme candidat indépendant en novembre, se présentant comme un candidat « anti-classe politique » (voir l'article de Henri Pierre).

Le discrédit porté sur la classe politique pèse plus sur le Congrès que sur la Maison Blanche : la fonction présidentielle reste entourée d'un immense respect. Le gouverneur Bill Clinton le sait, qui ne se prive pas d'attaquer la gestion de la majorité démocrate - son propre parti - au Congrès ; le candidat George Bush en profite, qui vient d'appeler à une limitation du nombre de mandats que peut exercer un parlementaire. Leur image déjà fortement ébranlée dans l'opinion après un certain nombre de scandales financiers, les congressistes ont senti passer le vent du boulet et éprouvé le besoin de tenter d'apaiser la mauvaise humeur de leurs mandataires.

Le speaker de la Chambre, le démocrate Thomas Foley, vient d'annoncer qu'il ferait un certain nombre de services gratuits dont bénéficieraient les occupants du Capitole : centre médical, pharmacie, salle de gymnastique, parking etc. Les élus devront payer, « comme tout le monde ». A tout hasard, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, flairent un regain de moralisme public, vient d'annoncer qu'il ne voyagerait plus à titre privé, que sur vol commercial. Pour pouvoir être à tout moment en contact avec le président et le département d'Etat, M. Baker utilisait, jusqu'alors, des avions de l'armée. Il n'est pas sûr que cela ait été perçu comme un « privilège » extravagant, mais, humeur de l'opinion oblige, M. Baker n'a, sans doute, pas voulu prendre de risques.

ALAIN FRACHON

(1) E. J. Dionne, *Why Americans Hate Politics: the Death of the Democratic Process*, Simon and Schuster.

M. Ross Perot, candidat imprévu

Un Cincinnatus milliardaire

WASHINGTON

correspondance

« Je ne désire pas être président... Quel homme intelligent pourrait vouloir l'emploi le plus dur, le plus sale, le plus ingrat qui soit au monde ? » Ainsi s'exprimait le Texan Ross Perot, au début de février. Depuis, l'autodidacte milliardaire s'est fait violence. Dans ses premières apparitions à la télévision, il avait indiqué qu'il apporterait au peuple américain de décider de son éventuelle candidature, façon d'appeler ses partisans à signer des pétitions en sa faveur.

En quelques semaines, environ deux millions d'Américains l'ont appelé pour l'encourager à se présenter. Aujourd'hui, ses bureaux reçoivent trente mille appels par jour. A ses frais bien sûr. Il peut être généreux. Sa fortune - entre 2 et 3,5 milliards de dollars - lui permet de financer, sans restriction légale, son éventuelle campagne électorale pour laquelle il s'est déclaré prêt à investir environ 100 millions de dollars. Magne-

rime, il n'accepte que les contributions individuelles de 5 dollars.

M. Perot n'a pas encore officiellement fait acte de candidature. Même s'il obtient le nombre de signatures requis et s'il surmonte les obstacles juridiques que chaque Etat pose à l'acceptation d'une candidature, ses chances de gagner la course à la Maison Blanche sont considérées comme nulles. Mais il est sûrement en mesure de brouiller les cartes. Les derniers sondages, notamment celui du magazine *US News and World Report*, confirment la poussée du candidat indépendant. M. Perot obtiendrait 31 % des intentions de vote, devant le gouverneur démocrate Clinton (26 %) mais derrière le président Bush (37 %). Malgré un optimisme de façade, les états-majors républicains redoutent que M. Perot soit en mesure de faire perdre au président Bush le contrôle de grands Etats comme la Texas, la Pennsylvanie ou la Californie.

Les dirigeants démocrates et républicains espèrent que M. Perot,

une fois devenu candidat indépendant officiel, sera passé au crible par les médias et pourra être ensuite vu au grand jour sous une lumière beaucoup moins favorable.

Un message

ambigu

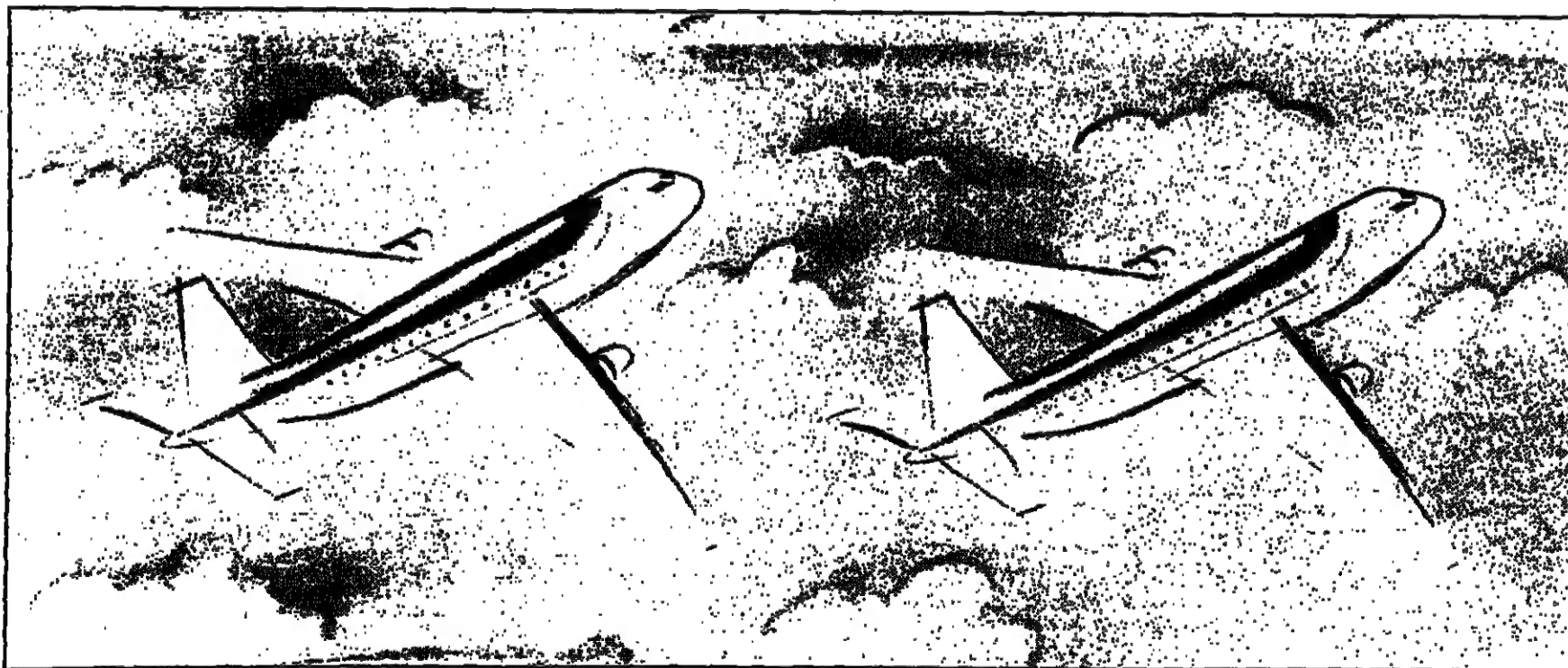
Son vague programme contient des généralités et des projets irréalisables, comme le remboursement des dépenses engagées par les Etats-Unis pour la défense de leurs alliés en Europe et en Asie. M. Perot tient un langage assez confus pour satisfaire ou déconcerter ses interlocuteurs. Il s'est opposé à la guerre du Golfe, recommandant seulement l'envoi d'un commando en Irak pour assassiner Saddam Hussein ; il s'est déclaré pour l'avortement légal mais se pose en défenseur des valeurs familiales (il est marié et a cinq enfants) ; il se dit prêt à renvoyer un employé ayant des relations extraconjugales. Champion de la libre-entreprise, il dénonce l'avidité des dirigeants des grandes

affaires, à commencer par la General Motors, avec laquelle il s'est brouillé.

Bref, son message est assez ambigu pour qu'il apparaisse comme un démocrate libéral (de gauche) aux yeux des républicains et comme un homme de droite, aux yeux des démocrates. C'est avant tout un businessman avisé. Après avoir acheté, en 1982, pour 1000 dollars empruntés à sa femme, une entreprise d'ordinateurs, il la revendit vingt-deux ans plus tard pour 2,5 milliards de dollars. C'est aussi un homme d'action, toujours prêt à dépenser sa fortune pour des opérations ambitieuses : il a aidé les prisonniers américains au Vietnam et mis sur pied un commando pour libérer deux de ses employés retenus comme otages à Téhéran. Dans l'immédiat, Perot se voit d'abord comme un Cincinnatus des temps modernes, appelé par le petit peuple à sortir de son conseil d'administration pour nettoyer Washington du désordre et du gâchis.

HENRI PIERRE

Jusqu'au 16 juin, les passagers pour l'Espagne vont voir double.



1992, c'est plus que jamais l'année de l'Espagne. Alors, pour que vous puissiez tous y aller, les compagnies

Deux aller-retour pour le prix d'un seul.

du groupe IBERIA vous proposent une offre incomparable. Jusqu'au 16 juin, au départ de Paris-Orly-Sud pour Bilbao, Palma, Alicante, Saragosse, tout billet AR acheté au tarif Super Pex* vous donne droit à un deuxième billet AR Super Pex* gratuit, sur la même destination, pour la personne qui vous accompagne. Offre similaire pour Barcelone à partir du 4 mai jusqu'au 16 juin 1992.

(*selon conditions spéciales d'application en vigueur).

viva air

PARIS - ALICANTE : 1980 F
(LUNDI, MERCREDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE)
PARIS - PALMA : 1755 F
(LUNDI, MERCREDI, VENDREDI, DIMANCHE)

IBERIA

PARIS - BARCELONE : 1490 F
(TOUS LES JOURS)
PARIS - BILBAO : 1500 F
(TOUS LES JOURS)

AVIACO

PARIS - SARAGOSSE : 1090 F*
(MARDI, JEUDI, DIMANCHE)
*tarif soumis à approbation gouvernementale

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou le 3615 IBERIA

EUROPE

BOSNIE-HERZEGOVINE

Les combats font une dizaine de morts par jour

Au moins treize personnes ont été tuées et trente autres blessées depuis dimanche 19 avril en Bosnie-Herzégovine, lors d'affrontements entre sécessionnistes serbes et forces croates et musulmanes, alors que les États-Unis, qui accusent les dirigeants serbes d'être responsables de la guerre, ont fait savoir, lundi 20 avril, qu'ils envisagent de réduire leur représentation diplomatique à Belgrade afin d'augmenter la pression sur la Serbie.

Depuis une semaine, les hostilités s'intensifient, la liste des morts s'allonge au rythme d'une dizaine par jour et les chances d'une reprise du dialogue sur l'avenir de cette république sous l'égide de la CEE diminuent. Plus de cinq mille réfugiés de Bosnie-Herzégovine arrivent quotidiennement en Croatie, qui en a hébergé à présent plus de cent mille, a indiqué un porte-parole officiel à Zagreb.

A Washington, le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher, a affirmé qu'il était « tout à fait clair » que les dirigeants serbes portaient « une responsabilité écrasante dans la violence en Bosnie-Herzégovine », les accusant de tenter d'augmenter leur contrôle sur des parties impor-

antes de cette République. Les États-Unis ont prévu une série de mesures pour accroître l'isolement de la Serbie si celle-ci n'arrête pas son offensive, a par ailleurs indiqué un haut responsable du département d'État, notamment une réduction de l'importance de leur mission diplomatique à Belgrade.

Washington avait déjà proposé mercredi d'exclure la Yougoslavie - maintenant réduite à la Serbie et au Monténégro - de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Par ailleurs, les Croates accusent l'armée yougoslave d'avoir violé la trêve en Croatie à cent vingt-cinq reprises depuis dimanche dernier, faisant état de six morts.

Enfin, le problème de la Macédoine a fait l'objet lundi de discussions entre des responsables de cette République de l'ex-Yougoslavie, de la Grèce et du Portugal, qui assume la présidence de la CEE. Ces entretiens ne semblent pas avoir permis de progrès. Le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, a ainsi réaffirmé qu'Athènes s'oppose à toute reconnaissance de la Macédoine par la CEE tant qu'elle n'aura pas changé de nom. (AFP, Reuters)

Faux « casques bleus » et vrais miliciens

Des groupes paramilitaires sèment la confusion en Bosnie-Herzégovine en arborant les bâtons et les casques bleus de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), a-t-on appris, lundi 20 avril, auprès des Nations unies. « Nous rencontrons des difficultés avec le port illégal par les milices de nos emblèmes, des bâtons bleus et des casques », a indiqué un responsable de l'organisation, qui a requis l'anonymat.

Certains miliciens « peignent également leurs véhicules en blanc et mettent dessus le sigle de l'ONU », a-t-il ajouté. Le quartier général de la FORPRONU, dont la mission ne couvre que la Croatie, se trouve à Sarajevo. Or les membres de cette force d'interposition portent divers uniformes, dont certains semblables à ceux portés par les miliciens de Bosnie. (Reuters)

De Sarajevo à Sarajevo

Suit de la première page

L'Empire austro-hongrois, affaibli depuis un demi-siècle par l'unification de l'Italie et de l'Allemagne, explosa, à la fin d'une guerre qu'il avait contribué à déclencher, sous la double pression des forces de dislocation internes et des politiques des vainqueurs. Et comment ne pas mentionner au passage que c'est dans l'Autriche de François-Joseph que va s'annoncer la césure entre Allemands et Juifs, césure qui, d'un côté, donnera naissance au mouvement sioniste, et de l'autre, conduira au génocide.

Avec la perte de la minorité polonaise, l'Empire allemand redeviendra en 1920 une entité ethniquement homogène.

Mais simple est le cas de l'Empire russe. Les phénomènes ethniques jouèrent un rôle secondaire dans la genèse des révolutions de février et d'octobre. Mais les contre-révolutionnaires s'appuyèrent souvent sur une conscience nationale ou régionale pour combattre le pouvoir tsariste. Ils réussirent en Finlande ou dans les États baltes, échouèrent

en Ukraine, en Transcaucasie ou en Asie centrale après des périodes complexes. Néanmoins, même occulté par le totalitarisme soviétique, le fait national sera inscrit dans la Constitution de 1936.

Inutile de rappeler enfin combien la glorification de l'État-nation des panslavistes aux slavophiles a servi en 1914 de harbi de poudre au détonateur balkanique.

L'entre-deux guerres sera triplement dominé par le fait national : - Les régimes de droite qui, de l'Italie fasciste à l'Espagne de Franco, en passant par l'Allemagne nationale-socialiste se multiplient en Europe, ont tous, en dehors de leurs ambitions « sociales », une forte coloration nationaliste. Comment oublier que dans les années 30 les démocrates parlementaires ont lutté contre deux totalitarismes, le fascisme et le communisme ?

- Les nouvelles frontières ont donné naissance à des États avec de fortes minorités ethniques (la Tchécoslovaquie comprend des Sudètes, des Polonais, des Hongrois, des Ruthènes ; la Pologne des Ukrainiens ; la Roumanie des Hongrois) et à un État qui, la politique serbe

Alors que le gouvernement de M. Major définit ses priorités pour la première session parlementaire - l'éducation, le logement et l'amélioration des quartiers déshérités, - une âpre bataille se livre au Parti travailliste pour la succession de M. Neil Kinnock.

LONDRES

de notre correspondant

Le contraste ne pourrait pas être plus frappant : les nouveaux ministres et secrétaires d'État se livrent aux habituels commentaires sur les derniers chiffres du chômage, comme si le travail du gouvernement n'avait été que brièvement interrompu par l'intermède électoral. De leur côté, les responsables du Parti travailliste sont toujours invités par les présentateurs des journaux télévisés pour poursuivre, en direct, le débat électoral.

Mais, cette fois, les adversaires en présence appartiennent au même camp. Tout en soulignant leurs relations d'« amitié », M. John Smith et Bryan Gould, respectivement chancelier de l'Échiquier et ministre de l'environnement dans le « cabinet fantôme », tous deux candidats à la succession de M. Neil Kinnock, échantonnent en réalité des points de vue plus acérés.

La tâche de M. Gould est délicate, dans la mesure où il est candidat au poste de numéro deux du parti si, d'aventure, il échouait à remporter l'élection qui doit désigner, le 15 juillet, le numéro un. Il doit donc se démarquer suffisamment de M. Smith pour que sa candidature soit attrayante, mais pas trop pour ne pas rendre les conditions d'une future « cohabitation » insupportables.

Les deux hommes sont cependant porteurs d'un message bien différent : M. Smith table sur sa réputation d'économiste prudent pour proposer *grasso modo* la continuation de la politique de

M. Kinnock, alors que M. Gould laisse entendre que celle-ci a entraîné la débâcle électorale du Labour.

Sans être plus précis (mais tout le monde comprend qui est visé), il affirme ainsi : « Nous ne pouvons pas simplement changer de personnalité au sommet et nous attendre à gagner en 1992 sur la base du programme avec lequel nous avons perdu en 1992. » M. Smith, de son côté, s'efforce de défendre « son » budget (celui qu'un gouvernement travailliste aurait appliqué en cas de victoire), et explique qu'un problème de « communications » n'a pas permis de convaincre les électeurs qu'avec le Labour huit familles britanniques sur dix auraient vu leur sort s'améliorer.

Ce discours est celui, classique, de la redistribution des richesses. M. Gould se veut plus « radical » et demande que le parti fasse une sorte d'examen de conscience de sa quatrième défaite électorale consécutive, avant de se choisir un nouveau dirigeant.

Le retour de « Red Ken »

Il souhaite également que ce processus soit étalé dans le temps, afin de tenter de regagner son retard sur M. Smith, qui, soutenu par les syndicats, part favori. Les deux hommes se déclarent attachés à plus de « démocratie » au sein du parti, ce qui signifie, à terme, la fin de la pratique du « vote en bloc » des syndicats (40 % des voix au sein du collège électoral) au profit du principe « un homme, une voix ».

Mais les patrons des principales unions syndicales ont d'ores et déjà répondu par la négative : l'un d'entre eux, M. Bill Jordan, a expliqué que l'organisation d'un scrutin parmi les militants serait « une perte de temps et d'argent ». Le maintien des règles existantes favorise donc M. Smith. Celui-ci vient, d'autre part, d'obtenir un renfort appréciable en la personne de M^{me} Margaret Beckett, qui,

dans le cabinet fantôme, est déjà le numéro deux pour les affaires économiques.

M^{me} Beckett et M. Smith forment le « ticket » idéal pour l'emporter : écossais et réputé centre droit, M. Smith serait épaulé par une femme (ce qui est important), et qui appartient à l'aile gauche du parti. M. Gould et ses amis dénoncent une association qui, à leurs yeux, a tout l'air d'une véritable « conspiration », pour l'emporter mais aussi pour éviter tout débat.

M^{me} Beckett n'est cependant plus seule à revendiquer la place de numéro deux : M. John Prescott (chargé des transports), ainsi que M^{me} Ann Clwyd (chargée de la coopération extérieure) sont également sur les rangs. Tous deux semblent à peu près sûrs d'obtenir le patronage de cinquante-cinq parlementaires, nécessaire à toute candidature.

Les chances d'un autre candidat à la direction du parti, M. Ken Livingstone, pour atteindre un tel quorum, semblent, en revanche, plus ténues. Ce dernier représente la faction d'extrême gauche du

Labour, et souhaite avant tout faire entendre la voix d'une tendance qui a été marginalisée par M. Kinnock, mais à qui la défaite du 9 avril permet d'exiger un débat sur les choix idéologiques et tactiques de la direction sortante.

Le débat va s'approfondir dans les semaines à venir, au risque de fragmenter durablement le Parti travailliste. Un tel résultat ne pourrait que satisfaire le Parti des démocrates libéraux de M. Paddy Ashdown, partisans d'un pacte électoral entre les deux formations.

Ce rapprochement pourrait notamment s'effectuer sur la base d'une réforme du mode de scrutin : l'adoption de la représentation proportionnelle constituerait la seule chance pour les démocrates libéraux d'accroître leur représentativité à Westminster et représente peut-être aussi - vu le nouveau succès des conservateurs - la clé d'une future victoire du Labour.

LAURENT ZECCHINI

Chaussures sacrilèges

Le plus célèbre verset du Coran - « il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah » - gravé sur des chaussures de femmes a provoqué le colère des musulmans de Grande-Bretagne. « Valentines », une boutique de mode de Leicester (centre de l'Angleterre) qui vendait ces chaussures, a été détruite pendant le week-end par un incendie d'origine criminelle.

Vendredi, des représentants de la communauté musulmane avaient demandé à rencontrer la propriétaire, M^{me} Diana Lewis, d'origine italienne - qui possède deux autres boutiques « Valentines » à Nottingham et à Peter-

borough et était tombée des nues : elle ignorait le sens des enluminures gravées sur les chaussures de soirée dorées importées d'Italie. M^{me} Lewis avait refusé de retirer de la vente les souliers offensants, mais elle avait accepté de ne plus en commander.

Le vice-président du centre islamique de Nottingham, M. Haji Mohamed Asmat, avait exigé des excuses de M^{me} Lewis. « C'est pire que Rushdie », avait-il dit. Rushdie a écrit un livre que l'on porte dans les mains. Là, on foule aux pieds le nom sacré [du prophète]. » (AFP)

aidant, va se révéler multi-ethnique : la Yougoslavie, aussi, les problèmes vont-ils se multiplier dans ces États dont la légitimité est fragile.

C'est en exploitant les phénomènes nationaux que l'Allemagne hitlérienne va bouleverser l'ordre européen, car les opinions publiques des démocraties, fœnicement pacifistes, seront troublées par l'argument allemand : l'Auschwitz et Munich sont dans toutes les mémoires, et nul doute que le rattachement de Danzig eût été accepté sans la faute commise par Berlin contre le fait national : l'invasion de la Bohême le 15 mars 1939.

Oubions l'éphémère Europe allemande de 1941 à 1943. La période qui recouvre la fin de la guerre et l'immédiat après-guerre (1944-1949) va bouleverser le problème des nationalités en Europe :

- Tout d'abord, des déplacements massifs de populations vont changer la carte ethnique du continent : les déportés de 200 kilomètres vers l'Ouest, la Pologne deviendra un État ethniquement homogène, et la Tchécoslovaquie se réduira, après l'expulsion des Sudètes, à ses deux nationalités fondamentales ;

- Les États d'Europe centrale seront englobés par l'Empire soviétique sous forme de démocraties populaires, tandis que la peur de Staline et la fermeté de Tito refouleront les problèmes ethniques de la Fédération yougoslave ;

- Le principal des États d'Europe centrale, l'Allemagne, sera coupé en deux à la suite de la création de la RDA sur la zone d'occupation soviétique.

Mais surtout le totalitarisme de l'Est va rendre à l'Europe un service considérable. En propulsant au premier plan la lutte entre la démocratie et le communisme soviétique, il va forcer l'Europe occidentale à relativiser les problèmes nationaux et à faire les choix décisifs qui assureront sa prospérité et sa sécurité.

Telle est le message du passé. Il aide à comprendre la diversité des phénomènes de nationalisme dans l'Europe d'aujourd'hui.

Les formes de nationalisme

La résurgence des nationalismes, quatre décennies semblent à l'œuvre : la disparition d'empires, la peur, l'immigration, l'individualisme.

Un premier mécanisme : l'affaiblissement ou l'écroulement d'un empire multi-ethnique fait automatiquement apparaître des problèmes nationaux. Dans le cas présent, une révolution partie d'en haut à Moscou (et suscitée principalement par la recherche de l'efficacité) a

entraîné l'effondrement de l'empire communiste en Europe centrale et l'unification de l'Allemagne, créés les conditions pour un éclatement de la Yougoslavie, puis, par un choc en retour, conduit, par les chemins menés que l'on sait, à l'éclatement de l'URSS et à la naissance de la Communauté des États indépendants.

La peur devant l'avenir, la crainte de voir disparaître les points de repère, le trouble suscité par les phénomènes d'immigration, l'inquiétude engendrée par le chômage et la transformation des structures économiques, le conservatisme engendré par le vieillissement de la population expliquent pour une part la résurgence dans certains pays d'Europe de l'Ouest de mouvements nationalistes et de fédérations multinationales défendant « l'identité nationale » des États traditionnels (Autriche, Allemagne, Flandre, France).

Quant aux populations immigrées qui se sont installées en Europe pour des raisons de liberté, de sécurité ou de niveau de vie, elles peuvent connaître des évolutions différentes en fonction de leur volume et de leur taux de croissance : une assimilation progressive sur deux générations (comme cela a souvent été le cas dans le passé), une constitution en micro-sociétés coexistant pacifiquement avec la majorité (comme aux États-Unis, par exemple), une organisation sous forme de noyaux revendiquant violemment leur spécificité et se ralliant à des variantes d'intégrisme... La xénophobie des autochtones ne peut que renforcer la probabilité de cette troisième voie.

Faut-il qualifier de « nationalistes » les deux dernières évolutions ? Tout dépend de la définition retenue pour le mot.

L'individualisme enfin, avec tout ce qu'il implique de prise en main de son propre destin, de refus des structures administratives trop lointaines, de désir de s'identifier à des petits groupes concrets (professionnels ou locaux) plutôt qu'à des ensembles humains vastes et abstraits (le prolétariat mondial, la classe ouvrière...) facilite le développement du régionalisme et une exaltation des cultures locales que l'on peut qualifier de micro-nationalisme lorsque ces cultures disposent d'une langue (Catalogne, Pays basque, Corse...). Ces évolutions sont rendues possibles par la disparition des menaces militaires sur les États traditionnels. Elles sont pacifiques lorsque les individus expriment leur différence dans le cadre des institutions démocratiques - ce qui est le plus souvent le cas - mais peuvent se manifester par des actes terroristes

lorsque des minorités violentes récusent la simple autonomie.

Cette esquisse des enchevêtrements souligne la grande variété des types de nationalismes dans l'Europe d'aujourd'hui :

1) Une première forme de renaissance nationale est le retour à une souveraineté réelle d'États dont la souveraineté théorique n'a subi aucune discontinuité : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie (mais ce cas est plus douteux). On peut dans une certaine mesure ramifier à cette première forme la libre adhésion de l'ex-RDA à la RFA.

2) Une deuxième forme correspond à la réapparition d'États souverains ayant eu dans le passé une existence internationale reconnue : c'est le cas de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie (qui ont existé de 1920 à 1940), de la Géorgie et de l'Arménie (avant l'absorption par l'Empire soviétique, mais leur histoire politique est complexe).

3) Une troisième forme regroupe des États qui n'ont jamais existé qu'à l'intérieur de fédérations multinationales ou dans des conditions éphémères et qui n'ont donc jamais été reconnus internationalement : la Slovaquie, la Croatie, la Macédoine, la Biélorussie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, les quatre Républiques d'Asie centrale sont dans ce cas.

La pérennité de certains de ces États est loin d'être assurée : il en est ainsi par exemple de la Biélorussie, de l'Ukraine, du Kazakhstan, de la Macédoine.

4) Il faut probablement inclure dans un ensemble particulier les ethnies qui, à l'intérieur d'États reconnus, constituent des régions autonomes, dotées d'une autonomie plus ou moins importante (Flandre et Wallonie, en Belgique ; Catalogne et Pays basque, en Espagne ; Républiques tchèque et slovaque, en Tchécoslovaquie ; Voïvodine et Kosovo, en Serbie - avant la suspension du statut, Républiques autonomes et régions autonomes en Russie, ou dans d'autres États de la CEE pour ne citer que les principaux cas).

5) Viennent ensuite les minorités et les groupes ethniques ou religieux, qui, quoique souvent concentrés géographiquement, n'ont pas de territoire politique reconnu et/ou vivent dans des régions pluriethniques : Hongrois de Transylvanie ; Gagauzes de Moldavie, Turcs de Bulgarie, Musulmans de Bosnie-Herzégovine, catholiques et protestants d'Irlande du Nord.

6. La résurgence du sentiment national dans des États traditionnels constitue une autre forme. Elle se

manifeste à l'Ouest de façon larvée, en France par exemple où à l'Est ce qui concerne la Russie (dont on ne peut éliminer dire que l'URSS l'avait fait disparaître).

7. L'apparition de mouvements nationalistes d'extrême-droite est une autre forme de renaissance du fait national (Front national en France, Vlaams Blok en Belgique, slavophiles en Russie...).

8. Une avant-dernière catégorie est constituée par des particularismes locaux qui ne constituent pas à proprement parler des nationalismes (la Bavière, certaines régions françaises ou italiennes...).

9. Enfin, il faut peut-être mentionner pour mémoire le maintien ou le renouveau d'une conscience nationale chez certains groupes d'immigrés.

Tel est l'état des lieux, multiple et diversifié.

Pourtant, le constat de la permanence ne doit pas cacher que les nationalismes d'aujourd'hui se développent sur un continent transformé par deux laines de fond qui le bouleversent depuis quarante ans :

- La mondialisation qui, de l'information aux marchés, des acteurs de la vie économique et sociale aux problèmes d'environnement, de l'ONU aux droits de l'homme, transforme le rôle des États et les contraint à promouvoir des situations de co-souveraineté et à accepter d'être mis en concurrence par des investisseurs internationaux à la recherche de localisations pour leurs activités ;

- L'intégration européenne qui, à travers une succession de grands chantiers dont la mise en place d'une dix à vingt ans, se fonde sur la base d'accords démocratiquement ratifiés, un être politique nouveau et insère chaque citoyen dans une double légitimité, celle de son pays et celle de l'Union européenne.

Aussi, le Sarajevo de 1992 n'est-il pas celui de 1914. Les nationalismes se réveillent dans un paysage tout autre que celui du début du siècle.

JACQUES LESOURNE

Prochain article :

Répondre aux nationalismes

■ BULGARIE : arrestation d'anciens dirigeants de camps. - Trois anciens responsables de goulags bulgares, notamment celui de Lovetch, où des détenus politiques avaient vécu dans des conditions inhumaines jusqu'en 1962, ont été arrêtés lundi 20 avril, a annoncé la radio de Sofia. (AFP)

GROUPE eslsca

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING

INGÉNIERIE FINANCIÈRE

MANAGEMENT DES ENTREPRISES

GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements : 3^e Cycles Spécialisés GROUPE ESLSCA, 1, rue Bouguinville - 75007 Paris - tél. : (1) 45 51 32 59

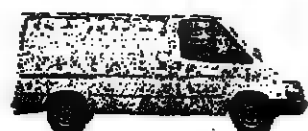
ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE

DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

شكرا من القلب

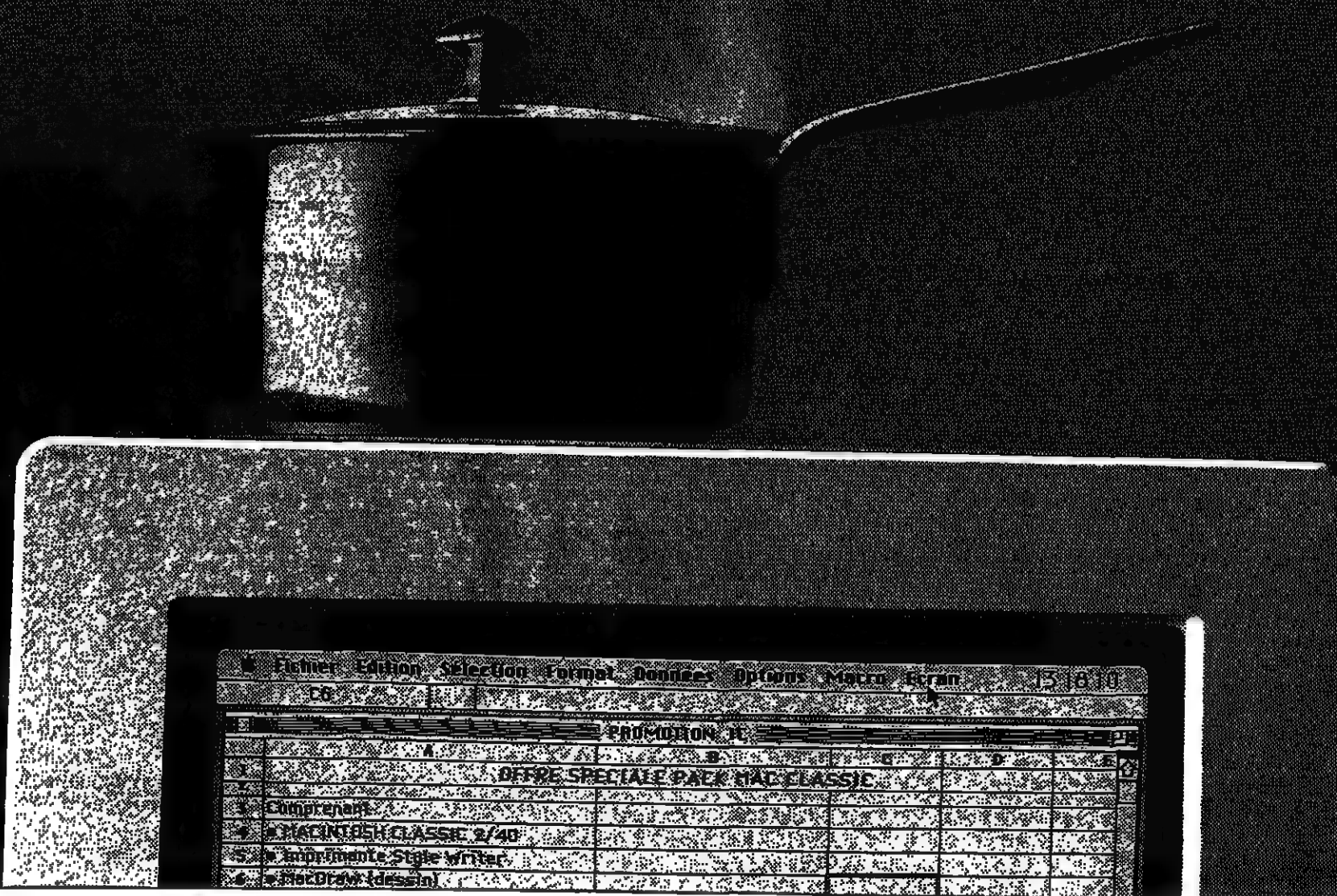
Parti travailliste



**IL VA BIENTOT ARRIVER
QUELQUE CHOSE
EN AMERIQUE DU NORD.**



Pour obtenir
un bon Macintosh,
prenez le meilleur
prix IC et rajoutez
délicatement
les services IC.



Pour obtenir un bon Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ce qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC : une maintenance au moindre coût, sans être obligé de payer un contrat à l'année,

une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation...

Depuis plus de 10 ans, IC propose à ses clients le meilleur service mais aussi et surtout le meilleur conseil. Et ça n'a pas de prix.

Aujourd'hui avec plus de 20 000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

APPLE CENTER IC MARSEILLE 91 37 25 03 •
IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 •
IC LYON 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08

Radio : le Sondage de Référence.

RTL

1^{ère} Radio de France

(RTL : 20,7 % - Europe 1 : 9,1 % - France-Inter : 8,9 % - NRJ : 7,9 %)*

RTL

L'Information radio la plus écoutée

RTL

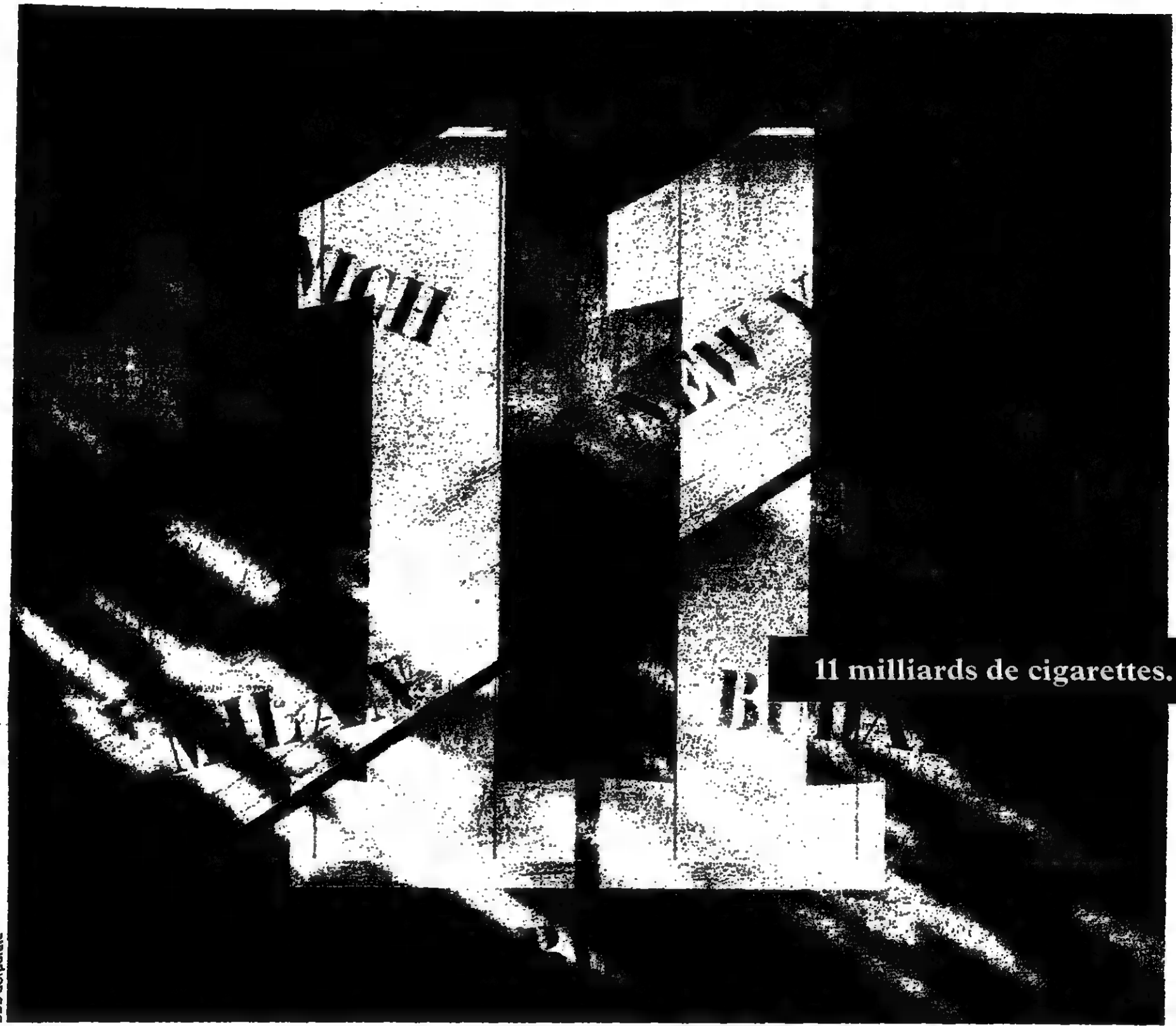
**Leader chez les femmes, les hommes,
les 25 ans et plus, les actifs...**

Un parfum andalou

هكذا من الأصل

هكدامن العمل

En 1991, une cigarette sur cinq sous marque Seita
a été vendue à l'International.



DDB Corporate

DE L'INITIATIVE ENCORE ET TOUJOURS

En 1991, l'ensemble de nos ventes à l'étranger a dépassé les 11 milliards de cigarettes, augmentant de 10 % par rapport à 1990. Une progression qui atteint même 26 % pour les blondes, ■ un dynamisme commercial qui s'est traduit par de nombreux accords et de nombreux lancements ■ Europe, ■ Afrique, en Asie. Pour plus d'informations sur l'entreprise, écrivez à la Seita, Direction de la Communication, 53 Quai d'Orsay, 75007 Paris.

— Seita —



①

Conservez cette page précieusement à l'abri de la lumière et de l'humidité.

②

Comparez-la régulièrement à votre Renault 19 exposée aux intempéries les plus diverses.



③

Vous en arriverez à la même conclusion que nous :

NOUVELLE RENAULT 19 nouvelle pour longtemps.

Il vous faudra beaucoup de temps pour vérifier par vous-même ce que vous venez de lire en quelques secondes. Mais vous y prendrez beaucoup de plaisir puisque la principale qualité de la Nouvelle Renault 19, est de les garder toutes intactes, kilomètres après kilomètres, ondées après éclaircies. Bref jours après jours. En revanche, ce que vous constatez immédiatement à la vision de cette page, c'est la nouvelle ligne de la Renault 19. Nouvelle ligne qui devrait lui permettre de résister, en plus du reste, au temps qui passe. Tout est lié... Disponible en 24 versions, bientôt visibles dans la presse et dans la rue. Garantie 6 ans anti-corrosion. Dites votre financement. RENAULT présente Cif



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

شكرا من الفضل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Séville, les oasis

Parmi les nombreux défis que doivent relever les organisateurs de l'Exposition universelle, il en est un de taille : « adoucir » la canicule andalouse

Les météorologues qualifient le climat andalou de « subtropical tempéré-chaud », assemblage qui, à Séville même, cache une réalité sévère. De toutes les cités qui, depuis cent quarante ans, ont accueilli des expositions universelles, Séville est la plus méridionale. Elle est plantée non loin du 37° parallèle, c'est-à-dire à la même hauteur qu'Alger et Tunis.

Mais la mer, qui tempère l'atmosphère des capitales méditerranéennes, est ici à plus de 100 kilomètres, au-delà des sierras. Durant l'été, la température dépasse souvent 40°C, et la fréquence de l'Expo devrait être à son apogée, le thermomètre enregistre couramment, au fort de la journée, 40 à l'ombre, parfois davantage. Aucun espoir d'ondée rafraîchissante. Le fameux anticyclone des Açores condamne la vallée du Guadalquivir à une sécheresse quasi absolue.

Comment dans ces conditions assurer aux visiteurs un minimum de confort ? En climatisant, bien sûr, les salles du pavillon, les rames du TGV, les bus-navettes et certains pavillons. D'autres expositions comme celle de Tenkuba au Japon, en 1985, y avaient eu recours, mais les chaudières à répétition, autrement que les chocs thermiques, sont autrement plus rares.

C'est à l'Université des spécialistes du département d'ingénierie énergétique de l'université de Séville en leur demandant l'impossible : tenter de climatiser les 215 hectares du site de manière à abaisser la température de quelques degrés. Les chercheurs ont disposé d'une rotonde bioclimatique pour tester l'ensemble des procédés auxquels ils auront recours. En réalité, ils ont mis au point une série de techniques qui, combinées, devraient permettre d'abaisser la température de 2 à 3 degrés.

L'ombre des pergolas

Leur première idée, les ingénieurs l'ont eue : emprunter à la ville même qui, en été, tend sur ses patios et ses rues des toiles protectrices. Ils ont couvert les principales avenues de l'exposition de pergolas soutenant un millier de jardinières d'où jaillissent des végétaux grimpants, automatiquement arrosés.

Ombrager les parkings, les jardins (ceux-ci s'étendent sur 30 hectares) et les rives du Guadalquivir, comme pour bor-



Tous les stratagèmes, anciens et modernes, sont réunis pour rafraîchir la température.

der certaines avenues, ils ont planté 25 000 arbres - et 300 000 arbustes - qui, au fil des années, grandiront en peupliers, jacarandas, palmiers, orangers, saules, peupliers, frênes et troènes. Ils ont aussi planté des arbres à l'ombre du soleil. Et l'allée d'entrée par laquelle arriveront les visiteurs a été bordée d'arbres centenaires.

Aléa, on a multiplié les structures à haubans soutenant des toiles blanches, parfois réfléchissantes. Celles qui couvrent le pavillon de Palenque, lieu de spectacle et de danse, seront rafraîchies par arrosage. Naturels ou artificiels, ces ombrages couvrent 80 000 mètres carrés. Ils seront appréciés par les visiteurs, qui, prévoyant, passeront la moitié du temps à l'extérieur. Plusieurs pays ont également adopté la technique du village protecteur pour leur pavillon, les Pays-Bas et le Danemark.

Le site choisi pour installer l'Expo - une langue de terre délimitée par deux bras du Guadalquivir - devrait lui seul

faciliter le travail des ingénieurs climaticiens. Car leur seconde idée, c'est l'eau, l'élément. Ils ont installé les bienfaits paléolithiques, depuis fort longtemps, la municipalité de Séville fait arroser ses rues chaque nuit et en toute saison. Elle applique aussi le principe physique selon lequel l'air se déplace du point le plus frais vers le point le plus chaud. L'eau de température ambiante entre le pavé et les toits surchauffés provoque ainsi un courant d'air ascendant qui ventile et humidifie les maisons aux alentours.

Sur l'île de la Cartuja, un canal et un bassin ont été creusés pour permettre le refroidissement de 20 à 30 degrés. L'eau est encore utilisée à profusion pour arroser la végétation, les toits de certains pavillons et les aires de circulation. Elle jaillit de vingt fontaines, cascade en maints endroits et court même sous les pieds des visiteurs, comme dans le pavillon de l'Europe. Cinq réseaux distincts,

dans la longueur totale d'un peu plus de 200 kilomètres, ont été nécessaires pour apporter puis emmener les eaux de qualités différentes, destinées à l'alimentation, à la réfrigération et à la défense contre l'incendie.

Vents et brouillards

Antique recette aussi, celle du courant d'air. L'éventail à sa version mécanique, le ventilateur, fait partie des stratégies tropicales. Sur le site de l'Expo, les ingénieurs comptent plutôt sur de minuscules locaux où les vents plus ou moins constants, celui qui, en été, souffle du sud-est, en fait le maximum pour accélérer la circulation. Dans la disposition des pavillons séparés par de larges espaces, mais aussi dans la conception même des espaces couverts, beaucoup ont tenu compte de ces vents, qui soufflent largement relevés. C'est ce qui a permis de tailler le pont des navires en

moillage dans les ports tropicaux. Les pergolas ont été juchées à 6 mètres au haut, et ont été conçues pour que l'air y circule sans entrave.

Une gigantesque sphère de 23 mètres de diamètre attirera l'attention des visiteurs, ce sera le pavillon de la fraîcheur qu'elle dispensera. Juchée sur des piliers à 6 mètres du sol, revêtue d'une coque de maille de plaques perforées, bordée de micropulvérisateurs, elle sera conçue pour former le vent d'est en un nuage de brouillard humidifiant l'avenue n° 3. La puissance sera de 6 millions de frigories à l'heure.

Autres curiosités bioclimatiques, les pavillons gainés d'un tissu plastique qui isolent l'avenue de l'Europe et symbolisent les pays membres de la Communauté. Tronconiques, hautes de 30 mètres, revêtues par des jambes métalliques, elles sont destinées à faire dégringoler sur les épaules des visiteurs un air relativement frais. A leurs pieds, un capteur de la force du vent s'engouffre dans la tour. Les paroles de celle-ci s'élargissent, il accélère sa course sous l'effet du vent. Puis il s'humidifie et se refroidit en passant à travers une série de quatre microcircuits et descend enfin jusqu'au sol.

La capacité théorique de refroidissement des pavillons atteint - au total - 1,8 million de frigories par heure, ce qui devrait entretenir sur l'avenue de l'Europe un ambience tempérée. Mais, là encore, les ingénieurs n'ont pas que perfectionner l'antique procédé des tours à vent utilisé par les Bédouins du golfe Persique. Depuis des siècles, leurs tentes et leurs pavillons sont rafraîchis par des tapisseries de laine en laine en matériaux solides.

Les stratégies de ces ingénieurs climaticiens alliant l'ancien et le moderne font espérer aux organisateurs que le site de l'Expo bioclimatique d'une température moyenne de 5 à 7 degrés à l'ombre qui régnera dans les rues de Séville. Le pari est audacieux. S'il n'est pas tenu, les visiteurs auront au moins la ressource de vivre à l'espagnole, c'est-à-dire la nuit. Les pavillons resteront ouverts jusqu'à 22 heures. L'Expo elle-même, avec ses multiples spectacles en plein air, jusqu'à 4 heures du matin. Cette intense vie nocturne, favorisée par les rigueurs d'un climat indomptable, sera l'une des attractions de la grande foire mondiale.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) L'Expo bioclimatique d'une théorie des climats, par Gilles Lapouge, *Études rurales*, numéro spécial sur la météo, septembre 1990.

La science cathodique

La recherche et les chercheurs s'exposent aussi sur les bords du Guadalquivir, notamment au pavillon français. Sur grands écrans

L'ODYSSÉE du savoir. Avec un thème comme celui-ci, les sciences et les technologies se prêtent à être l'objet d'être à l'Exposition universelle de Séville. Elles le sont. Sous la forme d'une débauche d'images, qui accueillent le visiteur à l'estomac, dès qu'il pénètre au cœur de l'édifice. En la matière, la France ne déroge pas à l'option (au travers ?) général de cette manifestation où la réalité ne se découvre, le plus souvent, qu'à travers la fiction (le Monde du 16 avril).

Les entrailles du pavillon sont totalement dévolues au dieu cathodique. Un trou de 40 mètres de diamètre et 30 mètres de profondeur, caverne d'Ali Baba dissimulée sous l'architecture aérienne du pavillon. S'y niche le puits d'images, un écran concave en forme de cube de 10 mètres d'arête, tapissé de miroirs, et sur lequel seront projetés trois films IMAX (un système similaire à celui utilisé dans la Géode à La Villette) présentant, notamment, la Terre et la France vues de l'espace, et réalisées par les firmes Aérospatiale et Matra, le CNES, et le comité français pour l'exposition de Séville (COFRES).

Après avoir admiré ces paysages depuis les tapis roulants qui les transportent à 10 mètres au-dessus de l'écran, les spectateurs pourront passer au « promenoir », balcon ensermant le puits d'images, où ils attendent

« écrivains », « machines à voir » possédant chacune un écran devant lequel un visage semi-réfléchissant permet de faire apparaître en enchaînement ou en superposition des objets ou des images.

C'est ainsi que la planète Saturne, l'avion spatial européen Hermès, et une tête de cosmonaute dans son casque pourront se superposer au film du Centre national d'études spatiales (CNES) baptisé *Moins deux minutes* et consacré à un lancement d'Ariane. Une maquette animée et sonorisée du pas de tir de la fusée européenne agrémentera le spectacle.

L'albatros et les chercheurs

Ces « machines à voir », synchronisées entre elles et avec le « puits d'images » grâce à un système de vidéo-disque, devaient, dans l'esprit des concepteurs du pavillon, présenter « les dernières innovations technologiques » proposées par l'industrie française. Mais les institutions ont dû compenser le manque d'enthousiasme évident des industriels et, outre le CNES, les différents « écrivains » vante- ront les mérites des régions françaises du Futuroscope, Poitiers, de France-Télécom, Gaz de France. Seule exception, une trentaine de PMI particulièrement performantes à l'exportation, réunies pour se vendre sous le concept commun

d'« entrepreneurs du monde ». Deux « écrivains » jumelés sont consacrés à la recherche publique. Cette présentation, réalisée sous l'égide du ministère de la recherche et de l'espace, est l'occasion d'un véritable tour de force audiovisuel : six minutes pour évoquer « les promesses, parfois mécon- nues » de onze des principaux organismes français de recherche. Le film est articulé autour de cinq grands thèmes : alimentation, santé, énergie et ressources, environnement, culture, transports et communications. Un albatros servira de trait d'union pour tenter de donner une cohérence à l'ensemble. « Mentor allé » sensé représenter « l'esprit de recherche » selon les réalisateurs du film, il « plongera » vers les différents « champs de recherche, à la découverte des équipes de chercheurs sur le terrain ou dans leurs laboratoires ».

Ceux que ce survol laisserait sur leur faim pourront se rabattre vers un cycle de conférences scientifiques (1), programmées du 2 mai au 25 septembre. Six chercheurs français, parmi lesquels deux Prix Nobel, viendront faire le point des connaissances dans leur domaine, dans un auditorium de cent soixante-dix places situé dans le sous-sol du pavillon. Leurs interventions seront illustrées par de courts reportages sur leurs travaux ou leurs laboratoires, réalisés par le CNRS.

Ils pourront aussi assister à la « journée du CERN » (laboratoire européen pour la physique des parti-

cules) le 30 septembre. Ils pourront, enfin, se rendre au « pavillon du futur », l'un des pavillons thématiques de l'exposition, pour y admirer une réplique de 60 mètres de hauteur de la fusée européenne Ariane et de l'avion spatial Hermès, une maquette de 20 mètres de diamètre du LEP (Large Electron Positron Collider), l'accélérateur de particules géant du CERN, ou s'y initier aux dernières découvertes dans les domaines de l'environnement, l'énergie, les télécommunications.

J.-P. D.

(1) 2 mai : « De la matière au vivant : les systèmes moléculaires organisés », par Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie 1987. 12 juin : « La nouvelle biologie », par Pierre Dourson. 3 juillet : « La matière noire », par Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de chimie 1991. 4 août : « Présent et futur de l'univers », par Jean Andouze. 10 septembre : « Le sida en 1992 », par Luc Montagnier. 25 septembre : « L'Expo de l'imaginaire », par Jean Le Goff.

Parmi les événements prévus pour cette journée, une conférence officielle avec attribution de prix à seize jeunes scientifiques européens ; un débat télévisé consacré à « La science et notre avenir » ; une animation intitulée « la physique dans la rue », au cours de laquelle quatre-vingt-dix physiciens dialogueront avec le public et la représentation d'un ballet sur la naissance de l'univers, d'après un texte de Jean Andouze et Michel Cassé.

(Publicité)
anRs

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT
AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA

APPEL D'OFFRES CONJOINT 1993

Cet appel d'offres conjoint est destiné à soutenir en 1993 des projets de recherche appliqués au SIDA et affections associées. Le ministère de la coopération et du développement et l'ANRS ont conclu un protocole d'accord pour que certains projets de recherche, préalablement examinés par les comités scientifiques sectoriels, soient financés par le ministère de la coopération et du développement ou cofinancés par les deux organismes. Ces financements sont prévus pour une durée d'un, deux (ANRS) ou trois ans (ministère de la coopération).

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Il s'agit de projets de recherche appliquée qui, outre leur qualité scientifique, associent en partenariat des chercheurs ou laboratoires français et des pays du champ de ce ministère (Afrique subsaharienne-Caribbe-océan Indien). La coopération française ne finance pas des recherches EN Afrique mais AVEC l'Afrique. La participation de chercheurs et de laboratoires du Sud constitue autant un objectif de cette action qu'un critère de sélection des projets. Ces projets doivent avoir reçu le visa de l'autorité de tutelle des laboratoires du Sud et être transmis à l'ANRS par la mission de coopération et d'action culturelle du pays concerné.

DOMAINE DE LA RECHERCHE

Les thèmes retenus concernent la recherche sur le SIDA et affections associées, de la biologie aux sciences de l'homme et de la société, en passant par la recherche clinique et épidémiologique et la santé publique.

Si votre projet vous semble correspondre aux objectifs de la collaboration du ministère et de l'ANRS, veuillez le préciser lors de votre demande de dossier. Les dossiers de candidatures pour les projets seront disponibles à partir du 4 mai 1992. Ils sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à :

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris
Tél. : 45-41-12-00 - Fax : 45-41-14-37

IMPORTANT

SCIENCES • MÉDECINE

Forages-surprises

Les grands puits forés dans la croûte continentale apportent des informations inattendues et inestimables

DES 1957 puis en 1960, des forages profonds entrant dans le cadre de programmes d'études de la base de la croûte jusqu'au manteau (1) avaient été proposés aux participants aux onzième et douzième assemblées générales de l'Union internationale géodésique et géophysique.

Les États-Unis lançaient en 1961 le projet Mohole - un unique forage profond dans le Pacifique - qui « visait » l'étude de la croûte océanique, moins épaisse que la croûte continentale (2). Après plus de cinq millions de dollars de dépenses, les Américains renoncèrent en 1966 au projet Mohole mais lançaient deux ans plus tard le Deep Sea Drilling Project (DSDP).

En 1966, des informations filtraient sur les projets soviétiques. Cinq forages profonds de la croûte continentale étaient envisagés dans la péninsule de Kola, dans l'Oural, en Azerbaïdjan, dans la dépression de la mer Caspienne et dans les Kouriles.

Le forage de la péninsule de Kola a commencé en 1970 dans des conditions climatiques très dures dans le nord du cercle arctique. Il a apporté des surprises. On croyait que, sous la croûte continentale, se trouvaient des « bouilliers » finno-scandinaves, dont l'âge est compris entre 1,5 milliard et 3 milliards d'années, les roches de type granitique n'étaient qu'à la profondeur de 7 kilomètres et non pas à celle de 11 à 13 kilomètres comme sous la plupart des continents. L'outil de forage est arrivé à 12 381 mètres, homologué (à 12 231 mètres) par le *Handbook*; et il est toujours dans du granite et du gneiss (en simplifiant beaucoup) par les conditions de haute température et de haute pression auxquelles il a été soumis. Dans une roche cristalline, la vitesse de propagation des ondes sismiques est plus faible (5,5 kilomètres par seconde) que celle (7 kilomètres par seconde) qui est classique dans les roches de type basaltique. Mais, bizarrement, la densité des roches forées n'a pas augmenté en continu avec la profondeur et elle a même diminué!

Un mètre par jour

Autres surprises : il y a toujours divers *fluides* dans les pores de la roche que l'on s'attendait à trouver sèche. Ça qui apporte des informations nouvelles sur la formation des roches magmatiques exploitables. Curieusement, la difficulté du forage n'a pas augmenté avec la profondeur, comme on s'y attendait. C'est le contraire qui s'est produit. L'outil pourrait même progresser à la vitesse de 10 mètres par jour, mais, pour éviter tout risque de déviation du puits, il ne fore que 1 mètre par jour.

L'équipement permanent du fond du puits en appareils paramétrés est toujours en discussion. De cette façon, l'installation des appareils est toujours possible, d'autant plus que le puits est chemisé par des tubes d'acier jusqu'à la profondeur de 8 770 mètres et qu'il le sera bientôt jusqu'à 12 381 mètres.

Le superforage de Kola est très instructif, y compris pour les sociétés spécialisées, comme la société Schöberger, dans les mesures prises dans les puits. En outre, il a été l'occasion, pour les Soviétiques, d'élaborer des méthodes techniques très intéressantes, notamment dans les outils de forage qui doivent travailler à des températures supérieures à 220°C. Là, on touche à des « secrets d'Etat ».

Sur le côté de cette entreprise unique au monde, nos collègues américains ont des idées. B.N. Khakhchev, D.M. Guberman et F.P. Mitrofanov (dirigeants de la société SOGEPROM, chargés du forage de Kola), n'ont pas été très précis. Tout ce qu'ils ont dit est que le prix du forage de Kola, sans inclure les salaires, atteignait en 1990 la centaine de millions de roubles. Sans autre précision. « L'Union soviétique a empêché de donner quelque chiffre que ce soit ».

En l'état actuel des choses (de tous ordres), les responsables du forage de Kola ont toujours l'intention de continuer jusqu'à la profondeur de 13 000 mètres. Ils espèrent y arriver dans les trois années à venir. Et ils invitent instamment

les compagnies et laboratoires étrangers, privés et publics, à venir participer au projet.

Les ex-soviétiques ont réalisé d'autres forages profonds de recherche sur la croûte continentale. Dans l'Oural, le forage a commencé en 1989, et il en est à 300 mètres. En Ukraine, près de Krivoi-Rog, un forage « visant » la profondeur de 13 kilomètres a commencé depuis 1985. Au nord du Caucase, à 1 200 kilomètres au nord-ouest de Bakou, a été fait un forage de 4 000 mètres dans du granite jeune et chaud (277°C) dont le but est d'étudier l'énergie qu'on pourrait éventuellement tirer des roches chaudes et moules.

Avec le projet de faire un forage profond dans le Balkan, il devrait s'agir de retrouver dans les sédiments les climats des vingt-cinq derniers millions d'années et de voir si les causes les plus récentes fluctuations climatiques doivent être attribuées à la seule nature ou si on peut y reconnaître une éventuelle influence des activités humaines.

Les Américains ont été les premiers à faire systématiquement des forages profonds de la croûte continentale : en août 1968, ils ont lancé le DSDP (qui, depuis lors, a changé deux fois de nom, s'est internationalisé, mais continue toujours) au cours duquel plusieurs milliers de puits ont été forés dans les roches océaniques du monde entier. Les informations ainsi obtenues ont été tellement nombreuses et précieuses que les spécialistes des sciences de la Terre ont été confortés dans l'idée de faire des forages analogues dans la croûte continentale.

Les Américains ont lancé plusieurs programmes de forages de la croûte continentale à partir de 1980, l'un des plus récents est thématique.

La faille de San-Andreas

A Cajon-Pass (en Californie), il faut essayer de comprendre les mécanismes des tremblements de terre. Le site, en effet, est sur la faille de San-Andreas, la ligne de laquelle la partie ouest de la Californie (qui fait partie de la plaque « Pacifique ») glisse vers le nord-ouest à la vitesse moyenne de 10 centimètres par an par rapport au reste de l'Amérique (qui, avec la moitié de l'Atlantique, constitue la plaque « Américaine »). Bien entendu, le glissement se fait essentiellement par à-coups qui se traduisent par des tremblements de terre parfois très violents. En 1812, Cajon-Pass a été le siège d'un puissant séisme, mais n'a plus été secoué depuis cent quatre-vingt ans. C'est un long gap (de l'anglais « trou », « vide ») pour les sismologues « absence » plus prolongée dans le temps de tout tremblement de terre dans une zone pourtant sismique est inquiétant. Et d'autant plus que Cajon-Pass est à environ 100 kilomètres du centre de l'agglomération de Los Angeles, simple bourgade en 1812.

Comme nous l'a expliqué le docteur Mark D. Zoback, président du département de géophysique de la Stanford University (Californie), le forage à 1 200 mètres de profondeur qui a été fait de 1971 à 1973 (et pour 10 millions de dollars) à Cajon-Pass a apporté, lui aussi, de grandes surprises. Au fond du trou, on n'a mesuré aucun flux de chaleur appréciable. Or, d'après les modèles élaborés à partir de données géophysiques, on s'attendait à un important flux de chaleur dégagé par la friction qui doit forcément exister dans une telle zone. Puisqu'il n'y a pas de flux de chaleur, il n'y a pas de friction. Ce qui a conduit les géophysiciens à conclure que les zones centrales des plaques ne peuvent s'appliquer les limites de plaques. Elles se comprennent pourquoi.

En revanche, le forage de Cajon-Pass a confirmé que les fluides sous haute pression, présents dans les roches, jouent sûrement un rôle important dans le déclenchement des tremblements de terre. Mais on n'a pas réussi à faire des prélèvements de ces fluides au-dessous de la profondeur de 2 000 mètres et le fond du puits n'est pas encore équipé d'un observatoire permanent. On ne sait donc pas la composition des fluides, ni leur origine. Viennent-ils du manteau ou de l'eau de pluie? Peut-être des deux.

Un forage de 11 000 mètres (et de 10 millions de dollars, lui aussi), terminé en 1986, a été fait près de Salton-Sea (dans le sud de la Californie), une région sèche

pour ses ressources géothermiques. Il était destiné à étudier des processus actifs : formation de minerais métalliques, etc. Mais de nouveaux forages seront, sans nul doute, nécessaires pour parvenir à une bonne compréhension de ces processus.

Pour le docteur Zoback, l'avenir proche n'est pas plutôt la réalisation de programmes de forage de la croûte continentale dont les enseignements guideront la choix de futurs projets importants. Parmi les petits projets, il faut citer les cinq forages proches de New-York destinés à retrouver dans les sédiments les variations climatiques des quelques cinquante derniers millions d'années.

L'ambitieux KTB

Le programme européen le plus ambitieux de forage de la croûte continentale est allemand et est connu des spécialistes sous l'abréviation KTB. Le site sélectionné est à Windischchenbach, dans le nord-est de la Bavière, à 30 kilomètres au sud de Bayreuth. Il a été choisi car il est sur une ancienne suture tectonique : là, aux alentours de - 350 à - 370 millions d'années, deux masses continentales sont entrées en collision et ont ainsi contribué à former un morceau du grand plissement her-

cynien qui allait de l'Appalachien (l'Amérique du Nord était alors soudée à l'Eurasie) à l'Alpi en traversant toute l'Europe.

Après le forage et le carottage complets d'un puits-pilote de 4 000 mètres à 200 mètres de « vrai » puits, le forage du KTB a commencé en septembre 1989 et en est actuellement à 6 018 mètres. Il doit atteindre en 1994 la profondeur de 10 000 mètres si on trouve à la fin de cette zone 300 millions de deutschemarks, qui s'ajouteraient aux 500 millions déjà attribués au projet pour la période 1982-1994.

Le site du KTB devrait permettre de voir la superposition de deux roches continentales, la roche de charriage, donc le métamorphisme (les modifications physiques et chimiques des roches soumises à de hautes pressions et températures) inhérent à ce genre d'accidents géologiques et tectoniques, sans oublier la formation de fluides chauds et la formation de gisements minéraux filoniens, etc.

Le docteur Peter Kehr, un des directeurs du KTB, prend un plaisir évident à parler des surprises qu'a déjà apportées le projet allemand. Le puits-pilote - et dans le « vrai » puits - la température est de 118°C à 4 000 mètres et de 130°C ou 150°C atten-

tu. Le remplissage d'une roche par des fluides de charriage se traduit non pas par des roches géologiques horizontales mais par un pendage de 60 à 70 degrés des couches. Il existe des fractures, fractures où circulent des fluides du plus au plus profond de la croûte continentale. La grande roche magnétique et électrique de surface semble un peu pondre, pour le moment, à la présence de nombreuses couches minces de graphite; et, en dernier, en présence de gaz carbonique et d'eau, se comporte comme une « géobatterie ».

Les forages de la croûte continentale en France, dans le cadre du programme Géologie profonde de la France (GPF), sont plus modestes et thématiques. Il y a aussi divers projets de forages au Canada, en Islande, à Chypre, au Japon, etc.

Comme nous l'a souligné Charles Mégnien (du Bureau des recherches géologiques et minières), promoteur et directeur du programme du GPF, organisateur d'un colloque réuni récemment à Paris, ce dernier a vu un consensus se dégager parmi les scientifiques. Les grands forages de la croûte continentale coûtent très cher. L'envisager de monter des programmes interna-

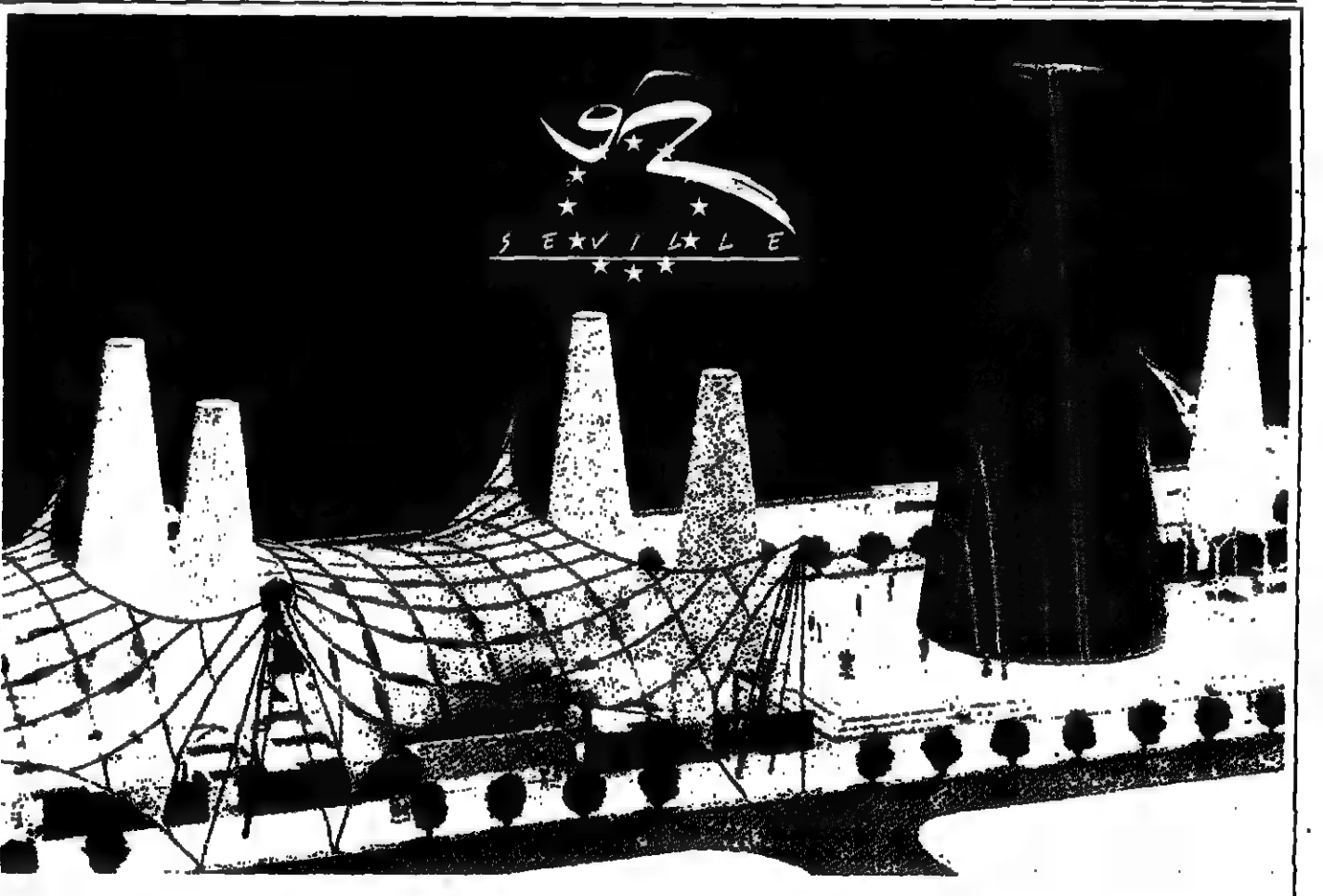
tionaux. Mais pour arriver à mettre sur pied de tels programmes, il faut partir du début, c'est-à-dire discuter ensemble les choix de définition des thèmes, les participants se sentent responsables des projets pour lesquels ils mettront en commun leur argent, leurs techniques, leurs spécialistes, leurs expériences.

Ce qui n'empêchera pas, évidemment, les pays qui le peuvent à bien leur programme, limités et pas trop chers, de forages (ne dépassant pas la profondeur de 1 000 mètres, en général).

Au printemps 1993, l'Allemagne et la France organiseront un nouvel Institut des sciences de la Terre, qui viendra d'ouvrir à Potsdam, une conférence sur le but de définir les « cibles » de grands projets internationaux de forages de la croûte continentale.

YVONNE REBEYROL

- (1) Le manteau est la couche de la Terre qui se situe entre la croûte (continentale ou océanique) et le noyau. Il est épais de 2 900 kilomètres.
- (2) La croûte continentale, épaisse en moyenne d'une trentaine de kilomètres, est faite essentiellement de roches de type granitique. Sa densité moyenne est de 2,6. La croûte océanique, épaisse en moyenne de 10 kilomètres, est faite essentiellement de roches de type basaltique. Sa densité est de 2,8.



Les Caisses d'Epargne d'Europe Partenaires Officiels du Pavillon de la Communauté Européenne. Expo 1992 - Séville

Découvrez à l'intérieur du Pavillon de la Communauté Européenne sponsorisé par les Caisses d'Epargne d'Europe. Cette coopération à laquelle participe l'Union Européenne d'Epargne active depuis plusieurs années. Les Caisses d'Epargne d'Europe ont une volonté d'agir pour offrir à leurs clients - à vous-même - des services bancaires à la dimension de l'Europe d'aujourd'hui.

Pensez, voyagez, investissez Européen.
Votre Caisse d'Epargne vous propose aujourd'hui une gamme de services bancaires internationaux.

Vous y avez tous les services indispensables pour faciliter vos déplacements dans le monde entier : Carte Internationale, Carte Premier, Service de Change (devises et travailleurs), le Contrat Europ Assurance qui vous conviendra le mieux.

Vous souhaitez effectuer des opérations sur l'étranger ? Votre Caisse d'Epargne vous aide à transférer vos fonds, à réceptionner ceux que vous attendez ; vous pouvez régler vos dépenses en francs français ou en devises, encaisser des chèques en provenance de l'étranger... et si vos opérations en devises sont fréquentes, vous préférerez sans doute ouvrir un compte à vue en devises.



Vous cherchez des placements intéressants et nouveaux ? Investissez dans les SICAV en Ecu (Euri-Cash, Euri-Rent) ou dans le plus grand fonds financier européen, celui des Caisses d'Epargne d'Europe.

Retirez votre carte Caisse d'Epargne vous pouvez retirer des espèces dans les distributeurs automatiques de monnaie des Caisses d'Epargne d'Europe.

Vous êtes chef d'entreprise ?
La Caisse d'Epargne vous aide maintenant à développer votre entreprise d'import-export directement ou avec ses spécialistes. Vous pourrez régler vos contrats internationaux, vous assurer contre les risques commerciaux (couvertures risque de change, garanties bancaires, crédits...), Renseignez-vous.

Avec l'Exposition Universelle de Séville du 13 avril au 12 octobre découvrez le Partenariat des Caisses d'Epargne d'Europe. Découvrez aussi tous les services internationaux que vous propose votre Caisse d'Epargne.

CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

ÉCONOMIE

BILLET

Morale et Sécurité sociale

La décision du Conseil d'Etat jugeant excessif le calcul de la cotisation payée en 1988 par les entreprises au titre des accidents du travail (le Monde daté 19-20 avril) devrait introduire davantage de cohérence dans les comptes de la Sécurité sociale. Et, peut-être, engendrer une certaine moralisation.

Ces dernières années, les pouvoirs publics avaient trouvé un moyen très pratique pour équilibrer l'assurance-maladie. En jouant sur les majorations dissuasives à couvrir les dépenses liées aux accidents de travail, à la gestion administrative ou à la solidarité avec les régimes défectueux, ils gonflaient artificiellement les résultats de la branche des accidents du travail dont les excédents (3,5 milliards en 1988, 3,2 milliards en 1989, 2,1 milliards en 1990) n'avaient rien... d'accidentels. Une pratique que le Conseil d'Etat, saisi par l'Union des industries métallurgiques et minières, a jugé irrégulière pour l'année 1988. Le 22 avril, l'UIMM demandera à la Commission nationale de remboursement du trop-perçu, évalué à 1,6 milliard de francs. En attendant que ses autres recours soient examinés...

Pour sa part, le ministre des affaires sociales affirme avoir déjà réglé son mea culpa en appliquant les recommandations du rapport Bougen qui, dès 1987, recommandait des règles de calcul plus objectives. Les excédents ont baissé (800 millions de francs en 1991 et 715 millions en 1992) et, cette année, la ministre a transféré sur la cotisation d'assurance-maladie une partie de la contribution due pour les accidents du travail, grappillant au passage 0,5 milliard de francs.

Est-il n'est pas acquis que ne s'agit pas d'une simple manœuvre juridique entraînant une baisse des charges patronales, il devrait en résulter aller dans le sens d'une plus grande sécurité des cotisations. D'ailleurs, les excédents considérables (25 milliards de francs en 1989 et 1990) - et tout aussi artificiels - accumulés sur les assurances familiales pourraient être examinés.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'Uruguay Round est au plus mal. M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, l'a dit mercredi 15 avril, à sa manière, en faisant évoquer par son porte-parole la réunion qu'il aura, mercredi 22 avril à Washington, avec les côtés de M. Annibal Silva, premier ministre portugais et président en exercice du conseil des ministres européen, avec le président George Bush et M. James Baker : « Elle ne doit pas susciter trop d'attente... Rien ne nous permet de dire que les points de vue se soient rapprochés ».

BRUXELLES (Communauté européenne) de notre correspondant

A Bruxelles, au vu de l'état de la négociation, on s'attend à un échec du sommet États-Unis-CEE. Si cette prévision pessimiste est confirmée, il faudra alors rédiger l'acte de décès de l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales engagées dans le cadre du GATT en 1986, ou, au moins, celui de la récente phase des pourparlers, qui a débuté en 1990 lorsque M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, a présenté un projet de compromis global. Il en avait fixé l'échéance, à titre indicatif, au 15

puis à la fin avril. L'essentiel de la tâche de MM. Bush et Delors pourrait être, en vérité, de trouver un habillage pour tenter d'atténuer la portée négative de cet échec, pour éviter qu'il ne compromette l'activité. Quelques jours plus tard, le même constat d'échec pourrait être aussi dressé à Genève, où l'on prévoit une réunion des négociations commerciales, la plus importante des instances de l'Uruguay Round, qui rassemble l'ensemble des parties prenantes dans l'entreprise. Compte tenu du climat qui règne à Genève, il y a tout lieu de croire que la principale responsabilité de cette faillite imputée à la Communauté.

La dernière tentative euro-américaine à déboucher les pourparlers, le 14 avril à Londres au niveau des hauts fonctionnaires, a échoué. « Il n'y a pas eu de progrès, on a fait un pas, dans ces conditions, ce ne sera pas facile pour M. Delors d'avoir une conversation substantielle avec le président Bush », commentait le lendemain un des principaux négociateurs de la CEE.

En ce qui concerne l'agriculture, toujours au centre du conflit, le principal obstacle a trait aux exportations subventionnées. Les États-Unis s'en tiennent strictement à la formule préconisée dans le projet Dunkel : la Communauté devra réduire de 36 % en cinq ans le montant des crédits qu'elle accorde pour vendre aux pays tiers et, surtout, lui faudra s'engager à réduire de

Le sommet CEE-Etats-Unis

MM. Bush et Delors s'efforceront d'éviter le blocage de l'Uruguay Round

24 % le volume de ses exportations subventionnées. C'est cette dernière disposition qu'ont toujours fermement refusée une majorité d'États membres, dont, bien sûr, la France. Cependant, à Londres, lors de la tentative avortée, les négociateurs de la Commission, s'écartant ainsi du mandat de leur mandat, avaient envisagé la possibilité d'un engagement en volume portant non pas sur 24 %, mais sur 15 % des exportations subventionnées. Les Américains n'ont pas voulu s'arrêter sur cette offre.

« Attérissement en douceur »

L'annonce d'un engagement complet en matière de libéralisation des échanges de services. Mettre en exception 75 % de ces échanges, notamment les services de télécommunications, le réclament États-Unis, inadmissible, ont fait valoir les Européens. Les Américains ont tenté leur attitude sur l'offre d'autres parties contractantes, notamment de pays du tiers-monde. Ils laissent entendre qu'ils pourraient revoir leur position. Mais la Communauté, qui a toujours insisté sur le caractère global de la négociation, ne peut accepter la moindre forme de gentillesse. Par ailleurs, à Genève, les négociations sur l'accès aux marchés des services ont été particulièrement difficiles. Les États-Unis ont proposé de réduire de 36 % le montant des crédits qu'elle accorde pour vendre aux pays tiers et, surtout, lui faudra s'engager à réduire de

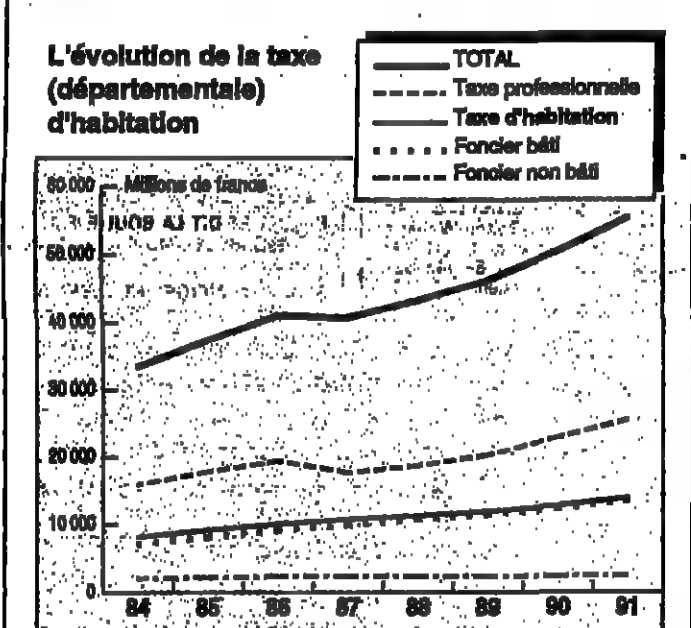
MM. Bush d'une part, MM. Cavaço Silva et Delors d'autre part, s'efforceront-ils de limiter la gravité de leurs désaccords ? On peut penser a priori qu'aucun d'eux n'a intérêt à jeter de l'huile sur le feu. Pourquoi ne pas imaginer un report de la négociation à la fin de l'année, après les élections présidentielles américaines ? Ou bien, comme on en parle à Genève, un « attérissement en douceur » selon lequel les pays participants s'entendraient pour préserver les acquis de six ans de négociations, renvoyant les dossiers les plus sensibles à des jours meilleurs. On peut se demander de surcroît qu'à la fin de l'année la réforme de la politique agricole commune (PAC) aura-t-elle été adoptée, qui devrait rendre plus vivable l'union. A condition, bien sûr, que les États membres qui voulaient conclure le GATT avant de nouer le débat sur la réforme acceptent d'inverser l'ordre des facteurs.

S'exprimant récemment à Bruxelles devant la Commission des relations économiques extérieures du Parlement européen, M. Dunkel avait donné l'impression de ne pas écarter une telle issue : « Les débats sont aussi des pièges, ils créent le sentiment que quelque chose va se passer si l'effort est continué, mais survient pas, le moral tombe ». En admettant que l'administration américaine se prête à un tel jeu, il restera à vérifier si elle a la volonté et le pouvoir de calmer les différents conflits commerciaux.

qui ont surgi ces dernières semaines, en accompagnement des négociations de l'Uruguay Round. Parmi ceux-ci, l'affaire du panel « soja » peut paraître la plus grave : les États-Unis disposent d'un arbitrage du GATT en leur faveur et peuvent être tentés de pousser plus loin cet avantage. Les négociateurs de la Commission semblent croire que s'ils préfèrent plutôt rechercher une solution à l'amiable avec la CEE. Il y a une semaine, les sidérurgistes américains ont proposé des protocoles anti-dumping et anti-subsidventions aux exportateurs communautaires de barres et de poutrelles (dont Usinor-Sacilor et Ascometal), laissant craindre la reprise d'une guerre de l'acier. La Commission a déploré cette nouvelle offensive intervenant après que les États-Unis aient interrompu, un peu rapidement à son avis, les négociations en vue d'un arrangement multilatéral sur le commerce des produits sidérurgiques.

D'autre part, les autorités de Washington n'ont toujours pas trouvé l'accord récemment conclu à Bruxelles, concernant le plafonnement des subventions à Airbus ainsi que celui des aides indirectes accordées, par le truchement de contrats de recherche, aux entreprises américaines (le Monde du 3 avril). Faut-il qu'un rôle de super-négociateur, c'est apparemment celui de pompiers qui attend M. Delors à Washington.

PHILIPPE LEMAITRE



La taxe d'habitation (qui est l'un des quatre impôts directs perçus par les collectivités locales) alimente à la fois les caisses des communes, celles des départements et celles des régions. C'est seulement la part départementale (13,8 milliards de francs de ressources en 1991) qui doit faire l'objet en 1992 d'un nouveau mode de calcul - en prenant pour base les revenus des personnes et non plus la valeur du logement - sauf si le gouvernement de M. Bérégovoy, qui n'est pas favorable à ce changement, revient sur la loi votée en 1991 à l'initiative des députés socialistes.

Les taux votés l'an dernier par les conseils généraux sont très différents selon les départements : 3,64 % dans le Rhône, 7,94 % dans la Somme et 8,20 % en Corse-du-Sud.

Selon un rapport du Plan

La France est l'un des pays les plus ouverts à l'investissement étranger

Perçue comme un espace fermé à l'extérieur, au climat difficile, à l'administration tatillonne, la France est, de tous les grands pays industrialisés, le plus ouvert aux implantations étrangères. Le Commissariat du Plan dans un rapport sur les investissements internationaux publié mardi 21 avril.

Déjà, en 1988, les entreprises industrielles étrangères représentaient 28 % du chiffre d'affaires national et 21 % de l'emploi manufacturier, contre 16 % dans l'ex-RFA, 12 % aux États-Unis, 21 % au Royaume-Uni, 10 % au Japon.

Ce phénomène ancien - la France, dès les années 50, était l'un des pays les plus ouverts aux investissements étrangers par les sociétés américaines - Europe, rappelle les chiffres du rapport - n'a souffert que de faibles inflexions.

Les pouvoirs publics n'ont fina-

lement exercé que ponctuellement et très symboliquement leur veto, estime le Plan. Et les discours officiels ont protégé l'industrie nationale d'une éventuelle colonisation étrangère n'ont remis en cause une tendance générale à l'ouverture. Celle-ci a été renforcée à partir de 1985 par l'allègement progressif des dispositifs de contrôle, dotant l'Hexagone d'un cadre réglementaire parmi les plus libéraux d'Europe.

Le groupe de travail à l'origine du rapport prononce clairement en faveur de l'ouverture, tout en reconnaissant les risques de conditions trop conciliantes faites à l'investissement étranger : implantation d'usines-tournevis, non-réciprocité handicapant les entreprises françaises par rapport à leurs concurrentes étrangères qui bénéficient de marchés intérieurs protégés, perte d'indépendance du tissu industriel de base que représentent la PME.

« La politique d'accueil, qui a été mise en place de manière de plus en plus accentuée par les pouvoirs publics depuis 1980, constitue d'ailleurs un corollaire juridique et économique de la formation d'une culture unique », notent les auteurs.

L'Hexagone doit savoir mieux profiter de son attractivité, conclut le Plan. La France a beaucoup d'investissements étrangers, mais ces flux restent inférieurs aux investissements français à l'étranger, ce déséquilibre étant source d'appauvrissement. L'ouverture aux investissements étrangers doit être encouragée puisqu'elle permet, au même titre que l'investissement national, et sous réserve de maîtrise (le rapport reconnaît le caractère particulier de l'automobile), de maximiser la croissance et l'emploi sur le territoire.

Propriété des frères Reichmann

Le groupe immobilier canadien Olympia and York tente de renégocier de très lourdes dettes

Le plus grand promoteur immobilier du monde, Olympia and York Developments, propriété privée des frères Reichmann, de Toronto au Canada, connaît depuis un mois de graves difficultés, dues à un endettement très lourd, aggravé par le déclin du marché immobilier mondial. L'origine de ces difficultés se situe à Londres, où le groupe est fortement impliqué dans l'ambitieux projet de Canary Wharf, sur les docks.

MONTREAL de notre correspondant

Quand le plus gros promoteur immobilier privé de la planète se retrouve à court de liquidités, la centaine d'institutions financières auxquelles il doit 14,3 milliards de dollars canadiens (près de 68 milliards de francs) met en branle une opération de restructuration de dettes dont l'ampleur fera date. Sous l'œil inquiet des trois banques centrales les plus directement concernées : la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale de New-York.

Le holding canadien Olympia and York Developments, contrôlé par les frères Reichmann de Toronto (le Monde du 27 septembre 1989), possède plus de 4 millions de mètres carrés de bureaux de grand standing. C'est le plus gros propriétaire à New York (quatorze immeubles, dont le World Financial Center) et à Londres (dix-neuf immeubles) et le promoteur du plus complexe immobilier d'Europe : Canary Wharf, sur les docks.

La crise dans laquelle se débat O and Y a commencé il y a un mois et le signe le plus inquiétant est la perte de la confiance du marché immobilier mondial. Et l'originalité

Le pari londonien

financier leur pari londonien, les Reichmann, la réputation d'intégrité et d'habileté est précieuse dans le milieu immobilier, ont renoncé à leur prudente habitude de ne jamais hypothéquer leurs immeubles, mais de la moitié de leur valeur. En février dernier, une agence canadienne de notation de crédits sonnait soudain l'alarme en déclarant certains effets de commerce à court terme d'O and Y. D'où une crise de confiance, qui contraignait O and Y à retirer le mois suivant la totalité de ses 800 millions de dollars d'effets en circulation et à surseoir au paiement des intérêts sur certaines de ses obligations.

C'est pourtant encore sur Canary Wharf que parle Paul Reichmann, le grand stratège de la famille, pour éviter les dépôts de bilan en série. Aux quelque trois cents banquiers et avocats américains, européens et asiatiques venus représenter ses créanciers à Toronto, le 13 avril, O and Y a demandé 300 millions de dollars commencent de nouveaux prêts, dont 110 millions de dollars (100 millions de livres) pour éviter l'interruption des travaux en cours à

London. Tous les investisseurs ont d'autre part été priés d'accorder des délais de paiement sur les sommes qui leur sont dues, jusqu'à ce que la crise de liquidités soit réglée. Mais seulement le tiers des 14,3 milliards de dollars de dettes a été mis sur la table pour mettre tous les actifs du groupe dans un seul panier de garanties à offrir aux prêteurs. O and Y estime en effet que presque toutes ses propriétés nord-américaines (sur lesquelles les Reichmann ont d'abord bâti leur fortune) sont adéquatement financées et entendent les tenir à l'abri du processus de restructuration de sa dette. A son avis, les négociations doivent avoir lieu pays par pays et être étalées entre une douzaine de groupes de prêteurs, selon le complexe immobilier.

Ce plan financier a largement perçu l'œuvre de Paul Reichmann et certains analystes y lisent une volonté de diviser les banquiers pour mieux leur imposer sa solution. Thomas Johnson, ex-président de Manufacturers Hanover Trust, une des banques américaines imposées fin mars par les Reichmann, a qualifié l'opération de restructuration, d'ailleurs brutalement démissionnée la veille de l'annonce du plan, moins de 24 heures après avoir été nommé président d'O and Y.

Les Reichmann ont révisé qu'en un an la dégringolade des marchés immobiliers avait ramené la valeur nette d'O and Y de 8,1 milliards de dollars à 5,5 milliards de dollars. En somme, ils réclament hardiment un nouvel acte de foi de la part de leurs prêteurs, dont la capacité de refuser une proportionnelle au montant de leurs créances. Comme le leur a cyniquement dit le porte-parole d'O and Y : « L'entreprise vaut ce qu'elle est ».

CATHERINE LECONTE

une offre exclusive

NEUBAUER

Du jamais vu dans l'automobile !

Commandez votre PEUGEOT avant le 30 avril 1992

TOUT VOTRE ENTRETIEN

(révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre)

est GRATUIT pendant 3 ans !*

NEUBAUER

*Offre valable pour toute commande au tarif PEUGEOT du 31 déc. 1991 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km, à l'exception du cas des particuliers, selon contrat S.E.P.S., non cumulable avec d'autres promotions NEUBAUER.

4, rue de Châteaubault 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 28, bd. des Buttes-aux-Cailles 75008 PARIS ☎42.93.58.82

8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.95.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎49.33.60.88

ÉCONOMIE

FINANCES

Echappant aux conséquences de la chute de la Bourse de Tokyo

Wall Street marque une pause après son envolée des derniers jours

Après dix séances de hausse consécutives - et trois records historiques - le marché de New-York soufflé un peu. Le 20 avril, l'indice Dow Jones a cédé 30,19 points, à 3336,31. Ce recul s'est effectué sous l'effet des prises de bénéfices, négligeant toutefois le nouveau recul du marché japonais amorcé le même jour et qui s'est poursuivi le lendemain. Mais la reprise économique, si elle était trop forte, ferait craindre une remontée des taux d'intérêt.

NEW-YORK

Le correspondant

Wall Street a un peu mangé son pain. Maintenant, il va falloir faire un peu de régime avant de repartir à la hausse. Le seul danger est que Tokyo continue à dégringoler. Et que les investisseurs nippons se mettent à vendre beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Et si n'importe quel prix. Pour ce fâcheux du New York Stock Exchange, l'envolée de ces derniers jours - qui a permis à l'indice de gagner près de 6 % en l'espace de six séances, avant de clôturer à un nouveau niveau record de 3336,30 points le 16 avril - était la conséquence directe des excellents résultats annoncés par un nombre d'entreprises américaines au titre du premier trimestre 1992 (et

non pas du trimestre 1991 comme indiqué par erreur dans notre édition datée 19-20 avril).

La Bourse américaine a-t-elle encore une marge de hausse importante? Oui, affirment la plupart des analystes. Dans sa dernière livraison, le magazine *Barron's* n'hésite pas à placer la barre plus haut, quasiment hors de vue, en escomptant pour l'indice Dow Jones un niveau de 5 500-6 500 à l'horizon de l'an 2000. Pour étayer cette hypothèse, l'hebdomadaire financier, traditionnellement haussier, se livre à un exercice de style à partir de la période du Dow Jones durant cinq périodes de vingt ans, à savoir au début des années 30, et en prenant en compte les fluctuations du rapport cours/bénéfice des actions (le fameux « price earning ratio ») pour aboutir à un niveau de 5 123 points très exactement en l'an 2000. Sans la moindre considération à l'égard des mécréants, l'auteur de l'article avertit « tout investisseur prévoyant se plonger la tête dans le sable et ignorer les leçons historiques des marchés boursiers » qu'il s'expose « probablement à de lourdes pertes ».

Scénario d'un monde « moule »

Ce qui importe maintenant aux boursiers américains, c'est la durée et l'ampleur de la reprise économique. Lors d'une récente intervention devant la commission budgétaire du Congrès, M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, avait pris sur lui d'annoncer un taux de croissance du produit intérieur brut

(qui devra être confirmé) de 2 % pour le premier trimestre 1992. La veille, l'un de ses collègues de la Fed, le gouverneur John Lawrie, avait baissé de 1 % le taux de croissance trimestriel de l'économie américaine que devait ultérieurement confirmer son président, en ajoutant que sa tâche était double par rapport à ses prévisions des dernières semaines, une nette amélioration ainsi il voyait l'origine des ventes plus importantes que prévu en matière d'automobiles, de ventes en détail et des mises en chantier. Sur ces bases, M. Lawrie estimait que le PIB américain devrait croître de 2,5 % à 3 % cette année, alors qu'il ne tablait précédemment que sur un taux de 2 % pour l'année en cours.

Pour les spondanés de la politique économique américaine, auxquels on doit l'essentiel de l'amélioration constatée (faute d'avoir permis à l'administration et au Congrès, respectivement dans un déficit passé de 400 à 40 milliards de dollars en dix ans, d'appliquer l'impôt budgétaire), le scénario d'un monde « moule » pendant plusieurs années, tant que les entreprises n'auront pas effectué tous les licenciements nécessaires, que la reprise ne se sera pas suffisamment fortifiée pour absorber les 1,8 million de demandeurs d'emploi créés par la récession. « Une croissance supérieure de 4 % ou 5 % par an serait un danger »,

estime toutefois M. Lawrie, car elle entraînerait des tensions inflationnistes « significatives ».

Mais le principal danger vient sans doute d'ailleurs, du Japon, où les marchés, en baisse de 30 % depuis octobre 1991 (après avoir chuté de 40 % en 1990), continuent à être fortement secoués ainsi qu'en témoigne le nouveau repli de la Bourse de Tokyo en début de semaine. Durant son intervention devant le Congrès, M. Greenspan s'est voulu rassurant. « A mon avis, l'impact pour les États-Unis devrait être limité », a-t-il assuré, admettant que les Japonais aient certes procédé à des ajustements de leurs actifs mais sans que cela entraîne de graves conséquences pour les marchés américains. De fait, les investisseurs nippons - qui traditionnellement souscrivaient environ 30 % des émissions de bons du Trésor américain - ont cessé de le faire. M. Greenspan a indiqué qu'il voyait dans l'effondrement de la Bourse de Tokyo un effet mineur de « séisme » obligeant les firmes japonaises à emprunter plus cher l'argent que ne leur fournit plus le marché boursier et donc, il pense, une compétitivité amoindrie des entreprises japonaises sur la scène internationale. Sans préciser s'il fallait regretter ou se réjouir de cette nouvelle donne.

SERGE MARTI

SOCIAL

Contre l'exclusion et le racisme

Une manifestation du 1^{er} mai à la frontière franco-belge

Les dirigeants des organisations syndicales françaises CFDT, FEN, FGAF-Antonomes, UNEF-ID, ainsi que ceux de syndicats belges, anglais, allemands, polonais et hongrois ont annoncé, jeudi 18 avril, qu'ils participeront, le 1^{er} mai, à une grande manifestation « de lutte contre l'exclusion sociale et le racisme » qui se tiendra à Halain (Nord) sur la frontière franco-belge. Les représentants généraux de différentes confédérations interviendront lors d'une table ronde.

Les syndicats français se sont regroupés autour d'un appel lancé à l'échelon communautaire par la Commission européenne des syndicats (CES). Dans une déclaration commune, ils appellent à faire du 1^{er} mai une journée unitaire pour « faire face à la menace du chômage, du racisme, de la xénophobie, des discriminations, de la haine, d'écarts sociaux et faire front contre les dangers que ces dérives représentent en termes de régression sociale et de recul de la démocratie ».

EN BREF

Le code de la fonction publique, annoncé, mercredi 17 avril, par le service télématique de la direction générale - « 3616 code fonctionnaires », - est en septembre 1991, permet désormais de savoir sur la politique de localisation en province des organismes publics. La rubrique « Bourse d'emplois », mise à jour régulièrement, comporte en outre la liste des services qui seront « affectés » ainsi que la description des missions liées à l'accompagnement. Chaque fonctionnaire pourra l'utiliser afin de solliciter le statut de son indemnisation et trouver d'autres renseignements pratiques.

Six firmes, dont France Telecom, intéressées par la Compagnie nationale des télécommunications de Panama. - Six entreprises françaises, portugaises et nord-améri-

caines seraient intéressées par la Compagnie nationale des télécommunications de Panama (Intel), après avoir appris dimanche 19 avril de source officielle. Les Américains Bell Atlantic, Cable and Wireless, South Western Bell et GTE, France Telecom et le portugais Marconi ont exprimé leur intérêt à acheter Intel, selon un document du contrôleur des finances de la République. 50 % du capital d'Intel serait vendu au mieux-disant, selon le plan de privatisation du gouvernement du président Guillermo Endara. Intel a perdu des vingt-deux entreprises dont la privatisation avait été annoncée il y a vingt-six mois, lorsque le gouvernement avait lancé un plan de libéralisation de l'économie.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

elf gabon

Le Conseil d'Administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 16 avril 1992 et a adopté les comptes de l'exercice 1991.

Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 20 949 millions de francs CFA, au lieu de 21 658 millions de francs CFA en 1990. Cette légère diminution est la conséquence de la baisse des prix des bruts, qui n'a été que partiellement compensée par l'augmentation de la part d'huile revenant à Elf Gabon.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui sera convoquée le 11 juin 1992 au Gabon de distribuer un dividende net égal à 2 800 francs CFA par action au titre de l'exercice 1991, contre 2 700 francs CFA par action au titre de l'exercice 1990.

22,3 %
DES CADRES
SUPÉRIEURS
(594 000)
lisent
le Monde.
Le Monde est
la première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 91)

Banque Fédérative
Crédit Mutuel

BILAN 1991

Le Conseil de surveillance de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, réuni le 26 mars 1992 sous la présidence de M. Etienne Pflimlin, a arrêté les comptes de l'exercice 1991, présentés par M. Michel Lucas, président du Conseil.

Le bilan a progressé de 51 % pour atteindre 101,9 milliards de francs au 31 décembre 1991.

Les ressources de la clientèle (hors CDN) ont augmenté de 6,3 % et les crédits de 10,3 %.

Le produit net bancaire s'est établi à 1 177 millions de francs et le résultat net à 464 millions de francs, contre 290 millions l'an passé, soit en progression de 60 %.

Le résultat net du Groupe Alcan, Lorraine et Franche-Comté (Caisses Locales et Banques Fédérales) ressort à 1 111 millions de francs, soit en progression de 27 % par rapport à 1990.

Après affectation des résultats, les fonds propres de la BFCM dépasseront 2,5 milliards de francs et ceux du Groupe Alcan 9,1 milliards de francs au 31 décembre 1991.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DES ACTIONS ET DES BONS DE SOUSCRIPTION
DATAID PAR AT&T INTERNATIONAL

Actionnaires de DATAID vous avez jusqu'au 24 avril 1992 inclus pour répondre à l'offre proposée par AT&T INTERNATIONAL

Prix d'offre: F 367 par action, ce qui représente une prime de 144 N sur la moyenne des cours de l'action des 12 mois précédant la date de dépôt de l'OPA; F 109 par bon de souscription.

- L'OPA porte sur la totalité des actions et des bons de souscription DATAID en circulation à la date d'ouverture de l'offre, le 25 mars 1992.

- AT&T INTERNATIONAL se réserve le droit de modifier l'offre si moins de 1 182 057 actions et actions potentielles sont apportées à l'offre, soit environ 80 % du capital de DATAID en cas d'exercice de la totalité des bons en circulation.

- M. Pierre BENHAMOU, principal actionnaire et Président-Directeur Général de DATAID, s'est engagé à apporter à l'offre 664 514 actions, soit 51,36 % du capital, et 56 202 bons de souscription.

- A l'avenir, les profits de DATAID seront destinés à financer les investissements plutôt qu'à être distribués sous forme de dividendes.

- AT&T INTERNATIONAL ne souhaite pas le maintien de l'action DATAID à la cote du Second Marché et a l'intention d'en demander la radiation en cas de succès de l'OPA, si les conditions nécessaires sont réunies.

Cette offre est valable jusqu'au 24 avril 1992 inclus

Elle a été approuvée à l'unanimité par le Conseil d'Administration de DATAID.

Donnez dès à présent l'instruction d'apport de vos titres à l'Offre à votre Banque ou à votre intermédiaire financier.

Une note d'information (visa COB n°92-093 du 6 mars 1992) peut être obtenue gratuitement auprès de votre banque ou de votre intermédiaire financier ainsi qu'auprès de la BANQUE NATIONALE DE PARIS-DAFPI - Secrétariat Financier, 111 boulevard de la République - 75009 Paris.



126 000 LECTEURS du Monde
exercent une PROFESSION LIBÉRALE.
Le Monde est leur premier titre d'information.
(IPSOS 91)

SOVABAIL

Le conseil d'administration de SOVABAIL, réuni le 16 avril 1992, a pris en considération l'offre publique d'achat amicale présentée par la société AFFINE, qui a permis à cette dernière d'acquiescer plus de 61 % des actions de la société.

Prenant acte des démissions d'administrateurs et des censeurs intervenues à l'issue de l'OPA, il a coopté six nouveaux administrateurs, dont la composition est la suivante: Daniel ATTARD, Maryse AULAGNON, Bernard-Raphaël LEFEVRE, Jean NASSAU, Gustave RAMBAUD, André WORMSER. AFFINE représentée par Bérengère GUY, Assurances Générales de France-Vie représentée par Jean-Claude WAGNER, Crédit Mutuel représentée par Fabrice FAGES.

Le conseil ainsi composé a confirmé M. Gérard ATTARD en qualité de Président-Directeur Général et M. CREDIT FONCIER DE FRANCE en qualité de Vice-Président et désigné Mme Maryse AULAGNON en qualité de Vice-Président Directeur Général et M. Bernard-Raphaël LEFEVRE aux fonctions de Directeur Général.

Comme indiqué dans la note d'information publiée dans le cadre de l'OPA, le conseil a donné à AFFINE un mandat de gestion, dont certains aspects sont relatés ci-dessous pour lui permettre d'assurer la continuité de la gestion administrative et financière de SOVABAIL.

Le conseil a décidé de réunir l'assemblée générale des actionnaires le 27 mai 1992 à 15 heures, 19/21, rue de la Bienfaisance à Paris 8^e.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à SOVABAIL, ou à LAZARD Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann à Paris 8^e.

كتاب من الأنجل

LES FINANCIERS

PARIS

Compte rendu ■ 10 h 30

36-15

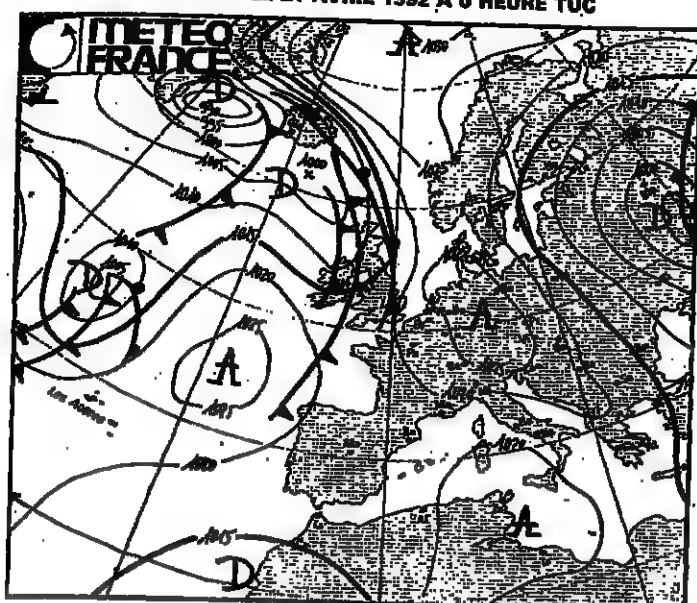
Figure 1. The effect of the concentration of the Ca^{2+} solution on the Ca^{2+} concentration in the Ca^{2+} solution.

c : coupon détaché - a : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché courant

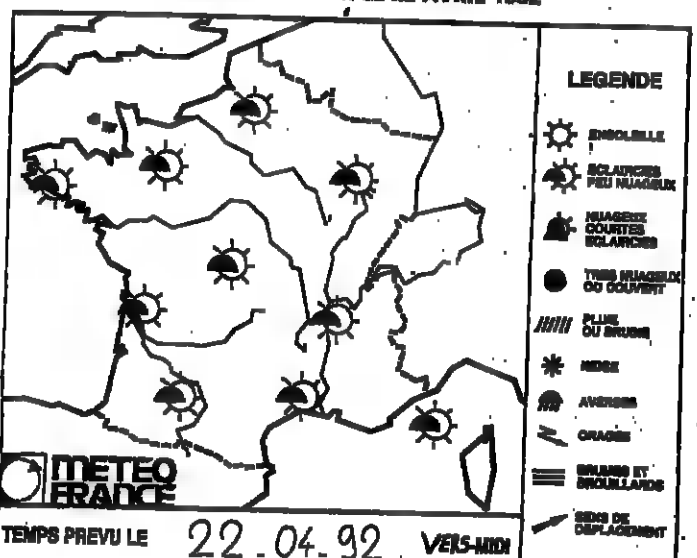


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 AVRIL 1992 À 0 HEURE TUC



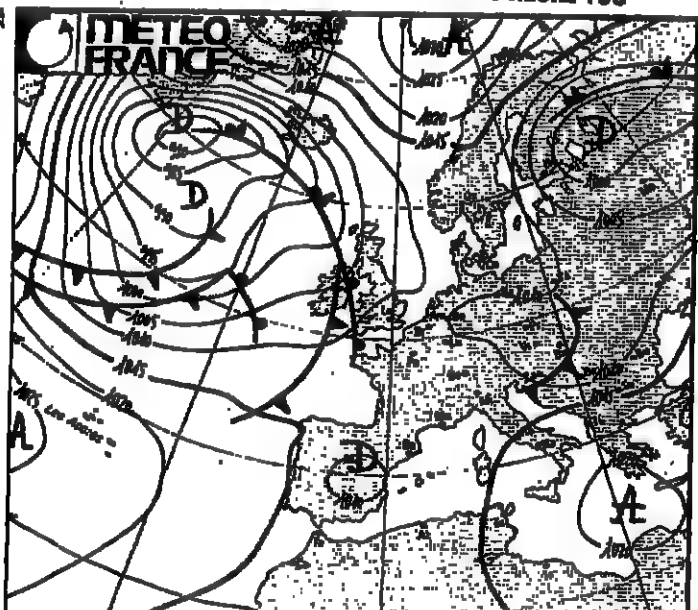
PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1992



Mercredi : temps ensoleillé. Le matin, les nuages seront nombreux des Pyrénées au Massif Central, jusqu'au Massif de la Corse, la mer fera de belles appertitions. Ailleurs, le soleil sera au rendez-vous après dissipation des brumes. L'après-midi, le soleil sera bien présent sur l'ensemble du pays. Des nuages élevés voleront à l'ouest de la France. Des Pyrénées aux Alpes, des nuages nombreux troubleront le bleu du ciel. Les vents seront faibles d'ouest à sud-ouest.

Les précipitations minimales avoisineront 4 à 7 mm au général jusqu'à 11 à 12 mm sur le Sud-Est et en Corse. L'après-midi, le thermomètre indiquera 15 à 18 degrés au nord et 20 à 25 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AVRIL 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé le 21-4-92

FRANCE				TOULOUSE				22	6	D	LUXEMBOURG				13	2	D			
ALGER				23	1	D	TOURS				19	4	D	MADRID				20	6	D
BARCELONE				23	1	D	MONT-ATPHE				22	N	MARRAKECH				20	18	C	
BORDEAUX				18	4	D	ETRANGER						MEXICO				27	9	N	
BRESE				18	4	D	ALGER				20	7	D	MILAN				16	6	C
CAEN				19	6	D	AMSTERDAM				12	4	M	MONTREAL				11	4	C
CHATELAIN				19	4	N	ATHENES				17	9	D	MOSCOW				25	11	C
CHATELAIN				19	4	N	BANGKOK				18	2	D	NARBONNE				26	24	N
DJON				16	3	D	BARCELONE				11	1	D	NEW DELHI				24	12	C
GENOBLA				22	3	D	BERGDADE				16	3	D	NEW-YORK				16	6	C
LILLE				14	4	N	BERLIN				10	1	D	OSLO				9	4	D
LIMOGES				19	9	D	BRUXELLES				13	3	D	PALMA-DE-MAJ				20	3	D
LYON				18	8	D	COPENHAGUE				9	2	D	PEKIN				13	3	D
MAIRIE				18	8	D	DAKAR				23	13	D	RIO-DE-JANEIRO				21	9	D
NANCY				18	1	N	DIERBA				23	10	D	ROME				21	9	D
NANTES				18	6	D	GENOBLA				18	2	D	SINGAPOUR				21	9	D
NICE				18	4	C	HONGKONG				22	22	P	STOCKHOLM				9	2	N
PARIS-MONTS				18	8	D	ISTANBUL				13	7	D	SYDNEY				26	17	N
PAU				18	9	C	JERUSALEM				34	6	D	TOKYO				20	12	D
PERPIGNAN				22	8	D	LONDRES				21	11	N	TORONTO				21	12	D
RENNES				19	9	D	MONT-ATPHE				22	14	D	VARSOVIE				9	1	N
ST-ETIENNE				19	9	D	MONT-ATPHE				22	11	N	VENISE				17	9	D
ST-LOUIS				14	1	D	LOS ANGELES				26	11	N	VIENTIANE				12	3	D
A	B	C	D	N	O	P	T	+												
voisin	l'homme	celui qui vient	celui qui dégage	celui qui nuage	usage	pluie	temple	neige												

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le Monde ARTS et SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Emboscades

Le porte de l'Assemblée nationale, place du Bourbon, un reporter de sa caméra quitta les victimes pour l'émission « Double Jeu », Antenne 2.

Survient Raymond. L'embuscade se précipite : « Dis-moi, parviens-tu à l'Assemblée nationale, c'est plus facile ? » Stupeur du député du Rhône, qui semble surtout inquiet par le tutoiement, se parvient tout de même à s'engouffrer dans le bâtiment. Il n'est pas pour rien que l'homme à la caméra l'appelle Raymond, c'est sûr, car il tutoie pas la « On ne se tutoie pas, on ne se tutoie pas, on ne se tutoie pas », réplique dignement l'interpellé.

Un autre premier ministre montre légèrement plus coopératif. A la même interpellation, Jacques Chaban-Delmas, baissant la tête, depuis qu'il a été épousé, la question ne le laisse plus. S'ensuivent, alors que la voiture s'éloigne, quelques joyeusetés que l'on ne se risque pas à retranscrire dans les colonnes d'un journal de référence, car pour ne pas avoir l'impression que l'esprit, le silence de la lettre.

C'est beau de voir un homme politique beaucoup sur le compte des hommes politiques, car il est de même du mal à digérer le mort-cu-à. Est-ce l'audace d'interpellier ainsi, le porte de l'Assemblée nationale ? La question est agitée. L'impression d'avoir descendu une marche supplémentaire dans la descente aux enfers de la démocratie.

Quelle sera la prochaine ? Ecrasera-t-on un jour le crâne de Laurent Fabius ? Tentera-t-on d'arracher le crâne d'Alain Juppé ? Faut-il encore rappeler que les obsèques n'ont rien à voir avec la nécessaire respect, la nécessaire impertinence que l'on attende des journalistes à l'égard des hommes politiques ?

A portée de gifles, disons-nous.

Mardi 21 avril

- TF 1**
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
 - 20.50 Cinéma : Le Grand Chemin. Film français de Jean-Loup Hubert.
 - 22.48 Magazine : L'été, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Claude Chabrol (ses crimes passionnels).
 - 0.40 Journal et Météo.
 - 0.50 Documentaire : Où va la Russie ? Interview de Mikhaïl Gorbatchev.
 - 1.20 TF 1 nuit. Reportages : 140, rue de Ménilmontant (rediff.).
 - 1.45 Feuilleton : On ne vit qu'une fois.
- A 2**
- 19.59 Journal, Météo et Journal des courses.
 - 20.50 Téléfilm : Guérison fatale. Un roman de Stephen Meyer, avec Catherine Kuhlund, Nina Hagen. Un roman pour vaincre le cancer blanchâtre lancé sur le marché.
 - 22.30 Dabul : Raison de plus. Animé par Claude Sérillon. Les héros sont les héros de la série « Raison de plus », puis de « Raison de plus », puis de « Raison de plus ».
 - 23.48 1, 2, 3, Théâtre. Journal et Météo.
 - 0.05 Magazine : La 25 heures. Présenté par Jean-Pierre Perrin. Soirée nord-américaine (2 heures). Demandez-moi le livre, le livre (1989) ; A la conquête de l'Amérique, de Mark Strydom (1988) (v.o.).
- FR 3**
- 20.45 C'est mon histoire : La liberté d'aimer. d'Agnes Orléans, avec Bruno Devoldère, Catherine Deneuve.
 - 21.40 Journal et Météo.
 - 21.55 Sport : Volley. Coupe de l'Amérique : finale (résumé).
- TF 1**
- 19.39 Club Dorothée.
 - 17.00 Sport : Football. Quart de finale de la Coupe de France : Ajaccio-AS Monaco, en direct d'Ajaccio.
 - 18.20 Journal : La Route de la fortune.
 - 19.50 Tirage du Loto (à 20.45).
 - 20.00 Journal, Tapis vert et Météo.
 - 20.50 Variétés : Sacré soir. Avec José-Luis Villalonga, Michel de Grèce, Distel, Dorothée...
 - 22.50 Magazine : Mes culpes. Boum, c'est fini ?
 - 0.00 Journal et Météo.
- A 2**
- 15.15 Série : L'Équipe du Poney-Express. Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 16.20 Série : Coup de foudre.
 - 16.50 Magazine : Giga.
 - 18.30 Série : Magnum.
 - 19.25 Divertissement : La Caméra indiscrette.
 - 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Téléfilm : Mensonges d'amour. Vichy : la mémoire ou l'oubli.
 - 23.45 Magazine : Musiques au cœur.
- FR 3**
- 14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.00 Sport : Tennis. Open de Monte-Carlo 1992, en direct.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 19-20 de l'information.
 - 19.00 Un livre, un jour. Kamo, l'agence Babal, de Daniel Pennac.
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.40 Magazine : La Marche du siècle. Crimes et pardon : la douleur des victimes. Le Pardon, de Daniel Pennac, de Denis Solvay. Invité : Nathalie Schwaighofer (J'avais douze ans) ; Jean-Louis Normandin, caméraman, ancien otage au Liban ; Henri Dabau, père d'un enfant assassiné ; Tracy Chamoun, fille de Dany Chamoun, assassiné ; le général Wojciech Januszewski, Michnick, ancien leader de Solidarnosc.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.40 Sport : Volley.
- 22.00 Sport : Tennis.** Open de Monte-Carlo 1992 (résumé).
- 22.10 Téléfilm : Champ clos.** De Claude Farello, d'après le roman de Jean-Marcel, avec Micheline Presle, Inge Maykel. Deux sœurs, presque centenaire, se rencontrent.
- 23.40 Sport : Volley.** Coupe de l'Amérique : finale.
- 0.30 Musique : Mélomanut.** Symphonie n° 6, Pastorale, 2^e mouvement, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Retour vers le futur 2. Film américain de Robert Zemeckis (1989). Avec Michael J. Fox, Christopher Lloyd, Lee Thompson.
 - 22.15 Flash d'informations.
 - 22.25 Cinéma : La Gloire de mon père. Film français de Yves Robert (1990). Avec Philippe Caubère, Nathalie Roussel, Didier Pain.
 - 0.10 Cinéma : Philéas d'amour. Film français de Nelly Kaplan (1990). Avec André Aron, François Fabian, Dominique Blanc.
 - 1.10 Cinéma : After Midnight. Film américain de Ken et Jim Wheat (1989). Avec Jill Hennessy, Pamela Segall, Renny Zeig.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : La Gloire de mon père. D'Arthur Nédal, avec Ron Hayes, Jeanne Aubert. Le célèbre chien au secours d'un orphelin.
 - 22.20 Téléfilm : Le Coeur gros. De Fred Barzyk, avec Jennifer East.
 - 23.40 Documentaire : 60 minutes. Ados, confidences, d'Ion Babsan.
 - 0.30 minutes d'informations.

Mercredi 22 avril

- TF 1**
- 19.39 Club Dorothée.
 - 17.00 Sport : Football. Quart de finale de la Coupe de France : Ajaccio-AS Monaco, en direct d'Ajaccio.
 - 18.20 Journal : La Route de la fortune.
 - 19.50 Tirage du Loto (à 20.45).
 - 20.00 Journal, Tapis vert et Météo.
 - 20.50 Variétés : Sacré soir. Avec José-Luis Villalonga, Michel de Grèce, Distel, Dorothée...
 - 22.50 Magazine : Mes culpes. Boum, c'est fini ?
 - 0.00 Journal et Météo.
- A 2**
- 15.15 Série : L'Équipe du Poney-Express. Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 16.20 Série : Coup de foudre.
 - 16.50 Magazine : Giga.
 - 18.30 Série : Magnum.
 - 19.25 Divertissement : La Caméra indiscrette.
 - 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Téléfilm : Mensonges d'amour. Vichy : la mémoire ou l'oubli.
 - 23.45 Magazine : Musiques au cœur.
- FR 3**
- 14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.00 Sport : Tennis. Open de Monte-Carlo 1992, en direct.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 19-20 de l'information.
 - 19.00 Un livre, un jour. Kamo, l'agence Babal, de Daniel Pennac.
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.40 Magazine : La Marche du siècle. Crimes et pardon : la douleur des victimes. Le Pardon, de Daniel Pennac, de Denis Solvay. Invité : Nathalie Schwaighofer (J'avais douze ans) ; Jean-Louis Normandin, caméraman, ancien otage au Liban ; Henri Dabau, père d'un enfant assassiné ; Tracy Chamoun, fille de Dany Chamoun, assassiné ; le général Wojciech Januszewski, Michnick, ancien leader de Solidarnosc.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.40 Sport : Volley.
- 22.45 Coupe de l'Amérique : finale (résumé).**
- 22.50 Mercredi en France.** Programmes des télévisions régionales.
- 23.45 Coupe de l'Amérique : finale.** Musique : Mélomanut.
- CANAL PLUS**
- 15.05 Magazine : L'Œil du cyclone.
 - 15.35 Téléfilm : L'Assassin mes nuits. Amours, cris et claque.
 - 17.05 Documentaire : Dix Jérémy... ?
 - 17.55 Dia Jérôme... ?
 - 18.05 poluche.
- En clair jusqu'à 21.00**
- 18.20 Le Top.**
- 18.25 Sport : Football.** Quart de finale de la Coupe de France : Ajaccio-AS Monaco, en direct de Caen.
- 19.20 Le Journal du cinéma.**
- 19.30 Cinéma : Nous ne sommes pas des anges.** Film américain de Neil Jordan (1989).
- 21.55 Flash d'informations.**
- 23.45 Cinéma : Aux sources du Nil.** Film américain de Bob Rafelson (1989) (v.o.).
- M 6**
- 14.45 Magazine : La Tête de l'emploi.
 - 15.15 Magazine : Culture pub.
 - 15.45 Magazine : Culture rock.
 - 16.15 Musique : Flashback.
 - 16.45 Magazine : Noubie.
 - 17.15 Musique : Dance Machine. Avec Sabrina Johnston, Kenny Thomas.
 - 17.35 Série : Ordes de dames.
 - 18.30 Série : Flipper, le dauphin.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie. Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.
 - 20.00 Série : Madame est servie.
 - 20.30 Surprise-partie.
 - 20.40 Téléfilm : Des voix dans la nuit. D'Arthur Alan Seidelman.
 - 22.25 Téléfilm : L'Été de tous les risques. De Quentin Masters.
 - 0.00 Magazine : Venus.
- LA SEPT**
- 17.00 Magazine : de tempête. Portrait : les galeries ; Dossier : sport plaisir ; Recherche à suivre : Les mers particulières de Roland La Science ; le chewing-gum.
 - 18.10 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.
 - 19.00 Informations : Dépêches.
 - 19.05 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 20.00 Documentaire : Cajun Visits. De Yashie Aginsky.
 - 20.25 Informations : Dépêches.
 - 20.30 Documentaire : Blues de Belfort. Aginsky.
 - 20.55 Informations : Dépêches.
 - 21.00 Documentaire : Haute-Sevère 1944. 2. Les Circonstances d'une justice.
 - 22.25 Informations : Dépêches.
 - 22.30 Cinéma : Démon dans le jardin. Film espagnol de Manuel Gutiérrez Aragón (1992).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodes. L'implosion culturelle : politique et la corne de l'Afrique.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné les 9 et 10 octobre 1991 à Vienne) : Symphonie n° 6 en la mineur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Georges Preter.
 - 22.00 Concert (donné le 5 janvier à Radio-France) : Canciones, de Hott ; Invernal, de Puerto ; Merges III, de Duroc, par l'Ensemble Alternance, dir. Fabrice Bollon.
 - 23.10 Ainsi la nuit.
 - 0.30 Dépêche-notes.
 - 0.35 L'Heure bleue.

شكنا من الأصيل

10 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES



Gédson, veau fécondé «in vitro».
(Lire page II.)



Ethographie porcine au zoo de Saint-Brieuc.
(Lire page III.)

C'ÉTAIT le 9 avril dernier, à Bourg-en-Bresse. Président pour quelques semaines encore de la FNSEA, Raymond Lacombe prononçait les derniers paragraphes de son discours de clôture du 14^e congrès de la principale organisation agricole. Ovationné par les militants debout, rappelant à l'auditoire la journée du 29 septembre qui vit la campagne de France envahir les pavés parisiens, il lança de sa voix rauque et charismatique : « Sur le chemin du corroyé, une petite fille aura écrit sur son balcon : « Quand je serai grande, je veux être encore paysanne. » Pour moi, c'est la plus belle des vœux. Afin qu'il s'accomplisse, faisons le serment de nous battre de toutes nos forces pour qu'on n'assassine pas notre agriculture. » Les paysans, une espèce en voie de disparition ? L'agriculture, un métier foutu ? Partout en Europe, la population active agricole diminue, comme le montrent les exploitations. Les 1,5 million de personnes qui travaillaient dans ce secteur ne représentent plus que 6 % de l'ensemble, au lieu de 13 % (2 740 000) il y a vingt ans. En Grande-Bretagne, la chute est plus impressionnante encore, l'agriculture ne comptant que pour 1,3 % du PIB. Les 552 000 sujets agricoles de la Majesté (13 000 au moins qu'en 1990) ne forment que 2,1 % de la main-d'œuvre.

QUANT au nombre de salariés agricoles permanents, ils étaient encore 123 000 en 1970, à peine 150 000 vingt ans plus tard. Et c'est parce que l'évolution est loin d'être achevée, parce que beaucoup

d'exploitations familiales vivent en marge des dures lois économiques modernes, que le gouvernement a lancé, au début de cette année, la procédure des prétraitements, qui devraient pouvoir intéresser chaque année environ 20 000 agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans.

Laboureurs, viticulteurs, bûcherons, éleveurs, cultivateurs, maquignons, maraîchers, fermiers, pâtres, sont-ils tous voués à l'extinction ? La ruralité urbaine - aussi (voire plus encore) bouillonnante dans les pays du tiers-monde que dans les zones industrielles - maintient-elle les campagnes et les habitants des champs à l'oubli et au repli ? L'âge d'or de l'agriculture, productrice de richesses nourricières, génératrice d'une large palette d'activités induites, commerciales, artisanales, associatives, et surtout organisatrice d'une civilisation rurale longtemps immuable et très structurée, est-il coupé derrière nous. Le sociologue Henri Mendras l'a parfaitement démontré dans

son ouvrage de référence, *Le Fin des paysans*, publié en 1967, enrichi d'un postface en 1988. Ce qui ne veut pas dire que les métiers et les savoirs liés de près ou de loin au travail de la terre soient désormais voués à un irrémédiable déclin.

Une seule preuve. Plus de 12 000 dotations d'installations pour jeunes agriculteurs ont été versées chaque année par l'Etat. En les prêts spéciaux d'installation pour se « lancer »

dans le métier ont été versés 5,3 milliards de francs en 1989 au lieu de 4,6 en 1988. Au chapitre de l'enseignement, quelque 135 000 élèves (dont près de 50 % dans le secteur privé) se destinent à des métiers qui relèvent de l'agriculture au sens strict, mais aussi de l'agroalimentaire, de l'environnement, du tourisme, de l'animation et des services au milieu rural.

La récolte du blé, quintal de blé, la coupe des céréales, 40 hectares de blé n'exigent pas la même quantité de main-d'œuvre qu'autrefois. Comme dans les services et l'industrie, la productivité a fait du travail considérable dans l'agriculture. Les élevages industriels se multiplient, les produits alimentaires voyagent dans le monde entier grâce aux techniques de congélation et d'emballage. En 1950, le rendement moyen de 100 litres de lait par vache, un chiffre qui est passé à 4 000 en 1980.

Mais pendant que la mécanisation et l'organisation économique permettaient de s'affranchir en partie de la culture proprement dite, on a vu naître

bêtes, d'autres métiers apparaissent, plus sophistiqués, mieux rémunérés, complexes, apparus sur des cursus universitaires plus longues. Et comme il faut non seulement savoir produire, mais aussi prévoir, vendre, maîtriser ses achats, financer ses investissements, tenir des comptabilités, sélectionner les espèces les plus résistantes ou les plus demandées, voilà que les organismes de recherche, les sciences vétérinaires, la biologie, la génétique, la virologie, le marketing, les métiers de la gestion puis ceux de l'environnement bousculent le dernier carré de ceux qui ne savent que produire.

L'INGÉNIEUR chimiste qui reconstruit des arômes, l'expert du crédit agricole qui invente de nouveaux placements financiers, le biologiste qui travaille dans les moindres détails du cycle de croissance du porc ou du poulet, le demain le spécialiste de la sélection des variétés de maïs ou de tournesol qui seront les plus aptes à la fabrication des biocarburants... Voilà des hori-

zons nouveaux qui montrent à ceux qui y croient encore que l'agriculture ne se conjugue pas au passé.

Un point encore. La France a au moins deux millions en Europe : elle dispose d'un vaste espace et, elle seule, elle compte pour plus de 30 % dans la production agricole totale de la CEE. En fait, elle attire les convoitises de partenaires étrangers. C'est ainsi que le producteur d'œufs allemand Poehlmann a déposé une demande pour construire un poulailler géant dans la Marne, provoquant un tollé dans les milieux agricoles français. Un projet qui sera probablement refusé... non pour des raisons agricoles, mais à cause des pollutions qu'il risquerait d'engendrer. Il n'empêche : une affaire montre que les métiers de l'agriculture en France peuvent encore séduire... investisseurs.

François Grosrichard
Lire notre dossier pages II et IV

10 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Dirigeants..... p. V
- Gestion et finances..... p. VI
- Ressources humaines..... p. VII
- Juristes..... p. VIII
- Cadres..... p. IX
- Fonction commerciale..... p. X
- Collectivités territoriales..... p. XI
- Informatique..... p. XII
- Secteurs de pointe..... p. XIII
- International..... p. XIV

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde
10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde des Dirigeants
Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde des Collectivités Territoriales
Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde
INITIATIVES

Le mardi, c'est tout un Monde
10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde des Dirigeants
Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde des Collectivités Territoriales
Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde
INITIATIVES

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.I.P.

Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université ■ San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE : Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DES - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chailot, 75116 Paris
Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA - Programme associé en Asie : IUA HONG KONG

IUA

Les scieurs vosgiens se regroupent

Les embryons s'exportent

Francine Abizovic

شكنا من الأصل

Le temps des spécialistes

Les conseils sont quelquefois trop nombreux

« **PRÉSENTEZ-moi un bon conseiller agricole avec cinq ou six ans d'expérience, je lui trouve un défaut tout de suite.** » Philippe Rignault, sous-directeur de la Fédération française des coopératives agricoles de céréales (FFC), est formel. Quels que soient l'évolution de la politique agricole commune et son impact sur le nombre d'agriculteurs en France, on aura toujours besoin de conseillers agricoles. En nombre moindre, peut-être. Et tout est mieux formé et surtout plus spécialisé. Ils ont un rôle essentiel dans le développement de l'agriculture.

En 1974, ils étaient 15 000 à travailler sur le territoire agricole, contre 11 300 agents — équivalent plein temps — indique une enquête de l'Association nationale pour le développement agricole, l'ANDA. En 1980, d'aujourd'hui, il y a probablement un nombre, puisque « rien que dans les chambres d'agriculture le nombre de conseillers a diminué d'une centaine sur 3 000 environ », affirme Jean-Marc Cordonnier, directeur départemental du développement à l'ANDA. Les chambres d'agriculture (APCA). Personne ne se risquerait pour autant à pronostiquer la fin de la profession. On sait que le conseil est fortement ancré dans le monde rural. « L'agriculteur a un personnel qui a la pléiade de possibilités de recevoir les gens », dit avec humour Philippe Rignault, le vice-président

Multiplicité et contradiction

Il est difficile en effet d'établir la liste exhaustive des organismes employant des ~~cooperatives~~ agricoles. Citons en tout les chambres d'agriculture, les centres de comptabilité et les ~~groupements~~ les coopératives, les groupements de producteurs, les instituts techniques, la Mission ~~technique~~ agricole (MTA), les syndicats d'agriculteurs, les

groupement de développement (exploitants agricoles qui se regroupent à vingt ou cinquante sur une zone géographique un ingénieur). Ces conseillers doivent faire face à des tâches multiples : suivre les techniques de production (culture, élevage), les problèmes généraux économiques de l'exploitation, mettre en place des projets collectifs de développement sur une petite zone (résoudre des problèmes d'irrigation, s'occuper du remembrement).

Si les chambres d'agriculture sont capables d'une approche globale de l'exploitation et de son environnement économique et social, des conseillers susceptibles de faire face aux différentes demandes, les autres organismes concentrent sur un général leurs conseils sur une spécialité, la comptabilité, l'appui technique ou le conseil financier. Ainsi, dans une coopérative de céréales, le conseiller agricole sera amené à donner son avis sur le choix de

ou la technique culturale. Au Crédit agricole, les chargés de clientèle ont également un rôle de premier plan auprès des agriculteurs dans la mesure où ils vérifient la faisabilité des projets et réalisent les plans de financement. Les « conseillers », généralement titulaires d'un BTS, ont d'une expérience au sein d'un organisme agricole, mais n'ont pas intervenu relativement tôt dans le montage du projet. *« Il ne s'agit pas pour eux de donner des conseils »*.

co-économiques, mais d'insérer le
façabilité du projet avant une
décision définitive soit prise. Imagi-
nez que l'agriculteur signe des
bancs, chez le notaire et que son
projet soit refusé par la banque. Ce
pourrait être dramatique pour lui.
De la banque, ainsi mise
au pied du mur, pourrait être ame-
né à prendre des risques anor-
maux, ce qui n'est pas acceptable
plus», explique André Wever,
chef du service de l'Agriculture à
la Caisse nationale du Crédit agri-
cole. Mais une certaine reparti-
tion des différents
organismes, qui peuvent

être parfois contradictoires, « *Chacun a le développement à sa façon* », analyse Philippe Rignault. Le Crédit agricole a intérêt que les agriculteurs ne prennent pas trop de risques, les chambres d'agriculture et les coopératives ont intérêt à la même analyse sur le type de production, mais dans le détail les conseils peuvent diverger, la coopérative raisonne à son niveau et la chambre d'agriculture raisonne à son niveau de département. Bref, le terrain, la multiplicité des conseils et leur contradiction font parfois un peu

Amélioration des compétences

Certains responsables agricoles, conscients du problème, ont évité une cacophonie. Dans certains départements, les différents organismes ont soutenu d'accord sur une politique du rural. D'autres, les coopératives ont travaillé de plus en plus avec les pouvoirs publics et s'en sont occupés. L'agriculture et aux centres d'études techniques agricoles (CETA). Dans certains départements, les organismes d'influence sont telles que les organismes lointains ont des solutions, cherchant à empêcher sur le domaine du voisin. Une tendance d'autant plus grande que le nombre d'agriculteurs tend à diminuer.

D'une manière générale, **Jacques Cardonnelle** nous a donné un aperçu de la situation du conseil : **D'un côté, des agents qui n'avaient pas la fonction de conseil, leur champ d'application, leur rôle, leur compétence.** C'est le cas des **technico-commerciaux**, qui font de l'achat et de la vente en guise de conseil. **Dans le même temps, les agents qui avaient une activité exclusive de conseil ont tendance à se spécialiser sur des fonctions particulières.** Il y a vingt ans, dans les chambres d'agriculture, on parlait de **conseillers agricoles ou sens large.** Aujourd'hui, on a le **conseiller agricole spécialisé** et le **conseiller agricole généraliste**.

sur le domaine (agronomie, bâtiment) sur la production.»

Cette évolution s'accompagne d'une amélioration des formations, à donc des niveaux de formation. Ainsi, indiquent les chiffres de l'INSEE, les ingénieurs sont remplacés par des ingénieurs, les techniciens supérieurs par des techniciens supérieurs, les BTA (Brevet de Technicien Agricole) par des BTA, voire des ingénieurs. Selon les chiffres de l'INSEE, les agents de développement sont remplacés par des agents de développement, les techniciens agricoles par des techniciens agricoles. Souvent, les formations sont de plus en plus spécialisées, les formations de plus en plus spécialisées.

[illegible]

Catherine Leroy

Marieurs de plantes

LS marient entre elles les
roses et puis les pommes.
Pour un kilo de pommes
mûres, il faut à ces obten-
teurs - appelés hybrideurs
- beaucoup de patience : plu-
sieurs années sont nécessaires
avant qu'ils voient le résultat.

« C'est un travail à l'heure des générations », prétend Henri Delbard, fondateur de la société qui porte le nom. Après une courte carrière d'employé dans les postes, ce fils de directeur de la Météo dans l'Allier, s'est découvert une vocation d'hybrideur. Un oncle passionné de botanique lui a transmis le goût de la reproduction des plantes. Mais fleurs, arbrustes, autres, rien n'est exclu. « C'est moi, Delbard, et particulièrement, et c'est Mme Delbard, la femme de mon oncle, dans Georges Delbard a transmis cette passion à ses fils. « Nous en avons été imprégnés dès notre enfance, reconnaît Henri Delbard, et nous avons acquis le plaisir et l'habitude d'acquiescer à la paternité et l'institution indispensables à cette activité ».

La première qualité de l'obtenteur est une bonne connaissance des variétés existantes. Chez Delbard, on prétend avoir étudié plus de 10 000 sortes de roses. 1 300 variétés de pivoines, 900 de chrysanthèmes, 400 de lilas. « Le stock génétique des fleurs et des fruits est considérable, et les structures en sont très complexes, note Henri Delbard. Les techniques d'hybridation exigent l'organisation et l'institution du jardinier pour repérer ce qui vient de se passer, pour saisir la prise chez la plante, chez la mère et quelques caractéristiques en découlant. » D'ailleurs, la terre et les champs restent le décor de travail de ces jardiniers modernes. Cependant, quelques endroits potagers existent pour l'appréhension du client ou pour concurrencer des allées où pourraient modifier les ap-

Cer, depuis que, au début des années 80, le génie génétique a fait irruption dans l'agriculture, il ne suffit plus d'être un bon jardinier. Pour trouver le caractère sur lequel intervenir afin qu'une rose rouge devienne jaune mais que la forme de ses pétales, la longueur de sa tige ou son parfum restent identiques, il faut davantage que des connaissances en botanique. André

agronome ■ détenteur d'un **doctor of science** de l'université californienne ■ **prof** ■ quinze chercheurs qui travaillent dans ■ laboratoires de la ■ ■ généralement diplômés en génétique animale et végétale.

**Belle robe
et bon goût**

Outre des compétences, ces recherches exigent des investissements d'autant plus lourds que les retombées en sont lointaines et aléatoires. Peu d'entreprises peuvent s'offrir ce luxe, mais sont maintenant créés, dans le cadre d'organismes tels que les laboratoires publics, il en existe qu'une dizaine d'hybrides de roses privés dans la région parisienne. C'est ainsi qu'au printemps, Delbard présentait le dernier. Mais, pour poursuivre ces activités, le service, fondé en 1932 et qui jouit de 100 millions de francs de chiffre d'affaires, a obtenu en 1982 sous la protection du prince Louis Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH), de qui il assure la tranquillité financière mais aussi, par le biais de la culture des données fondamentales qui sont communies aux vignes, aux arbres fruitiers et aux fleurs.

Pour Henri Delbard, l'activité de recherche dépasse largement la vie quotidienne de son entreprise. « Nous détenons une place stratégique dans l'évolution de notre société », assure-t-il. Dans le domaine de l'agriculture, des productions agricoles vers le sud de l'Europe, il y a un risque pour la France. Or les hybrides jouent un rôle important pour conserver une partie de ces terres que la machine de la culture a envahies.

Ces risques soulèvent maintenant des questions de Delbard à l'égard des occupants du confort. « La simulation est une mise au point de leurs inventions », suppose-t-il. L'effet qu'ils présentent très à l'avance les consommateurs. Les roses parfumées placent que perçues. « Une plante majestueuse des continents n'ont pas seulement une belle robe, mais aussi un corps robuste ».

Françoise Chiot

La recherche tous azimuts

Le zoopôle de Saint-Brieuc accumule les succès

« **D**E la fourche à la fourchette » telle est la devise des 150 hectares qui travaillent sur le site technologique du zoopole de Ploufragan, petite commune voisine de Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor. Première plate-forme européenne de recherche et d'expérimentation animale sur 8,5 hectares, le zoopole a une finalité économique clairement définie et que résume en six mots : aider les éleveurs français et l'industrie agroalimentaire locale à produire plus, moins cher et de meilleure qualité. Ce zoopole Antipole, la santé animale et l'hygiène alimentaire sont l'œuvre d'Eric Humbert, le responsable du zoopole.

Il a ouvert son site, en Bretagne, dans une région pauvre et dépeuplée. Aujourd'hui, les départs

des Côtes-d'Armor est le premier bassin apicole nationale française, en 1989 pour la production de miel et de produits dérivés. Comme le précise avec humour un responsable du conseil général, « le département compte 100 000 habitants, mais 50 millions de bêtes de bœuf et de vaches ». Et si la France est le premier exportateur mondial de porc, c'est grâce au dix-septième département de la région.

La création du zoopôle remonte à 1958. Les professionnels de l'élevage industriel, encore à ses balbutiements, réclament alors l'installation d'une unité expérimentale d'aviculture : le conseil général ne fait pas prier pour accéder à la demande, devinant qu'il y a là une chance unique pour le

En 1972, les éleveurs spé-
cialisés dans le porc créent un
centre national pour les patholo-
gies porcines et l'amélioration de
leur cheptel. Tout naturellement,
l'Institut de médecine et d'anima-
lierie du porc s'installe sur le site
des anciens volailles. Administrati-
vement, ils dépendent depuis
1973 du Centre national d'études
vétérinaires et alimentaires, le
CNEVA, lui-même des anciens labo-
ratoires vétérinaires du ministère
de l'Agriculture.

Quatre millions d'analyses

la direction sanitaire vétérinaire (DSV), activité par ses équipements parmi les plus performantes au monde, rejoint les autres laboratoires. Puis les professionnels de l'élevage, par une symbiose avec les chercheurs, ajoutent leurs contributions aux autres laboratoires départementaux au groupe-ment des laboratoires vétérinaires ruraux (FGDS) regroupant 99 % des vétérinaires bretons et profite à l'un extraordinaire transfert de savoirs de technologies. Le laboratoire de développement et d'analyse, avec 5 laboratoires vétérinaires, est le laboratoire vétérinaire et l'environnement agroalimentaire, travaille en étroite coopération avec les autres laboratoires. Il réalise quatre mil- lions d'analyses par an sur des échantillons allant de la recherche scientifique à l'étude des sols et fertilisants, de la recherche de produits médicamenteux dans la nourriture animale au contrôle des produits vétérinaires contre la fraude.

Enfin, le bâtiment, la visite de l'exposition dans la salle d'autopsie, la visite de la salle d'analyse, les diendes atteints de maladies contagieuses sont examinés avec le grand public.

la synergie entre chercheurs et professionnels, une pépinière d'entreprises en train de naître. En effet, cette recherche appliquée n'a pas pour seule finalité le secteur agroalimentaire : les industries vétérinaires, pharmaceutiques sont également concer-

Deux entreprises se sont plantées sur le site. L'une est le gé pour la France du département vétérinaire de Smithkline Beecham, deuxième société en tête dans le secteur de la santé humaine et une filiale du groupe lait, spécialisée dans l'alimentation animale. Dans quelques jours, sera inaugurée une unité de fabrication et de conditionnement automatisés de produits pour l'élevage d'animaux nuisibles.


Les laboratoires ont plus
qu'une centrale nucléaire,
ils peuvent pénétrer l'avenir,
ils sont de pathologie vivante, ils
sont de médecine préventive, ils
suscitent et passent par un
monde commun (dans un bloc opé-
ratoire). Vétérinaires et biologistes
font les mêmes travaux, les mêmes
d'élevage industriel, et il ne faut
pas qu'un microbe humain
pollue un autre par sa soif de
vie. Plus loin, dans l'ani-
malerie, la médecine humaine
et vétérinaire se rejoignent, la
pénombre s'agitent à la
lumièr e au bruit des visiteurs ;
et là pour l'homme, de
la bronchite infectieuse des
poules, qui stoppe la pennis-
sance, et les semaines à provoquer un
deux pour gagner un
seul.

Un institut de formation continue et de spécialisation de la médecine vétérinaire ouvrira ses portes en janvier 1993. La Commission européenne a financé les plus hautes de millions de francs les 11 millions de budget. L'équipement de pointe des salles de biologie moléculaire, virologie, sérologie, pour citer quelques unes de l'installation, est en l'état. L'Institut est le bétail de la région, vont y travailler des chercheurs, pharmaciens, biologistes, chimistes, vétérinaires, de parachever leur formation. « Nous recrutons des candidatures pour un poste de directeur, affirme le directeur adjoint de développement et de relations. La réputation du pôle n'est plus à

Liliane Delwasse

SCIENTIFIQUES, VOUS AVEZ VOTRE PLACE À HEC

Jeunes diplômés : ingénieurs, médecins, architectes, Sciences Po., juristes, littéraires, économistes, ... HEC vous ouvre ses portes. Votre point commun ■ d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur et l'ambition d'accéder au monde des affaires. Évalués en fonction de votre domaine de spécialité, vous pouvez directement entrer en 2^e année grâce à une formule d'admission qui valorise votre formation d'origine. En deux ans, vous atteindrez une parfaite maîtrise ■ techniques actuelles ■ la gestion et renforcerez vos capacités d'analyse ■ de décision. Depuis toujours, HEC forme, dans une perspective internationale, ■ hommes d'action dans tous les domaines du management. Pour les procédures d'admission, nature des épreuves, dossier d'inscription, adressez-vous à :

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



HEC
GROUPE
HEC
SCHOOL OF
MANAGEMENT

Direction des Admissions et Concours
BP 31 - 78354 Jouy-en-Josas, France
Téléphone : 33 (1) 39.67.7155

1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030

LES PAYSANS DE L'AVENIR

Idées sociales

Les agriculteurs innovent

PARTICULIÈREMENT exemplaire, un accord national sur l'organisation du travail agricole a été signé le 21 janvier 1992. Il met en place un **statut** paritaire **agricole** par une cotisation de 0,05 % de la masse salariale prélevée dans toutes les entreprises de production agricole. Ce montage, qui n'a pas d'équivalent dans les autres branches professionnelles, a été conçu afin de favoriser l'exercice des relations contractuelles et pour que chacun puisse mener les négociations nécessaires.

Surprenant en soi, inattendu dans un milieu où on pourrait imaginer l'absence de tout accord, ce statut est le fruit d'une négociation collective paritaire entre les deux parties, employeurs et salariés, qui ont des intérêts communs et souffrent des mêmes maux. L'Europe communautaire ne fait qu'accentuer, par ses politiques agricoles, les difficultés des agriculteurs. Le monde agricole se juge attaqué de toutes parts, par la concurrence de la file, redoutant de perdre de sa puissance. De leur côté, les syndicats de salariés agricoles ne voient pas seulement l'état de faiblesse des agriculteurs mais aussi les menaces pures et simples de leur métier.

Pour s'adapter, pour moderniser leur activité, les agriculteurs ont besoin d'être soutenus. Ensemble, ils doivent s'adapter au monde de l'emploi et au maintien du rural. Ils ont donc créé les conditions économiques et sociales de leur survie. Notamment, ils ont mis en place un statut paritaire qui leur permet de supporter la comparaison avec d'autres secteurs, mieux considérés ou mieux rémunérés, et ils ont compris progressivement qu'ils devaient améliorer, pour faire leurs relations sociales, la FNSEA cherche désormais à avoir des interlocuteurs valables, pour fonctionner et redonner son brio. Elle sait aussi qu'il devient indispensable de résister avec ses salariés et qu'il faut aller vers un compromis de nature très différente pour s'en sortir. Les agriculteurs dans les pays socialistes, comme la menace d'une immigration de paysans venus de l'Est, ont fait que conforter cette analyse : pour être de son temps, et ne pas retourner en arrière, l'agriculture doit se professionnaliser davantage. Avec ses salariés, quand ceux-ci existent encore.

Les moyens de la négociation

En réalité, depuis une quinzaine d'années, la culture sociale a fait beaucoup de progrès dans le monde agricole. Les petites entreprises, qu'elles soient agricoles, artisanales, d'artisanat ou d'aménagement de jardins. Alors que le patronat industriel des entreprises a refusé les délégués de site, la CFDT l'agriculture a mis en place des délégués inter-entreprises. Par ailleurs, la profession a su développer la pratique des négociations collectives et décentralisées, riche de plus de 200 conventions collectives départementales, régionales et nationales.

Le nouvel accord s'inscrit dans cette logique, car il offre les moyens de la négociation collective, concrètement, le droit à la relation contractuelle. Fait notable, il a été approuvé par les employeurs, par la FNSEA, mais aussi par la Fédération nationale des entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers, l'Union nationale des entre-

preneurs du paysage et par la Fédération nationale des sociétés de **travaux**. Mais, tout aussi significativement, il a été paré, côté syndicaliste de salariés, par les cinq grandes organisations : la CFDT, qui recueille 29,35 % des suffrages et arrive en tête devant la CGT (25,97 %), FO (15,94 %), la CGC (10,41 %) et la CFTC (10,41 %).

Pour donner une importance « toute particulière » à la négociation collective de branche, en raison de la diversité des exploitations agricoles et de la dispersion des ouvriers agricoles, le texte a pour objectif de « faciliter l'exercice effectif du droit à la négociation collective par les salariés et les employeurs ». Il prévoit que, lors de « chaque réunion », une organisation syndicale représentative « peut indiquer au représentant des salariés en activité dans une exploitation ou entreprise » la délégation de la négociation collective. Ce statut reconnaît le droit de l'agriculteur de leur travail, dans la limite de deux réunions par an pour une commission mixte ou paritaire, et pour une commission syndicale de préparation ou de suivi. Il chaque fois que les salariés et les employeurs ont des problèmes et les frais de déplacement pris en charge par l'organisation représentative des employeurs.

Financement par les excédents

Afin de rendre les choses possibles, les signataires de l'accord ont mis en place un dispositif qui permet de financer les frais de déplacement des délégués salariés et employeurs et permettront de rembourser les rémunérations ou les indemnités de perte de revenu des salariés ou des employeurs qui participent aux réunions. Il est en outre prévu que ces sommes seront affectées, par moitié, aux deux parties, représentants des salariés et représentants des employeurs.

Une dernière disposition, cependant au-delà de l'incitation au dialogue social, ouvre aussi la voie à un mode original de financement des partenaires sociaux qui a sans doute permis quelques-uns des négociations de l'accord. Il est en effet admis que, les sommes en jeu pourront être réparties entre les organisations syndicales et les employeurs en fonction d'une prévision d'attribution. Le texte indique, pour les salariés, que 33 % seront partagés uniformément, puis que 60 % seront versés au prorata du nombre de voix obtenus lors des élections. Pour les employeurs, la répartition établit une restitution aux structures patronales au prorata de la part des salariés versés au fonds par les salariés de chaque organisation. Une commission paritaire nationale sera chargée du contrôle.

Grâce à leur pragmatisme, les représentants du monde agricole ont su inventer un autre moyen de financement de leurs organisations. Dans d'autres secteurs, où l'on utilise des techniques de gestion de plus en plus sophistiquées, on ne voit pas toujours mieux !

Alain Lebaube

LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

CHACQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

INITIATIVES

TRIBUNE

Traitement du chômage : mission impossible ?

par Olivier Bouquillard

DEPUIS quinze ans, le traitement du chômage par l'Etat utilise deux principes. Le plus commun est de créer un emploi pour tous les chômeurs ou, à défaut, de contribuer à leur «réinsertion sociale». Mais ces stages débouchent sur un emploi. Avant l'Etat, le plus en plus utilisé, propose-t-il directement aux entreprises des formules d'embauche à l'exonération de cotisations. En 1991, 100 000 «contrats de retour à l'emploi» ont ainsi encouragé l'embauche d'anciens chômeurs ou offert aux entreprises une exonération de cotisations sociales.

Ce bilan paraît appréciable. Il est tempéré par le fait que 40 % environ de ces embauches ont disparu par leur emploi au-delà de la durée de l'exonération (neuf mois dans le cas général). En outre, on sait que ces 100 000 embauches ont loin de constituer autant de créations d'emplois. Le salaire du travailleur est de 60 % d'entre autres salariés ou bien de moins (1).

Derrière ces chiffres, il y a une grande diversité de situations. L'Etat a la demande du ministère du travail, qui révèle ainsi qu'il existe plusieurs catégories d'entreprises bénéficiaires de ces aides de l'Etat pour l'embauche d'un ou de plusieurs chômeurs. Le traitement du chômage n'y représente pas les mêmes réalités et y produit des effets différents, voire opposés. Parmi ces catégories d'entreprises, trois sont particulièrement intéressantes, car elles illustrent de manière frappante l'impossibilité de poursuivre par un même dispositif de traitement du chômage plusieurs objectifs mal définis.

Pour certaines entreprises en situation de croissance, qualifiées de «performantes», l'embauche d'un chômeur donne lieu à un gain de productivité. Ce sont généralement de petites entreprises de services, avec un personnel qualifié. L'Etat exonère l'exonération à la mesure de la durée d'un

emploi additionnel, mais en offre vertueusement à une condition de maintien d'un chômeur qualifié et qui n'avait sans doute pas besoin du concours de l'aide publique pour retrouver un emploi.

A côté, les entreprises qualifiées de «prospères» ont vu la PME-PMI en forte croissance. Ici l'exonération n'a fait qu'accroître une embauche décidée pour plus tard, et n'a donc pas permis le proprement parler d'un emploi. Que le chômeur qualifié ait travaillé pour l'entreprise ou qu'il soit qualifié, il est probable que l'entreprise «prospère» la gardera après la période d'exonération, permettant ainsi sa réinsertion sociale.

Enfin les «sinistrées» sont les entreprises en difficulté, à la productivité médiocre, souvent sous-traitées dans le bâtiment ou l'industrie, elles demandent quelquefois pour honorer des commandes. L'aide de l'Etat a permis le recrutement d'un chômeur, généralement peu qualifié, et elles s'en mordent les doigts. Ce salarié, jugé à tort ou à raison insuffisamment productif, ne convient pas, et ce n'est pas l'économie qui leur permet de s'en sortir. Très souvent le contrat est rompu avant son terme.

En fin de compte, on trouve donc en traitement du chômage par incitation à l'embauche des entreprises. Premier objectif : la création d'emploi. C'est la solution du chômage par le développement de l'activité. Deuxième objectif : la réinsertion durable des chômeurs. L'Etat exonère que l'effet de son action s'inscrive dans la durée, et que les chômeurs ne retournent pas aussitôt à leur situation de départ. Enfin, troisième objectif possible : la désinflation positive. Il s'agit alors d'inciter à l'embauche des plus dévalorisés pour résorber le chômage de longue durée et lutter contre l'inflation.

Il s'avère qu'à ces trois objectifs la politique à l'emploi, tous légitimes, correspon-

dent des logiques différentes des entreprises. Chacune des catégories citées, «performantes», «prospères» et «sinistrées», répond à un et un seul de ses objectifs. Lorsque l'un est atteint, les deux autres sont manqués. Apparemment complémentaires, ces objectifs sont en réalité incompatibles entre eux.

Il y a pourtant, paradoxalement, une quatrième catégorie d'entreprises qui réussissent à concilier en partie : les entreprises d'opportunistes, représentées dans les activités, ces entreprises pratiquent délibérément une stratégie de flexibilité de l'emploi. Leur embauche est limitée ou nulle, et elles sont largement incitées à embaucher un chômeur par la possibilité de bénéficier de l'exonération. En réalité, c'est le même qui subventionne l'Etat : la fin de la période d'exonération, un chômeur prendra le relais, moyennant une nouvelle aide de l'Etat.

Il faut se garder de juger négativement le comportement de ces entreprises. En l'absence de aides des pouvoirs publics entre les différents objectifs du traitement du chômage, ces entreprises «opportunistes», par leur stratégie de flexibilité de l'emploi, réalisent une sorte d'optimum : elles peuvent à la fois pérenniser un emploi supplémentaire avec l'aide de l'Etat, et offrir normalement une chance de réinsertion aux demandeurs d'emploi sans opérer par eux une sélection trop implacable.

Olivier Bouquillard est économiste.

(1) «Les aides publiques à l'embauche : quels effets sur l'emploi?», Bouquillard et al., Travail et emploi, n° 44, 1991-2.

(2) Etude réalisée par J.-J. Haas et M.-N. Gournier (cabinet DDD), Cf. «Les entreprises et l'emploi public à l'embauche», juillet 1991, service des études et de la statistique du ministère du travail.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement STAGS LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent contacter directement STAGS LEMONDE (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des offres de stages de la MINEF, en téléphonant au 01 49 08 99 99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45 48 16 20.

GESTION

Lieu : Neuilly. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1400 F/mois. Profil : bac + 4, comptabilité et gestion. Mission : assurer la mise en place et l'interface avec le pôle d'un logiciel de gestion des ressources humaines. 00535

Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1600 F. Profil : bac + 3/4, ESC. Mission : gestion de gestion. 00532

Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2500 F. Profil : bac + 2, commerce, ventes, marketing, gestion, communication ou publicité. Mission : assister les chefs d'opérations dans leurs missions, gestion et administration d'opérations, gestion de comptes rendus et résultats d'opérations, gestion de stocks. 00464

COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 6200 F. Profil : bac + 2, comptabilité. Mission : au sein de la division financière, tâches administratives liées à la déclaration DADS 2 (fonctionnaires et courages). 12703

PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F/mois. Profil : bac + 4, ressources humaines. Mission : gérer le fichier de candidatures, optimiser les circuits d'informations, assister aux différentes étapes d'un recrutement. 00566

Lieu : Marseille. Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 4/5, maîtrise DES Personnel, Ode, Médien : gestion du personnel, création du livret d'accueil, le reformuler. 00530

MARKETING

Lieu : Les Clayes-sous-Bois. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : 2500 F/mois. Profil : bac + 4, marketing, DEA sociologie. Mission : étude sur l'évolution pour les 5 prochaines années des différents potentiels de vente et faire l'acquisition entre l'actuel réseau de distribution et cette évolution sur l'ensemble du territoire national. 00528

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 2/3, BTS/DUT ou école de commerce, anglais ou informatique. Mission : chargé d'études junior sur l'international, collecte et analyse pour bases de données internationales. 00571

Lieu : Paris. Date : à convenir. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, marketing, commerce, connaissances en informatique, anglais apprécié. Mission : création de documentation, organisation de salons, assistant commercial. 00503

Lieu : Roissy au Montreuil. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6000 F/mois brut ou 3000 F/mois net. Profil : bac + 2, école de commerce, connaissances en marketing ou informatique. Mission : effectuer des visites des locaux aux prospects. 00457

Lieu : Paris-Ville-Neuve. Date : à définir. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, BTS informatique ou électronique. Mission : étude de marché, déterminer les produits adéquats pour les clients. 00478

VENTE

Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, commerce, informatique pour commercialisation de logiciels de bases de données. Assister un ingénieur d'affaires dans ses négociations. 00601

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 1. Mission : commercial, vente d'un concept commercial d'entreprise. 00502

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce/informatique. Mission : assistant commercial en informatique : effectuer une étude relative à la commercialisation de produits en matière de sécurité informatique. 00504

Lieu : Toulouse. Date : immédiat. Durée : 6 semaines. Ind. : 2500 F + éménagement. Profil : bac + 2, BTS action commerciale, ventes, marketing. Mission : venir d'organiser sur place, prospection auprès des entreprises et du secteur associatif. 00406

Lieu : sur tout la France. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6000 F + 1000 F de prime + frais de déplacement. Profil : bac + 2, pharmacie, pharmacologie et diététique appréciées, jeune femme demandée, expérience de la vente. Mission : animation et vente de produits minéraux aux clients en pharmacie. 00492

Lieu : Paris. Date : toute l'année. Durée : 1/6 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac, connaître le moto. Mission : contacts commerciaux suite aux demandes de la clientèle. 00491

COMMERCE INTERNATIONAL

Lieu : La Plasse-Robinson. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, commerce international. Mission : analyses, négociation et études de marché croisées sur les pays d'Europe de l'Est. 00505

INFORMATIQUE

Lieu : Levallois-Perret. Date : à définir. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, langage PC, connaissance de l'analyse. Mission : étude, analyse, programmation d'assistants en programmation spécifique, suivi et tests. 00483

SECRÉTARIAT

Lieu : Versailles. Date : mai. Durée : 3 jours. Ind. : 35 F net/heure. Profil : bac + 1/2, TTX Word sur PC. Mission : accueil, standard, secrétariat. 00557

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 15 jours. Ind. : 1500 F. Profil : bac, Pagemaker sur Macintosh Imprimant. Mission : frappe, modification de la brochure de présentation. 24090

Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 5000 F/mois. Profil : bac + 2, BTS maîtrise word. Mission : frappe et mise en forme de rapports, de schémas de tableaux, mise à jour des données. 00402

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2, BTS bureautique, TTX sur Macintosh. Mission : secrétaire trilingue sur productions cinématographiques. 00572

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 50 % SMIC. Profil : bac, Macintosh, word 4. Mission : accueil, standard, secrétariat. 00570

TOURISME

Lieu : Paris et R.P. Date : à définir. Durée : à convenir. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, anglais ou espagnol ou allemand. Mission : réception, réservation, envoi de fax et téléx en Espagne, gestion du service des correspondants étrangers de l'hôtel. 00574

Lieu : Paris et R.P. Date : immédiat. Durée : à convenir. Ind. : à définir. 450 F/mois. Profil : bac, parler italien, anglais, espagnol, guide et accompagnateur en groupes de 8 personnes visitant Paris (1 mois de formation à prévoir). 00567

L'ÉCOLE DE LA COMMUNICATION

3^{ème} cycle

2^{ème} cycle

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

SCIENCE COM

4405 Saintes Godes 01

Tel. 06 40 92 00 01

Sciences Com

DIRECTEUR GENE

36 15

2011

RODERHU

36 15

2011

RODERHU

36 15

2011

RODERHU

36 15

2011

RODERHU

36 15

2011

Des Dirigeants

DIRECTEUR GÉNÉRAL

VOUS AVEZ AUSSI LES QUALITÉS HUMAINES
QUI FONT UN BON MANAGER

Développement des activités, des structures et des techniques, conquête de nouveaux marchés en France et à l'étranger, promotion, animation et mobilisation des hommes et des compétences...
Ce sont les ambitions de notre Groupe spécialisé en électronique de puissance, systèmes de mesure, réseaux, conception et fabrication de circuits électroniques avancés... (environ 100 personnes).

Au sein de notre Président, vous définirez les objectifs des stratégies d'avenir que vous devrez mettre en œuvre.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez au moins 10 ans d'expérience industrielle. Vous y avez exercé des responsabilités diversifiées. Vous avez notamment assuré le succès la direction d'une entreprise ou d'une unité de dimension moyenne.

Appelé à prendre d'importantes responsabilités de direction au sein de notre Groupe, vous serez amené à votre intégration, à vous impliquer dans nos activités et projets, à faire preuve de vos compétences techniques et marketing, à partager nos valeurs d'éthique et de communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée) sous la référence M/251/MO, à notre Conseil



Groupe MILO,
5 avenue des Ternes
75017 PARIS.

Président Directeur Général
en Côte d'Or

Leader mondial dans le domaine des composants et systèmes de manutention, logistique complète (stockage, entreposage), poursuivons notre expansion en France (55 MF de CA), proposant une large gamme de produits à la pointe du progrès technique.

Votre mission est claire : définir la stratégie marketing et vente, accroître nos parts de marché tout en optimisant la rentabilité, organiser et animer la structure en place : une pleine responsabilité stratégique, opérationnelle et de gestion.

Vous êtes, à 40/45 ans, en position d'entreprendre un challenge. Ingénieur de formation, vous disposez d'un background important en marketing/vente. Votre expérience confirmée dans la direction complète de l'activité au sein de groupes internationaux, vous forcement stimuler la personnalité d'entrepreneur. Rémunération motivante. Anglais exigé.

La Direction d'ARCOS & PARTNERS étudiera confidentiellement votre candidature sous la réf. LM/18 - ou à l'Avenue d'Eylau - 75116 PARIS.



Leader européen, notre Groupe est spécialisé dans la fabrication et la vente de produits techniques liés au Bâtiment. Nous recherchons pour notre filiale française de distribution notre

DIRECTEUR GENERAL

Responsable de la gestion administrative et financière de cette Société (effectif : 70 personnes - CA : 100 MF), il aura pour mission principale d'assurer le développement commercial et marketing dans le cadre de la politique du Groupe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, si possible technique, impérativement bilingue anglais, vous justifiez d'une expérience commerciale réussie dans la vente de produits liés au Bâtiment dans un groupe international.

Localisation Bantieu Sud.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 1180/6 à notre Conseil SODERHU - 36, rue de Lisbonne - 75008 Paris, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



Société immobilière, spécialisée dans la vente de biens de prestige à caractère social

DIRECTEUR
— GENERAL —

Dans le cadre des orientations définies par le Président, vous proposerez la politique de développement et de gestion de l'Entreprise. Vous en assurerez la mise en œuvre et garantirez la rentabilité de l'exploitation. Vous animez une équipe de 70 personnes.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez déjà exercé des responsabilités de management général dans une structure de taille équivalente. La connaissance de l'immobilier et de l'investissement Collectif Local serait un atout.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 1034, à notre conseil, Joëlle KHAT-DUY, HayManagers, 5 place Charles Béraud, 69428 Lyon Cedex 03.

HayManagers

HayGroup 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

GROUPE AMÉRICAIN
DU SECTEUR INFORMATIQUE

recherche

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE SA FILIALE FRANÇAISE

Notre client est une entreprise dynamique, se développant rapidement sur le marché du marketing direct aux entreprises, d'une large gamme de produits informatiques (accessoires techniques ou non, fournitures, y compris du matériel et du logiciel).

Le poste inclut la pleine responsabilité du compte d'exploitation de la filiale française et la supervision des ventes, du service client, du marketing, de la finance et des activités d'entrepôt et de distribution.

La société emploie actuellement 130 personnes.

De formation supérieure, ayant acquis une expérience dans les domaines du marketing et de la vente, le candidat doit avoir un passé réussi de minimum 5 ans de direction d'entreprise en développement, de 200 à 500 MF.

Il/elle doit être capable de développer une stratégie sur son marché et de la mettre en œuvre, tout en s'assurant qu'elle correspond aux engagements de la société concernant l'excellence de son service client et en tenant compte des objectifs de résultats à court et à long terme, sur le marché français.

Rémunération : 700/800 KF + primes et avantages. Rattachement hiérarchique : Vice-Président Europe.

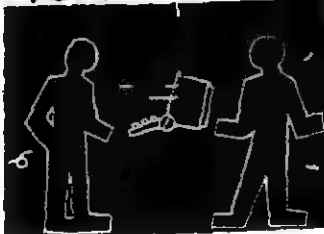
Lieu de travail : Paris. Age suggéré : 38-45 ans environ.

Création de poste : non. Anglais impératif.

Envoyer CV sous réf. n° 8810 BIL à MONDE PUBLICITÉ, 15/17, rue du Colonel-P.-Avis 75015 PARIS

la planète

36 15
LM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 lignes (formation, expérience, langues...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

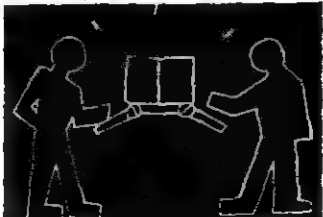
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidatures découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs compétences.

36 17
LM CV

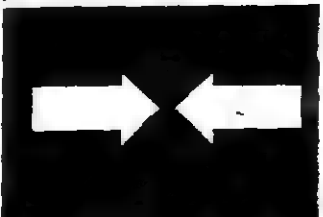
L'INTERACTIVITÉ

Offrez la possibilité de pouvoir directement dans votre boîte aux lettres et découvrir leurs CV sur 3617 LM CV.



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffit d'une simple pression sur la bonne touche.



Directeur Général
RHONE-ALPES

450 KF+

SOCIÉTÉ DE SERVICES AUX ENTREPRISES

NOTRE PROJET

"le 100% QUALITÉ"

à l'origine de notre progression, et nous amène à recruter

MISSION

- Organiser, animer et gérer une structure de 300 personnes.
- Faire évoluer le type de prestations en fonction des attentes des clients.
- Accroître la part de marché sur la région, en préservant la rentabilité.

PROFIL

- Diplômé de l'enseignement supérieur technique commercial, les candidats justifieront d'une expérience de l'animation d'équipes importantes dans le domaine des services.
- Un sens aigu de la qualité lié à une réelle écoute des clients représentera un atout décisif.

Envoyer CV, lettre manuscrite + photo sous réf. 92/41/DC Institut Jacques Coeur - 16, rue Baudin - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Institut Jacques Coeur

OPERATEUR CHANGE

OPERATEUR DE TAUX LONG TERME

CONSEILLER CLIENTELE MARCHES

BANQUE DE TAILLE
MOYENNE FILIALE
D'UN PUISSANT
GROUPE FINANCIER

DIRECTION
DES MARCHES

Nous renforçons nos activités de Front Office dans le cadre de la constitution d'une gamme de produits de marchés à destination de la clientèle du réseau groupe et recherchons :

OPERATEUR CHANGE

Vous avez une expérience des activités de change et maîtrisez les techniques de couverture (option swap et produits dérivés).
OPERATEUR DE TAUX LONG TERME
Vous avez acquis une solide pratique de la tenue des positions, des techniques de couverture (dont options) afin de gérer un portefeuille de risques provenant des services financiers que la Banque rend au groupe ainsi que des opérations pour compte propre.

CONSEILLER CLIENTELE MARCHES
Fort d'une expérience commerciale en milieu financier et d'une bonne connaissance de la trésorerie d'entreprise, vous aurez la charge de la promotion de nos produits marchés auprès d'une clientèle de Sociétés.

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, Ecole d'Ingénieur, Ecole d'Actuaire, Sciences Po...) ayant justifié d'une pratique similaire dans un poste bancaire et ayant le goût du travail en équipe.

Envoyez votre lettre, CV et prétentions en précisant le poste concerné à : **SP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex** qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité garanties.

Europolis
Invest

Contrôleur financier

Rattaché au Directeur Général, en interface entre le holding et les filiales, vous avez la responsabilité du contrôle de gestion, vous garantissez le reporting trimestriel, vous réalisez l'analyse de la performance et participez à l'élaboration du budget, des comptes annuels et des comptes consolidés.
En plus de la mise en place et du suivi des procédures, vous gérez les différentes informations concernant les filiales et le patrimoine.
Vous coordonnez la politique financière d'endettement du groupe et le Secrétaire Général dans la revue de la situation juridique et la mise en place des schémas fiscaux.
De formation Ecole de Commerce ou Ecole de Gestion, à 25-27 ans environ, vous possédez une première expérience en tant que contrôleur de gestion en entreprise ou en cabinet.
Vous souhaitez aujourd'hui élargir vos responsabilités au sein d'une petite équipe et mettre à profit votre autonomie et votre rigueur.
L'anglais courant est nécessaire pour la rédaction de vos dossiers et pour les contacts avec nos filiales. Une bonne maîtrise de l'informatique est appréciée.
Préférez Paris.



Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. **M/7123/A** à notre Conseil 8, **75008 PARIS**.

Coopers & Lybrand
Consultants
RECRUTEMENT

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

5ème groupe bancaire français par le volume de dépôts, il est constitué de : **Crédit Mutuel de France**, **Crédit Mutuel de la Loire Atlantique** et du **Centre Ouest** est l'une des plus importantes.

Pour anticiper et répondre à ce qu'elle aime affronter, elle accueille à Nantes au sein de la Direction financière, deux diplômés de l'enseignement supérieur et leur confie les fonctions de :

Chargé de mission GESTION ACTIF/PASSIF

(M. 142 LBO)

Très proche du Directeur financier et de sa responsabilité, votre mission sera :
- maîtriser d'œuvre la mise en place et de fiabilisation des outils de gestion "bilanlière",

- les outils d'optimisation du Bilan du Hors-Bilan intégrant l'exposition globale aux risques aux, reproduire et simulations, en liaison avec les directions fonctionnelles, et la prise en compte des d'ALM.

Vos interventions dans un esprit constructif s'inscrivent dans un cadre d'analyse avec divers interlocuteurs.

- mathématiques et statistiques, expérience plusieurs en Audit Un en Contrôle gestion marchés en plus, ainsi qu'un bon esprit méthodique plus généralement une excellente communication.

CD/RH

"la Guibaudière"

113 Bd Marcel PAUL

44 800 St

Responsable du "MIDDLE-OFFICE"

(M. 143 LBO)

Technicien des instruments financiers et des outils informatiques, vous avez acquis une expérience en activités de gestion et êtes habitué à mettre en œuvre une démarche rigoureuse d'analyse.

- relation avec le "Back office", le "Front office", le Contrôle de gestion, vous devrez mettre en place des outils d'analyse et de "reporting" en participant au développement de nos activités.

Diplômé ESC, EMBA banque/finance ou DECF, une première expérience vous a déjà permis de conduire des missions opérationnelles internes et externes comptable.

Adressez votre curriculum-vitae, accompagné d'une lettre manuscrite motivée, photo et rémunération actuelle à notre Conseil, en précisant la fonction à laquelle vous vous adressez.

CDRH

Contrôle de gestion et informatique : une vision globale, des outils adaptés.

1 800 personnes, un CA qui dépasse le milliard de francs, ce groupe particulièrement dynamique déploie des activités diversifiées dans le secteur des services. Il a récemment une forte croissance par l'acquisition de nouvelles entités.

Dans ce contexte de mutation, un important chantier vous attend. Objectif : fournir à la direction financière et la direction générale un outil de pilotage complet et efficace. A la tête d'une équipe de 4 personnes, contrôleurs et informaticiens, vous construirez un système de reporting intelligent et fiable. Le poste inclut bien entendu les attributions classiques de la fonction : contrôle budgétaire, conseil aux opérationnels, mise en place de procédures...

Organisateur autant que gestionnaire, avec une bonne imprégnation informatique, vous êtes acquis en cabinet de conseil et/ou en entreprise une expertise que vous souhaitez valoriser. Tonique, réalisateur et communicant, vous devrez rapidement trouver vos marques au sein de ce groupe pragmatique et évolutif. Ecrivez nous réf. 422 412 LM à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann - 75009 Paris en précisant votre rémunération actuelle. Poste basé à Paris, proche banlieue nord.

SIRCA

anticiper la réussite

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

320 KF +

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce + DECF, vous êtes bilingue Français/Anglais et vous utilisez couramment la micro informatique.

Après une expérience dans un Cabinet d'Audit International (2/3 ans), vous avez rejoint un Etablissement Financier ou une PME - Filiale d'un Groupe International - dont vous assurez la Gestion comptable et le "reporting".

Nous vous proposons un poste rapidement évolutif, au sein d'une Société Financière rattachée à un Groupe multinational de tout premier plan (culture et taille "humaine") si vous pouvez votre réussite dans la gestion comptable et budgétaire, l'organisation et le management d'une petite équipe.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Votre dossier (CV, photo, salaire actuel) sera examiné sous la référence **4405** par notre conseil Hay Managers - 174, rue de la République 92817 Puteaux cedex.

HayManagers

HerGroup 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

Avec 150 collaborateurs à Paris, Rennes et Toulouse, SILICOM est une SSII à taille humaine dotée d'une structure de groupe. Pour notre siège social à Vélizy, nous recherchons un

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ET FINANCE

De formation BAC + 2 et DESCF, vous avez une première expérience réussie de 2 à 5 ans, si possible en cabinet d'expertise des dossiers variés.

A 26/28 ans, vous souhaitez mettre en pratique les connaissances que vous avez acquises au cours de votre formation, dans le domaine d'intégration fiscale, consolidation...

Rigoureux, méthodique et aimant le travail en équipe, vous prendrez en charge les comptabilités générales analytiques du groupe, ainsi que le suivi de l'immobilier et trésorerie.



SILICOM

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Sophie LE BRONEC - SILICOM 4, avenue Morane Sanlaier 78140 VELIZY.

Organisme collecteur 1% logement (porte de Paris) recrute

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Titulaire DECS ou équivalent. Doté d'une solide expérience en gestionnaire, ayant le goût du dialogue et de l'organisation.

Il sera le principal collaborateur du Directeur pour animer et gérer une équipe de 30 personnes.

Rémunération 320 KF avec évolution.

Adressez lettre manuscrite + CV + copie de diplômes et photo en précisant sur l'enveloppe la référence **84587 à BLEU Publicité 17 rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX** qui transmettra.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

مكتبة الفهر

Gestion et des Finances

Etablissement Financier
Spécialisé, filiale d'un important
groupe bancaire, recherche pour
sa Direction du Financement
aux Entreprises, des

Chargés d'études

H/F
LA DEFENSE

Analyse des risques entreprises

De formation supérieure BAC + 4 + 5
(maîtrise d'Economie, DESS Banque/
Finances...) vous possédez une
expérience d'analyse des risques d'une
entreprise ou d'une
Banque ou d'un Etablissement Financier.

Au sein du Service des Risques,
vous assurerez l'étude des
financements en Crête-Bail ou en
Location Financière. Vous analyserez
le risque financier et vous serez au
respect de nos normes d'intervention

(plan de financement, garanties...). Vos
capacités d'analyse et de synthèse vous
permettront de préparer les dossiers avant
leur présentation au Comité des Risques
accompagnés de vos propositions.

Pour en savoir plus en toute
confidentialité, appelez tout de suite
les collaboratrices d'Allo-Carières au
(1) 49.09.09.49, du lundi au vendredi,
de 9h à 17h en
présentant la **(1) 49.09.09.49**
référence A 580. **ALLO CARRIERES**

LE CREDIT AGRICOLE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES :
BANQUE LEADER
DANS L'ORNE.
50 AGENCES
600
COLLABORATEURS

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT EPARGNE ET CREDITS AUX PARTICULIERS

ALANCON

Doté d'une solide formation supérieure
(Commerciale - Financière, Bancaire) et pou-
vant vous prévaloir d'une expérience réussie
en particulier dans le domaine du financement
de l'immobilier, vous souhaitez valoriser vos
acquis.

Au sein de notre Direction des Marchés,
vous participerez à la définition de la politique
de développement et à la promotion des pro-
duits Epargne et Crédits aux particuliers (habi-
tation et consommation) et aurez la responsabi-
lité de sa mise en œuvre.

Vous apprécierez le risque Crédit, assurerez
la gestion de l'activité du secteur et l'animation
des réseaux.

Votre rigueur et votre sens de l'organisation
sont à votre capacité d'adaptation et
d'implication vous permettront d'évoluer au
sein de notre Entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (photo,
CV et prétentions) au Responsable des Ressources
Humaines - Crédit Agricole de l'Orne - 52 Bd du 1er
Chasseurs - BP 60 - 61002 Alençon Cedex.

LE PRIVILEGE DE L'EXPERTISE

L'INSPECTION GENERALE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez le goût des tâches d'analyse et
de synthèse. Votre personnalité et votre sens de l'organisation vous permettent d'assumer des
fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de haut niveau. Vous êtes
disponible pour des déplacements réguliers en France et à l'étranger d'une durée de 1 à
3 mois.

Intégré(e) dans les équipes d'inspection, vous mettrez les connaissances en technique
bancaire et l'expérience nécessaires pour voir confier la direction de missions. A ce
stade, vous exercerez l'ensemble des tâches d'évaluation, de vérification et de suivi
des unités du siège comme des 180 succursales ou filiales de la Banque. Vous
participerez ainsi directement à l'information de la Direction Générale.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous rejoindrez la Banque Indosuez
pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité
que peut offrir une grande banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous la
référence IG 77 à :

BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement - Cadres
1 rue Louis Murat - 75371 Paris cedex 13

BANQUE INDOSUEZ
L'EXPERTISE EST UN ART

Ressources Humaines



Importante
société
immobilière,
premier opéra-
teur en France
dans le secteur de
l'immobilier à Moyen-
Orient, nous représen-
tons un effectif de 700 per-
sonnes (forte population d'ingé-
nieurs) réparties au siège et dans
nos bureaux régionaux, et un
CA de 500 MF. Notre appartenance à
un groupe financier de premier plan, notre
professionnalisme et notre capacité d'innova-
tion sont autant de facteurs de développement.
La Direction des Ressources Humaines et de la Communication se met à votre place
et vous aide à Paris.

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION Ref. 5867

30 ans environ, formation supérieure, 15 à 20 ans d'expérience de la
fonction en entreprise. Dans le cadre de la politique générale et en
liaison avec la Direction de la Communication de la holding, vous
élaborerez et mettrez en œuvre notre politique de communication interne et
externe : rédaction et diffusion de brochures, journal d'entreprise, relations
auprès des médias, promotion des nos activités vers nos
partenaires (institutionnels, professionnels, etc.).

RESPONSABLE FORMATION / EMPLOIS Ref. 5868

20 ans environ, formation supérieure (école d'ingénieurs de préférence), 15 à 20 ans d'expérience
réussie en formation dans l'entreprise. Avec un budget de 10 MF, vous élaborerez et mettez en œuvre
une politique de formation cohérente dans le cadre d'une gestion prévisionnelle des emplois et des
compétences : vous créez et développez un "observatoire des métiers" et en exploitez régulièrement les
travaux. En relation constante avec nos équipes et nos prestataires de services, vous jouez un rôle de
conseil actif. Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, notre conseillère, sous la référence correspondante, à "Carrières
Ressources Humaines" - ALEXANDRE TIC S.A. - 10, rue Royale - 75008 Paris.

Nous offrons à un

CONSULTANT SENIOR HF

de rejoindre un Cabinet de bonne réputation.

Autonome, il conduira ses recherches et
travaux de terrain en France tout en ayant l'appui
de graphologue et psychologue.

En contrepartie d'une rémunération variable
et d'une participation aux résultats du Cabinet,
nous attendons un professionnalisme reconnu
et confirmé.

Michel BARBEY recevra avec intérêt votre
candidature au 49, av. Trudaine 75009 PARIS,
où vous rencontrera en toute confidentialité.



ACTÈRES CONSEIL

Région Nantaise

RESPONSABLE FINANCEMENT COMMERCIAL ET ADMINISTRATION DES RISQUES



Avec 1,7 milliards de francs de chiffre d'affaires
dont 50 % à l'export et 68 millions de francs de
travaux net consolidés, cette société est le leader
mondial du chariot élévateur tout terrain.

Elle occupe la fonction de Responsable Financement Commercial et Administration des
Risques.

Dépendant du Directeur Général et secondé par une petite équipe, vous prendrez
principalement en charge le financement commercial France et Export et plus
largement l'administration des risques de l'entreprise et des filiales (établissement
et gestion des contrats, contentieux, propriété industrielle, etc.).

Ce poste est basé à ANCENIS. Il conviendrait à un diplômé en droit des affaires
ou en économie, âgé d'au moins 32 ans. Il aura acquis en entreprise industrielle ou
de services une expérience à l'international, une expérience similaire ou à défaut, sur le
financement commercial.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle
sous la réf. M 32/21262 B à

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Belfort - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SUEDE UNITED KINGDOM

Grand cabinet d'avocats d'affaires international
recherche un

Fiscaliste Expérimenté

Lyon

Diplômé de l'enseignement supérieur (type : DJCE, DESS, DEA, ...), vous avez acquis une expérience réussie d'au moins 5 ans en tant que fiscaliste dans un cabinet.

Chargé d'animer une équipe, vous prendrez en charge des dossiers auprès de notre clientèle tant nationale qu'internationale.

Votre compétence professionnelle vous autorise une large autonomie.

Votre connaissance du monde des affaires ainsi que votre goût du travail en équipe permettront de réussir dans une structure souple et évolutive.

Un bon niveau d'anglais est requis. Merci d'adresser votre référence LS7891MO lettre manuscrite + CV + n°tel. + rém. actuelle à Liz Salter, Michael Page Tax & Legal 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS. (1) 45.53.26.26.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

un responsable juridique

PARIS

Les sommes de la Fédération de Sociétés Régionales qui, depuis plusieurs dizaines d'années, ont contribué à remodeler l'espace foncier rural français.

Au sein de notre organisation dynamique, le responsable juridique a un rôle

- Coordonner le contentieux, suivre la jurisprudence, donner des recommandations, des avis.
- Conseiller et assister les Directions des Sociétés Régionales dans l'établissement de leurs statuts et lors de leurs engagements.
- Travailler en étroite relation avec les pouvoirs publics, Ministères, Haute Administration.

Les responsabilités sont variées et s'exercent sur le terrain. Le travail s'effectue au sein d'une petite équipe, jeune, très compétente et très soudée.

Une bonne formation (DEA, DESS), vous avez acquis une expérience juridique solide, très diversifiée. De nombreuses connaissances en droit rural seraient appréciées. Vos qualités rédactionnelles sont indispensables.

Vous êtes avant tout un praticien sachant apporter rapidement des conseils précis et des avis engagés à vos interlocuteurs.

Vous aimez aller vers les autres, les écouter, imaginer des solutions et les expliquer.

Une bonne pratique de l'anglais serait un plus car nous nous intéressons à l'espace Européen.

Pour votre candidature, nous vous prions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. BS 77 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.



2, rue Louis David - 75006 PARIS Cedex 18
11, rue Victor Hugo - 69003 LYON.

FRESHFIELDS PARIS

CABINET DE JURISTES INTERNATIONAUX

RECHERCHE DEUX AVOCATS :

- * UN SPECIALISTE DU CONTENTIEUX JUDICIAIRE,
- * UN SPECIALISTE DES FUSIONS - ACQUISITIONS.

Titulaires d'un diplôme de troisième cycle, vous justifiez de trois ans d'expérience professionnelle dans un cabinet et parlez couramment l'anglais.

Adresser vos CV, photo et lettre manuscrite à :

Jean-Luc Michaud
FRESHFIELDS
69, boulevard Haussmann
75008 Paris



ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL Quartier d'Entrepreneurs

SPECIALISTE SECURITE

Vous êtes diplômé de l'Institut National du Travail ou vous avez un 3^e cycle équivalent.

Vous possédez en outre une expérience de 5 ans dans la fonction sécurité au sein d'une entreprise de B.T.P. Vos compétences techniques alliées à une excellente connaissance de la réglementation sur la sécurité du travail vous permettent d'être un spécialiste reconnu par vos interlocuteurs au plus haut niveau.

Nous attendons que :

- vous assistiez nos adhérents sur des questions de sécurité et de droit social,
- vous preniez en charge les enquêtes sur les accidents du travail,
- vous assuriez le suivi de groupes de travail internes et les négociations sur les conditions de travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 91362 à préciser sur l'enveloppe à LTA VITAE 31 boulevard Bonne Nouvelle - 75003 Paris cedex 02.



UN AVENIR D'AVANCE

Intégrer l'avenir sur le marché français, nous sommes l'un des 4 premiers Groupes mondiaux de télécommunications. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

JURISTE

Vous interviendrez de manière autonome dans la défense des intérêts économiques de l'un de nos Services Nationaux opérationnels, en particulier : élaboration des contrats, traitement du contentieux, suivi des affaires qu'à l'étranger. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

A 32 ans environ, diplômé d'un 3^e cycle en droit privé et après une expérience de généraliste acquise pendant plusieurs années en milieu industriel, vous souhaitez maintenant valoriser vos compétences techniques et vos qualités relationnelles dans un environnement de haute technologie.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV, en précisant votre situation actuelle, à :

SM Conseil 30 RUE DE L'UNION PARIS

Entreprise
Electrique,
Construction et
Génie Industriel :
connus et présents
dans le monde entier,
nous intervenons
dans la réalisation
d'équipements de
toutes dimensions
dans les grands
secteurs de
l'industrie, de la
construction, de
l'énergie et des
transports.
Aujourd'hui, nous
recherchons notre
Juriste Droit Social.

Juriste Droit Social

Intégré à la Direction des Relations du Groupe, vous assurerez un véritable rôle de conseil auprès de nos responsables hiérarchiques opérationnels et des directions de personnel de toutes les entités du groupe.

Vous aurez naturellement en charge tout ce qui est relatif à l'exécution du contrat de travail et à la législation sociale.

Vos objectifs :

- Réduire les contentieux.
- Contribuer au bon fonctionnement des représentations du personnel : Comités d'Entreprise, CSE, etc.
- Garantir également que le Groupe et ses filiales aient une gestion conforme à la réglementation sociale française et européenne et cela aux conditions économiques optimales.

Enfin, vous contribuerez au développement des compétences juridiques de la Fonction Personnel.

A 30/35 ans, titulaire d'un DESS de Droit social, vous justifiez d'une expérience dans une grande entreprise ou dans un organisme professionnel.

Autonome, vous êtes un homme de contact sachant communiquer à tous les niveaux et faire appliquer les directives. Capable de conceptualiser, vous savez rédiger de façon claire et précise.

L'anglais serait un plus. Ce poste est basé en Région Parisienne Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la référence JM à P&A - 2, rue du Louvre - 75001 Paris, qui transmettra.

Banque d'Affaires // vocation internationale adossée // grandes institutions financières européennes recherche pour la gestion d'un portefeuille d'investissements directs en croissance :

JEUNE COLLABORATEUR JURIDIQUE ET FINANCIER

Chargé du traitement de l'ensemble des aspects juridiques, fiscaux et administratifs liés aux investissements déjà réalisés (formalités sociales, déclarations fiscales, informations des actionnaires...), votre goût pour la gestion vous permettra de conseiller financièrement les responsables opérationnels des sociétés en portefeuille et d'assister le Directeur dans ses synthèses économiques (analyses de reporting, tableaux de bord...).

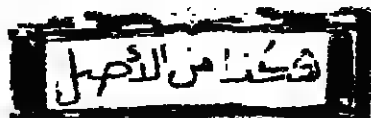
Agé d'environ 30 ans, doté idéalement d'une double formation d'une part juridique et fiscale, d'autre part financière ou comptable, vous pouvez justifier d'une expérience prise de fonction dans une entreprise ou une institution financière.

La précision et la qualité des travaux effectués, alliées à votre sens du relationnel sont les clés de votre réussite tant auprès de nos clients qu'auprès des Directeurs des sociétés. Pour ce poste basé à Paris, mais nécessitant un anglais courant, la rémunération sera de l'ordre de 350 KF.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence P343M à ERNST & YOUNG CONSEIL 51, rue Louis Blanc Cedex 75, 75017 PARIS La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 LM



هكذا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 22 avril 1992 • XI

Collectivités territoriales



Dans le cadre de sa politique de prévention et du travail de proximité dans les quartiers, la Mairie d'Argenteuil (95.000 habitants) recrute un

Responsable du Service Prévention / Sécurité

De formation BAC + 4 (Juridique ou Sociologique), vous possédez une expérience de 3 ans minimum dans le domaine municipal ou para municipal.

A l'aide d'une équipe de 14 personnes dont vous serez responsable, vous développerez et piloterez l'action du CCPD, analyserez les phénomènes de marginalisation et de délinquance afin de mettre en œuvre et de suivre la politique locale de prévention et de sécurité, en collaboration avec l'ensemble de nos partenaires.

Vous serez également chargé de mettre en place un observatoire local.

Merci de nous adresser votre candidature à la Mairie d'Argenteuil
Direction des Affaires Humaines
12/14, boulevard Léon Feix
95100 ARGENTEUIL

Le Cabinet du Vice Président
du CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE
recherche un jeune

CHARGÉ de MISSION

A environ 25-30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, Droit...), avec si possible une première expérience, vous souhaitez vous investir au sein d'une collectivité.

Opérationnel, homme d'action plus que d'études, ce sont votre sens de l'analyse, votre rigueur et vos talents rédactionnels qui vous permettront de mener à bien vos missions.

En relation directe avec le Vice Président du Conseil Général, vous piloterez l'avancement des dossiers relatifs aux affaires du département sur des projets d'envergure (construction d'établissements scolaires, réalisation de voiries...).

Par ailleurs, vous prendrez en charge la mise en forme de dossiers spécifiques et la rédaction des interventions publiques du Vice Président.

Intéressé ? Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 49.09.09.49, du lundi au vendredi, de 9h à 17h. (Précisez la réf. A575).

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

ORLEANS

Dynamique et accueillante,
Métropole Régionale de
107.000 habitants, Orléans
veut valoriser son patrimoine
archéologique et historique.

Elle recrute par mutation, détachement
ou contrat son

CONSERVATEUR TERRITORIAL DU PATRIMOINE (ARCHEOLOGIE)

Vous serez chargé d'études documentaires dans le cadre de projets d'aménagement; vous participerez à l'instruction des documents et autorisations d'urbanisme; vous coordonnerez les interventions sur les programmes d'études, le montage des dossiers financiers et la recherche de subventions; vous assurerez la maîtrise des fouilles archéologiques et proposerez des animations en lien avec l'ensemble des acteurs culturels locaux.

Titulaire d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou équivalent, vous aurez l'expérience des milieux urbains.

Ouvrir, vous aurez la capacité d'organiser et de gérer des programmes de recherche et d'animation tant au plan scientifique qu'administratif et financier.

Faites-nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, 30x30) à :
Monsieur le Maire - Direction du Patrimoine - 45040 ORLEANS Cedex 01
AVANT LE 30 MAI 1992.

Renseignements :
DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES - M. GERBET - Tél. : 38.42.27.28

ORLEANS, LE SENS DE L'ACTION

LE DEPARTEMENT

LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Une collectivité dynamique - plus d'un million d'habitants

RECHERCHE

CHARGE DE MISSION "FINANCES"

Au sein de la direction finances, vous serez plus particulièrement chargé :

- de l'élaboration du budget départemental (3.500M) examen des propositions, simulations dans un secteur bien déterminé;
- du suivi de dossiers et de la réalisation d'études à caractère financier en vue notamment de la rénovation des procédures et outils de gestion financière.

Fonctionnaire titulaire de catégorie A, vous avez :

- une formation supérieure à caractère économique ou financier;
- ou une expérience réussie de la gestion financière dans une collectivité territoriale.

Votre sens de la rigueur, votre dynamisme, votre aptitude à l'innovation, votre goût pour le travail en équipe, seront vos atouts pour réussir dans ce poste à évolution.

UICHT

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous
référence 1656M à notre Conseil UICHT, Anne Gillon,
6/8 rue Andras Beck, 92366 Meudon la Forêt.

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT
VAL-DE-MARNE (54 000 habitants)

RECRUTE

UN ATTACHÉ

Responsable des services État civil et Cimetière
Bac + 3 minimum. Connaissances juridiques exigées.
Salaire brut annuel : 108 KF

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :
Monsieur le Maire - Hôtel de Ville
BP 24 • 94701 MAISONS-ALFORT Cedex

SECRETAIRE GENERAL

Torcy

TORCY MARNE LA VALLEE

EN SEINE ET MARNE

- 25.000 habitants (chiffre 20-40000)
- à 10 km de Paris (RER, A4 et Francillem)
- au sein de l'agglomération nouvelle
de Marne la Vallée

Ville très jeune dans un département
d'avenir (EURODISNEY,
le grand stade...)

- une situation particulière à la qualité
de vie (nombreux équipements
sportifs, un espace culturel, un projet
de base de loisirs...)

- un potentiel économique important
et des projets ambitieux

Homme ou femme de relation et de
coordination vous assurerez l'interface entre les
délégés et les responsables de services.

Manager moderne, vous organiserez et
motiverez une équipe de 430 agents à qui vous
transmèterez les objectifs définis sur la base du
programme municipal.

Garant de la politique de la ville, vous
contribuerez à optimiser le fonctionnement
général des directions et tout particulièrement la
conduite des Finances de la ville.

A 35-40 ans, de formation supérieure juridique
ou économique, vous avez exercé avec
succès des responsabilités identiques au sein
d'une commune de préférence.

Vous aimez les challenges, votre sens de
l'initiative, votre grande disponibilité vous feront
réussir à ce poste qui requiert une bonne
capacité d'écoute, une grande rigueur, mais
aussi une grande ouverture d'esprit et beaucoup
de dynamisme.

Conditions statutaires + avantages conséquents
liés à la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo
sous la réf. 1747/M à notre conseil LIGHT
Myriam GUILLEMOIS - 6/8 rue Andras Beck
92366 MEUDON LA FORET Cedex.

UICHT



La Mairie d'Argenteuil
(95.000 habitants, 1/4 heure de Paris) recrute,
au sein de la Direction de la Communication, un

Attaché de Presse H/F

Vous possédez au moins un an d'expérience d'Attaché de
Presse, au sein d'une structure municipale.

En relation avec le cabinet du Maire, vous serez chargé de
promouvoir les différentes actions municipales et parlementaires.

Vous organiserez les différents contacts avec les médias,
concevrez une revue de presse journalière ainsi qu'un dossier
mensuel de presse en collaboration avec les services municipaux
concernés.

Des capacités d'initiatives, une très bonne aisance
rédactionnelle et un esprit dynamique vous permettront de
reussir à ce poste de responsable de notre service Presse.

Merci d'adresser votre candidature à Monsieur le Député Maire
Mairie d'Argenteuil
12/14, boulevard Léon Feix
95100 ARGENTEUIL



AVIS DE RECRUTEMENT

L'Association Départementale d'Informations et d'Actions
Musicales du Val de Marne (94)
recherche

UNE(E) DÉLÉGUÉ(E) DÉPARTEMENTAL(E)
A LA MUSIQUE ET A LA DANSE

Le candidat ou la candidate devra justifier :

- D'un diplôme d'enseignement supérieur, niveau licence ou
dérogation pour expérience professionnelle.
- D'une large culture musicale et chorégraphique.
- Connaissance administrative : des institutions musicales,
des collectivités locales et d'une expérience professionnelle
de la vie associative.

Le dépôt des candidatures est à effectuer avant le 15
mai 1992 auprès de :

Madame la Présidente de l'ADIAM 94
Domaine Départemental A. Chérioux
4, route de Fontainebleau
94407 Vitry-sur-Seine Cedex

A l'issue d'une pré-sélection par dossier, les candidats seront
convoqués pour être entendus par un jury.

Le dossier doit comprendre :

- une lettre de candidature manuscrite accompagnée d'une
photographie et d'un curriculum-vitae détaillé.
- une note sur la mission d'un délégué départemental.



- 100.000 habitants
- à proximité immédiate de Paris
- une politique particulièrement dynamique en faveur
de l'enfance, la jeunesse, le logement et l'urbanisme...
recherche

CHARGE D'ETUDES (H/F)

Au sein du service Organisation et Méthodes vous avez en charge des
études d'organisation informatique, et en assurez la mise en œuvre pour
l'ensemble des secteurs d'activité :

- recueil et analyse des besoins
- élaboration du cahier des charges en collaboration avec les services
utilisateurs
- suivi du projet et mise en œuvre avec les services et les intervenants
externes
- assistance aux utilisateurs

A 30 ans environ, vous avez un niveau de formation Bac + 4 minimum
(type IAE, Gestion, système d'information...). Une première expérience
vous a familiarisé avec les environnements informatiques.

Votre goût des relations humaines et votre capacité de coordination sur le
terrain ainsi que votre rigueur et votre sens de l'analyse vous permettront
de réussir dans ce poste.

Merci d'adresser sous réf. 1746 M, lettre manuscrite + CV + photo et
rémunération souhaitée à notre conseil LIGHT,
Myriam GUILLEMOIS Immeuble "Le dynasteur"
6-8 rue Andras Beck - 92366 MEUDON LA FORET Cedex

UICHT

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 L M

Le Monde de l'Informatique

L'ENVIE DE RÉUSSIR N'EST RIEN SANS LA FORCE D'OSER



Peut-on réussir dans les hautes technologies sans oser créer, innover et prendre des risques... calculés ?

Oser choisir Grenoble pour implanter son laboratoire par exemple. H-P est ainsi le seul constructeur d'ordinateurs personnels dont la R & D est établie en Europe.

Ses 50 ingénieurs de développement y conçoivent aujourd'hui l'informatique individuelle de demain... en toute créativité. Parce qu'ils bénéficient de la solidité financière et des moyens d'H-P et de l'efficacité prouvée d'une collaboration étroite entre les équipes recherche, marketing et manufacturing, ils ont la force d'oser.

Si comme eux vous alliez goût du risque et conviction, si vous avez une solide formation initiale complétée par 3 ans d'expérience minimum, et si vous possédez une première expérience dans l'une des spécialisations que nous recherchons aujourd'hui, merci d'adresser votre candidature à Eliane VIDIL : HEWLETT-PACKARD - Service Recrutement - 38053 Grenoble Cedex 09.

- **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN** responsable de la conception d'un ensemble électronique.
- **INGÉNIEUR Expert en développement d'Unités de Stockage de masse** (disques durs, floppy, stockage optique) spécialisé en électronique ou informatique pour qualification et intégration système de composant, veille technologique.
- **DESIGNER**, spécialisé en design industriel, pour l'esthétique du produit et l'organisation interne des futurs produits.
- **INGÉNIEUR LOGICIELS** pour la qualification des nouveaux systèmes d'exploitation DOS, WINDOWS et OS/2.
- **INGÉNIEUR ALIMENTATION** responsable de la définition complète des alimentations. Bonne connaissance de l'électronique analogique et des alimentations à découpage.
- **INGÉNIEUR VIDÉO-OEM** responsable de la mise en œuvre d'un nouveau projet vidéo, aussi bien du point de vue de la spécification technique que des relations fournisseurs.



HEWLETT PACKARD

Le Monde des Secteurs de Pointe

Jeune Ingénieur Logiciel Développez nos Interfaces Hommes/Machines

Nous sommes le deuxième constructeur mondial d'équipements de protections et de contrôle de réseaux de transport et de distribution d'énergie.

Nous voulons accentuer notre avance technique en intégrant au sein de notre Laboratoire des Études Avancées, un jeune Ingénieur Logiciel, qui sera responsable du développement de notre nouvelle gamme d'interfaces Hommes/Machines. Ces interfaces servent à la configuration et à la supervision de nos systèmes numériques de contrôle commande. Vous définissez les objets manipulés, les règles de contrôle, programmez le générateur d'interface et réalisez l'intégration avec le reste de l'application.

Ce poste exige des connaissances en programmation objet (C++, Le Lisp), en normes graphiques (X11, MOTIF) et en bases de données.

Vous, jeune ingénieur débutant ou première expérience, la responsabilité de projets vous intéresse et souhaitez rejoindre un groupe aux multiples possibilités d'évolution. La dimension internationale de nos projets exige la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. CIL 419 M à SEFOP, notre Conseil, qui nous connaît bien vous parlera de nos projets.

GEC ALSTHOM

T&D

SEFOP, 11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

VOTRE AVENIR : L'AVENIR DES GRANDES APPLICATIONS DE GESTION

Dans le cadre d'un important projet pilote lié à l'évolution des applications de gestion des grandes entreprises, le Groupe SAGITEC, considéré aujourd'hui comme l'un des plus avancés dans le domaine de la fiabilité et de la sécurité des logiciels, recrute un

CONSULTANT EN MÉTHODOLOGIES INFORMATIQUES

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion. Vous y avez acquis une connaissance approfondie d'au moins une grande méthodologie (MERISE, SDMS...) et de bonnes notions en réseaux et en conception orientée objet.

Autonome et capable de répondre aux attentes d'interlocuteurs de haut niveau, vous possédez aussi de réelles qualités d'adaptation à des environnements diversifiés, à des approches et à des techniques résolument novatrices.

Le premier poste que nous souhaitons vous confier vous amènera à intervenir sur plusieurs projets, à assurer auprès de leurs équipes un rôle de Conseil et de coordination, à élaborer de nouveaux outils méthodologiques. Il est appelé à d'intéressantes évolutions au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence M/5129, à

Groupe SAGITEC - 4, rue du Général Lanzerac - 75017 Paris



GRUPE SAGITEC

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

فكتنا من الفضل

مكتبة النمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 22 avril 1992 XIII

Secteurs de Pointe

vache



ENTREPRISE DE 300 PERSONNES - VILLE AGREABLE SUR BORD DE LOIRE
Filiale solide d'un grand groupe européen spécialiste de biens d'équipements en acier inoxydable pour l'industrie agro-alimentaire, la chimie et la pharmacie, recrute dans le cadre de son développement

RESPONSABLE QUALITE (M. FIC)

Homme d'expérience, de contact et de communication, vous maîtrisez les outils nécessaires permettant la mise en place d'un PLAN D'AMÉLIORATION DE LA QUALITE TOTALE pour l'ensemble de l'entreprise, de l'organisation du service Qualité, de l'homologation aux normes européennes ISO 9000, de la relation clients / fournisseurs.

CHEF SERVICE BUREAU D'ETUDES ET METHODES (M. CH)

- Formation Ingénieur A.M. ou équivalent.
- Expérience confirmée de 5 à 10 ans, acquise en unité de production de chaudronnerie.
- Connaissance DAO/CAO.
- Responsable de la conception et des méthodes de fabrication, vous serez le maillon entre le commercial et la production. Vous serez également en contact régulier avec la clientèle.
- Vous aurez le souci permanent de l'amélioration de la productivité et de la qualité.

RESPONSABLE COMMERCIAL CHIMIE - PHARMACIE (M. FC)

- Formation Ingénieur.
- 5 à 10 ans d'expérience fabrication dans une unité de production des secteurs chimie et pharmacie.
- La crédibilité auprès de notre clientèle nécessite que vous ayez une bonne connaissance des procédés chimiques, d'automatisation, et de leur mise en œuvre.
- Vous avez du goût pour les relations commerciales.
- Age 30 / 40 ans.

TECHNICO-COMMERCIAL (M. TD)

- Formation BTS frigoriste ou thermique.
- Expérience technique minimum de 5 ans, une expérience commerciale complémentaire serait un plus.
- Connaissance des procédés de chaudronnerie et des méthodes de soudage indispensables.
- Vous aurez en charge l'établissement des devis, des calculs thermiques correspondants ainsi que les relations avec la clientèle.
- Age 30 / 40 ans.

Pour ces postes : • pratique courante de l'anglais. • rémunération motivante, 13ème mois + intéressement + participation.
Envoyer votre CV, en précisant la référence du poste choisi à PROMINOX - Service du Personnel
5 rue Albert 1^{er} - BP 20 - 58028 NEVERS cedex.

Voyez la qualité sous un nouveau jour

Société de Services et d'Ingénierie Informatiques spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'information interconnectés, notre Direction Méthodes et Outils vous propose d'évoluer en tant qu'opérationnel dans le domaine de la qualité.

INGÉNIEURS QUALITÉ

Ingénieurs diplômés bac + 5, vous aurez à :
• amener et maintenir les activités et projets d'une division au niveau ISO 9001
• sensibiliser et assister les opérationnels
• entretenir le système qualité en liaison avec la direction qualité.

Vous avez une expérience mixte Opérationnel/Qualité de 5 à 10 ans. L'expérience certification militaire sera un atout supplémentaire.
Ces postes sont basés à Paris et en Région Parisienne.

ALCATEL
TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature sous référence DMO/IM01 à E. MONIN,
Alcatel TITN Answer, 1 rue Galvani - BP 110 - 91301 Mussy cedex.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Cette mission...
Un atout pour vous.

PMI ayant une renommée internationale bien établie et réalisant 70 % de son CA à l'EXPORT, nous fabriquons et commercialisons des BIENS D'EQUIPEMENT DURABLES sur le MARCHÉ DES LOISIRS.
Dans le cadre de notre évolution, nous recherchons un

Jeune Ingénieur ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE

Disposant de 3 à 5 ans d'expérience, vous travaillerez à l'intégration de PUCES et de systèmes de CODAGE dans nos produits. Actif et concret, rapportant au Directeur Général, vous participerez personnellement à chaque évolution, allant de la PRE-ETUDE à l'APPLICATION TECHNIQUE retenue, pour CRÉER un PRODUIT INTELLIGENT.

Ce poste motivant permet de CONCRETISER efficacement un projet qui ENGENDRERA certainement d'AUTRES ÉVOLUTIONS.
Lieu de résidence : BEAUNE, au cœur de la BOURGOGNE.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous la réf. MBG, à notre Conseil EUROPE MANAGERS, 23 place Darcy, 21000 Dijon.

EUROPE MANAGERS
RESSOURCES HUMAINES
DIJON - LE HAVRE - NANTES

Notre unité, filiale d'un grand groupe international, conçoit et réalise des produits opto-électroniques high tech pour des applications d'automatisme industriel dans le monde entier. Elle recherche son :

DIRECTEUR TECHNOLOGIE ET DEVELOPPEMENT

De formation Ingénieur grande école en électronique (SUPELEC, INPG) ou généraliste de haut niveau (CENTRALE, CENTRALE LYON) + si possible formation marketing complémentaire.
Âgé de 35 ans environ, vous possédez une expérience réussie en management d'un Bureau d'Etudes électronique.

Responsable d'une équipe de 17 personnes dont 8 ingénieurs de différentes nationalités, vous élaborerez les plans de développement produits et participerez, avec nos unités américaine et japonaise, aux projets mondiaux du groupe.

De culture internationale, avec anglais courant, vous saurez vous imposer pour faire aboutir vos idées et vous positionner en leader mondial de nos trois unités.
Pour ce poste basé à GRENOBLE, adressez votre dossier de candidature complet (lettre + CV + photo) sous réf. MODIR à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

GRENOBLE - PARIS - NICE
SCOR CONSEIL
47, av. Alsace Lorraine
38000 GRENOBLE

PLATRES LAMBERT

PLATRES LAMBERT, 850 personnes, 850 MF de CA, est une division de BPF France (2500 personnes, CA 3 MdF) au sein du groupe BPF INDUSTRIE, leader européen des produits du plâtre. Nous devons notre réputation à la qualité et à la performance de nos produits. Nous recherchons un :

CHEF DE PROJET R. & D.

Rattaché au Responsable du Laboratoire Central, le Chef de Projet sera totalement responsable de la ligne de produits enduits, colles, mortiers. Il aura pour principales missions de développer une gamme de produits nouveaux et de rationaliser les formulations de gammes existantes. Il interviendra activement en assistance de transfert d'outils dans le processus d'harmonisation industrielle. Basé dans l'Est parisien, ce poste implique des déplacements dans nos usines.

A 27/30 ans, de formation ingénieur chimiste ou DESS/DEA chimie-physique, avec de bonnes connaissances en anglais, vous avez acquis une expérience de 2/3 ans en R. & D. secteur peinture, enduits, ciments, résines synthétiques... Vous savez l'habileté de la formulation et vous savez raisonner en tonnes. Curieux, imaginatif, force de proposition, vos qualités relationnelles et vos capacités à travailler en équipe vous permettront de vous imposer et d'évoluer dans notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle sous la réf. 107.08/LM à notre Conseil ARPE, - 38, rue de Liabonne - 75008 PARIS.

BPF
FRANCE

JMAC JMA EUROPE

JAPAN MANAGEMENT
CONSULTING

Consultants confirmés en Management Industriel

En tant que directeur et conseiller aux entreprises, vous serez chargé de la mise en œuvre de nos services de conseil. Les candidats doivent posséder une expérience significative dans le domaine de la gestion industrielle et avoir une maîtrise parfaite de l'anglais et du français. Les candidats doivent également posséder une expérience significative dans le domaine de la gestion industrielle et avoir une maîtrise parfaite de l'anglais et du français.

Envoyez votre candidature et CV à JMA Europe, 111 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SEINE.

Groupe industriel international, implanté dans la technopole de Caen, nous démarrons une production en grande série d'éléments électroniques destinés à l'automobile. Pour cette nouvelle activité, nous renforçons nos structures.

Chef de groupe Planification Méthodes

Votre mission : en collaboration avec vos homologues allemands, vous concevez et aménagez les postes de travail, élaborez les bases de temps standard, et assurez la formation de la maîtrise et des opérateurs.

Votre profil : Ingénieur diplômé, vous avez plusieurs années d'expérience au service méthode d'une entreprise industrielle produisant en grande série. Vous connaissez les problèmes de préparation et de gestion des temps et pratiquez MTM. Allemand courant exigé.

Envoyez CV et lettre, sous référence 11N0392D, à Aubert Riblier, Florian Mantione Institut, Péricentre 3, 25 avenue Thiès, 14000 Caen, ou consultez la définition de fonction sur le minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Ingénieur Composant Circuit Imprimé

Notre nouvel établissement de MEUNG SUR LOIRE (45) sera le pôle industriel de nos activités dans le domaine de l'électronique. Si vous êtes passionné par l'automobile et un environnement international, venez-vous rejoindre. Nous recrutons un Ingénieur Composant - Circuit Imprimé.

Vous maîtrisez déjà les technologies du circuit imprimé. Votre curiosité intellectuelle est sans cesse à l'écoute des évolutions technologiques et leurs applications. Votre dynamisme, vos qualités relationnelles, sans oublier votre compétence en la matière, vous font reconnaître par tous les services (études, production, qualité, achats...) comme l'expert incontournable pour conseiller de la meilleure utilisation dans le respect du cahier des charges.

Vous êtes Ingénieur Electronicien, possédez une réelle et significative expérience du circuit imprimé et maîtrisez l'anglais.

Faites-nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence 81 ICC à MERCEUR UNIVEL - Richard LOMBART - 14 bis, rue Darc - 75078 PARIS Cedex 08.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Le Monde des Secteurs de Pointe

ALCATEL
CIT

ALCATEL CIT est la plus importante filiale du groupe ALCATEL NV, leader mondial en matière de télécommunications. Notre Division Industrielle conçoit et commercialise différents types de composants mécaniques ou électroniques. Pour notre activité "CIRCUITS IMPRIMÉS" située à COUTANCES (50) nous recherchons deux

INGENIEURS D'AFFAIRES

QUEST R.P. ref 5429

COUTANCES ref 5440

VOTRE MISSION : Au sein de notre service commercial ☐ vous prospectez des sociétés et marchés déterminés en accord avec la stratégie de la division ☐ vous assurez le suivi des qualifications techniques et industrielles de nos produits chez les nouveaux clients ☐ vous négociez les marchés (prix, quantités, délais) ☐ vous suivez les dossiers du client afin de développer un réel partenariat ☐ vous êtes épaulé par un chargé de clientèle basé à l'usine et par différents spécialistes (technique, qualité...).

VOTRE PROFIL : ☐ la trentaine ☐ une formation supérieure de type ingénieur ou universitaire ☐ une première expérience commerciale ou technico-commerciale dans le secteur industriel, si possible électronique ☐ des qualités relationnelles alliées à une grande rigueur technique ☐ anglais indispensable.

NOUS VOUS OFFRONS : ☐ l'opportunité d'intégrer notre Groupe par le biais d'une structure à taille humaine (300 personnes) ☐ un grand savoir-faire technique qui fera de vous un fournisseur privilégié de vos clients ☐ une équipe et un environnement technologique de haut niveau ☐ des perspectives d'évolution importantes au sein d'ALCATEL ALSTHOM.

Pour un entretien individuel avec la société le 12/05/92

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE
Fax (1) 46 21 78 13 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

FRANCE
TELECOM

cnet
LANNION

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET) est le laboratoire de recherche et de développement de FRANCE TELECOM. Il regroupe plus de 4500 collaborateurs dans ses différents centres, dont 600 ingénieurs sur le site de Lannion. Il assure des missions de recherche, d'assistance technique aux services opérationnels et d'expertise dans les différentes spécialités des télécommunications. Nous recrutons des

INGENIEURS DE RECHERCHE

POUR LES DOMAINES SUIVANTS :

• Le Génie Logiciel (spécifications, test, validation, atelier logiciel, qualité/fiabilité).

• L'intelligence artificielle et les langages de modélisation.

• L'administration de réseaux.

• Les systèmes de gestion de bases de données.

Les postes proposés concernent l'étude de techniques avancées dans le cadre d'applications nouvelles de FRANCE TELECOM.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous référence SLG à : CNET-LAA, Service du personnel, route de Trégastel, BP40, 22301 LANNION

FRANCE TELECOM • L'AVENTURE EN PLUS •

CABINET D'ETUDES SCIENTIFIQUES TECHNIQUES

recherche

dans le cadre de son expansion
pour son service de Recherche Appliquée :

4 CHARGÉS DE MISSION

H/F

en innovation Industrielle

Vous serez chargé, en liaison avec notre hiérarchie, de créer un dynamisme pour favoriser l'exploitation et la valorisation de la recherche des PME-PMI et d'assurer le suivi des projets de recherche communautaire auprès de notre clientèle.

Vous avez 30/35 ans environ, une culture scientifique, un bon esprit de synthèse, des capacités rédactionnelles (indispensables), beaucoup d'imagination et de bon sens. Anglais apprécié.

Vous avez la volonté de faire profiter de vos compétences vos employeurs dans un minimum de temps d'adaptation pour justifier une rémunération annuelle de 180 à 250 KF.

Lettre manuscrite + CV + photographie indispensable.
Les candidatures incomplètes ne seront pas étudiées.

Réf. n° 8463

LE MONDE PUBLICITE

15-17, rue du Col-P-Avia - 75902 Paris Cedex 15

Le Monde International

JEUNES DIPLOMES (HEC, ESSEC, IEP...)



Jeunes diplômés, débutants ou avec une première expérience, devenez L'ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Filiale de l'un des majors du BTP, ETPM réalise un chiffre d'affaires de 2,3 milliards dans l'offshore. Cette performance la situe en très bonne position au sein du cercle des leaders. Dans le cadre d'une fondation très évolutive, nous vous proposons d'assister le Directeur Administratif et Financier dans les fonctions suivantes :

Responsable de la Région Mer du Nord (400 à 800 personnes), vous aurez la charge de superviser et d'administrer les services comptables et financiers, contrôler et analyser les chantiers de la zone

concernée, suivre la gestion budgétaire et les différents aspects fiscaux et sociaux.

Un poste très complet, comme vous le constatez, nous vous le confierons si, au cours de vos études supérieures (HEC, ESSEC, IEP Ecof...), vous avez effectué des stages formatifs dans un contexte industriel et international. Si vous disposez d'une première expérience, celle-ci doit être de courte durée. Bien entendu, vous utilisez la micro et pratiquez couramment l'anglais.

Ce poste est basé à Rotterdam.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous réf. 8283 à EUROMESSAGES BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.



LA MER A SES

ARCHITECTES

Vilmorin

Filiale du groupe LIMAGRAIN, premier groupe semencier européen, VILMORIN est une société de recherche, production et commercialisation de semences potagères pour le marché professionnel international

recherche

DIRECTEUR DE FILIALE (ITALIE)

Structure en développement, constituée actuellement de 6 personnes, basée à Bologne.

Vous aurez pour mission d'assurer la gestion financière, humaine et commerciale de la filiale, en relation avec les structures du siège social et selon les orientations données par la direction commerciale.

Vous êtes ingénieur en agronomie et avez une première expérience en commerce agricole international.

Vous maîtrisez l'italien et l'anglais.

Adressez lettre, c.v. et prétentions à :
VILMORIN
Direction des Ressources Humaines,
49250 LA MENTRIÈRE.



Responsable de zone export

ARJO WIGGINS - 1er Groupe Papeterie de la CEE (CA : 25 milliards de FF) - recherche pour son Département Papiers Techniques et Industriels réalisant 1,3 Milliard de CA dont 75 % à l'international, un Jeune Cadre Commercial International.

Rattaché à une Direction Marketing et Ventes, il est responsable de la commercialisation d'une ligne de produits spéciaux s'adressant à une clientèle industrielle internationale. Il assure en direct les négociations de haut niveau et est secondé dans son action de développement des ventes par un réseau d'agents qu'il entretient. A l'écoute des évolutions de ses marchés et travaillant en étroite liaison avec l'usine, il joue un rôle de conseil et d'assistance auprès de sa clientèle.

Ce poste basé à Paris, impliquant sens commercial et curiosité technique, autonomie et esprit d'initiative, s'adresse à un DIPLOME ECOLE DE COMMERCE, de 27 ans environ, ayant acquis 3/4 ans d'expérience de la vente de produits techniques. Disponible pour des déplacements (60 % du temps), il pratique couramment l'anglais et si possible l'allemand.

Les dossiers de candidature, sous référence 4039 M à préciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT 2, rue Dufrenoy, 75116 PARIS.

Arjo Wiggins

specialty papers - papiers spéciaux